



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019
- Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions
2. Revitalisation et animation des commerces - Convention partenariale avec l'Etat et conventions de flux financiers avec les partenaires
3. ZAC Beausoleil - Programme des équipements publics - Approbation
4. ZAC Beausoleil - Quartier des Cévennes - Dossier de réalisation - Approbation
5. ZAC Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - S.A.S. Cassiopée - Lot III
6. Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier
7. Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier
8. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Linkcity Sud-Est - Lot VIII.
9. ZAC Port Marianne - Consul de mer extension - Agrément de candidature lot G
10. ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A1 (Kaufman & Broad / Pégase Immobilier)
11. Quartier Centre - Vente des locaux situés 49 49 bis 51 cours Gambetta
12. Quartier Centre Historique - Vente d'un immeuble - 7, boulevard Pasteur - Parcelle cadastrée BZ 307
13. Acquisition d'une partie de la propriété de M. Jean CRASSOUS - 1154 avenue de Saint-Maur - Parcelle cadastrée CK 545 partie
14. Régularisation foncière - Acquisition du bien situé sur les parcelles cadastrées EO n° 424 et 425, 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier
15. Quartier des Cévennes - Reconstruction du groupe scolaire Julie Daubie-Madeleine Brès - Acquisition d'un terrain à M. Yves DECOR - 626 avenue Paul Rimbaud - Parcelle cadastrée MS 292p
16. ZAC Pierres Vives - Acquisition de la parcelle TV n° 201 à Montpellier Méditerranée Métropole - Rue Marius Petipa
17. ZAC Pierres Vives - Acquisition de 4 parcelles à Territoire 34 - Rue Marius Petipa
18. Rue Adam de Craponne - Déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665

19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2019
20. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous
21. Don de matériels scolaires à la Ville de Béziers dans le cadre de l'incendie de l'école des Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 2019
22. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature
23. Club des Territoires Un Plus Bio - Adhésion
24. Bourse Initiatives Jeunes 2019 - Participation de la Ville
25. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2019 - 2020
26. Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service - Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale
27. Service civique - Convention de mise à disposition de volontaire - Modèle - Approbation
28. Convention de partenariat CREPS de Montpellier-Ville de Montpellier - Conditions d'intervention stagiaires en formation BPJEPS APT - Renouvellement
29. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2019
30. Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville - Réalisation de travaux d'aménagement
31. Aménagement du local à ordures ménagères situé à l'arrière de la MPT Louis Feuillade - Réalisation de travaux d'aménagement
32. Dénomination des voies et des espaces publics
33. Contrat de ville - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Ville de Montpellier - Autorisation de signature
34. Charte de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) - Adhésion - Signature
35. Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative aux opérations "Aménagement d'un tiers lieu numérique rue Draparnaud" et "Requalification du hall d'entrée de l'EHPAD Mathilde Lartigue" (dotation Politique de la Ville)
36. Conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » Ville de Montpellier - Enedis Direction Hérault - associations Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon et Octopus expression - Exercice 2019 - Approbation
37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019
38. Convention cadre Ville de Montpellier - CAF de l'Hérault - Conseil Départemental - Adages pour la mise en œuvre du dispositif "Plateforme garde d'enfant et Service d'accueil familial d'insertion"
39. Crèche Joséphine Baker - Délégation de service public - Délibération de principe
40. Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de deux parcelles AI 87 commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez
41. Ouverture dominicale des établissements de commerce de détail - Avis du Conseil Municipal
42. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Conventions de parrainage et de mécénat - Approbation
43. Parking du parc de Lunaret - Réalisation de travaux d'aménagement
44. Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH.
45. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier - Dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020

46. Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'une subvention - Exercice 2019
47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droit des femmes" - Exercice 2019
48. Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
49. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville
50. Accord de coopération entre la Ville d'Obninsk, l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga en Russie et la Ville de Montpellier - Convention additionnelle - Autorisation de signature
51. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King
52. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019
53. Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption
54. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Finances" et "Economie des ressources du Patrimoine" - Exercice 2019
55. Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2019 - Renouvellement
56. Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville
57. Contrat de location ACM / Ville - Résidence Gély, rue du Mas de Merle - Autorisation de signature
58. Convention de mise à disposition de la Maison forestière du bois de Montmaur au bénéfice des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature
59. Convention de mise à disposition de service ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information - Autorisation de signature
60. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles - Autorisation de signature
61. Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de Maintenance et prestations complémentaires du logiciel Droits de Cités
62. Achats de véhicules et utilitaires légers - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
63. Autorisation de cession d'un véhicule
64. Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnités
65. Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature
66. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier
67. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles
68. Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

69. Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique
70. Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique
71. Concession Grand Cœur (SERM)
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 18 au traité de concession d'aménagement
Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie
72. Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8 au traité de concession d'aménagement
73. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
74. ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 13
75. ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 15
76. ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 12
77. ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2
78. ZAC Port Marianne - Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
79. ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 7
80. ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 1
81. ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 9
82. ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
83. ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
84. ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8
85. ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018)

86. Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018-
Avenant n° 12 à la concession
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2018)
87. Quartier de la Pompignane - Renouvellement urbain - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2
88. ZAC de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 3
89. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier - Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat
90. Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Contrat de mandat public

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 15 novembre 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 21 novembre 2019 à 18 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Michèle Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LÉVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Cédric de SAINT JOUAN, Dominique MARTIN-PRIVAT.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de nous rejoindre à la tribune pour faire l'appel.

Maud BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Avant d'entamer l'ordre du jour, nous avons le très grand honneur de recevoir ici Katarina JOHNSON-THOMPSON, championne du monde d'heptathlon, qui a choisi d'établir sa résidence ici à Montpellier. Nous avons souhaité, pour l'ensemble de toutes ses performances et pour la remercier d'avoir choisi notre ville, lui conférer la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Je vais donc la recevoir comme nous le faisons traditionnellement.

Applaudissements.

Quand on évoque Liverpool, on pense tout de suite aux Beatles et à sa principale équipe de foot, les *Reds*, champions d'Europe en titre dont vous êtes une fan authentique. Mais, depuis le 3 octobre dernier, Liverpool, votre ville de naissance, et Montpellier, qui est désormais votre ville d'adoption, se sont trouvée une magnifique idole : Katarina JOHNSON-THOMPSON. En effet, lors des championnats du monde d'athlétisme à Doha au Qatar fin septembre, vous êtes devenue championne du monde d'heptathlon. Au terme des sept épreuves, sous un soleil caniculaire, vous avez réalisé la sixième performance mondiale de tous les temps, ce qui est absolument remarquable et mérite tous nos applaudissements.

Applaudissements.

Katarina, je vais maintenant évoquer votre parcours pour que le Conseil municipal et les habitants de la ville de Montpellier fassent plus ample connaissance avec vous. Vous êtes née à Liverpool. Vous avez 26 ans. Vous êtes citoyenne britannique. Vous avez toujours eu deux pays dans le cœur : l'Angleterre de votre maman Tracey JOHNSON, votre première supportrice, et les Bahamas de votre défunt père Ricardo THOMPSON. Vous avez découvert l'athlétisme assez tôt. Vous avez poursuivi en parallèle vos études en Angleterre en vous spécialisant dans les épreuves combinées. Les résultats n'ont pas tardé. À 16 ans, vous devenez championne du monde cadet d'heptathlon en Italie. Impossible de détailler votre palmarès tant il est impressionnant. Pour les seules années 2018-2019, vous avez ainsi été vice-championne d'Europe d'heptathlon à Berlin, championne du monde à Doha, championne du monde *indoor* de pentathlon à Birmingham et vice-championne d'Europe de pentathlon à Glasgow.

À ce jour, votre seule désillusion sportive reste les Jeux olympiques mais ce n'est assurément que partie remise. À Rio, en 2016, malgré de belles séquences, vous échouez au pied du podium. Cela entraîne chez vous une profonde remise en question. Vous décidez alors de changer de maison, de ville, de pays et d'entraîneur. C'est donc à Montpellier que vous choisissiez de vous installer il y a trois ans, ce dont nous nous félicitons, ceci sur les bons conseils d'Antoinette NANA DJIMOU, heptathlonienne comme vous, qui avait, elle aussi, opté pour Montpellier. Elle vous a dit que Montpellier était the « *place to be* ». Ainsi, vous avez filé à l'anglaise, si on peut dire, pour rejoindre Bertrand VALCIN, l'entraîneur de Kévin MAYER, notre recordman du monde, et tout le staff qui travaille au sein du pôle national de préparation olympique. Qu'il me soit permis, en passant, de féliciter Bertrand VALCIN pour la qualité du travail qui est réalisé à Montpellier auprès de tous les athlètes.

Il faut croire, Katarina, que cette installation dans le Sud de la France vous a particulièrement réussi puisque les spécialistes estiment que vous n'avez jamais été aussi forte. Au début, vous veniez juste ici pour quelques jours et retourniez en Angleterre. Mais, maintenant, vous êtes pleinement installée à Montpellier. Vous résidez en centre-ville où vous avez désormais vos boutiques privilégiées et où vous vous déplacez à vélo jusqu'au stade Philippidès. Nous avons tous en tête, ici, votre visage radieux au terme de la dernière ligne droite du 1 500 m à Doha où vous ne sembliez pas réaliser l'extraordinaire performance qui a été la vôtre. Désormais, vous allez être attendue. Vous avez, chère Katarina, toutes les qualités requises pour devenir en 2020 à Tokyo championne olympique. Soyez assurée que tout Montpellier sera derrière vous pour vous soutenir.

En attendant Tokyo, je vais vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Katarina JOHNSON-THOMPSON : Je voudrais vous remercier tous. Depuis mon arrivée à Montpellier, j'ai gagné en confiance, énormément. Mais, malheureusement, ma confiance dans mon français n'est malheureusement pas à la hauteur donc excusez-moi pour cela. Je voudrais vous remercier vraiment pour tout ce que vous m'avez offert ici à Montpellier. J'ai gagné en force physique. J'ai aussi un état d'esprit plus fort. J'ai gagné en confiance, comme je l'ai dit. C'est vraiment extraordinaire tout ce que vous m'avez permis de faire. Il faut avouer que le soleil aide aussi. Je dois dire aussi, avec tout ce qui peut se passer en Angleterre actuellement, avec le problème du Brexit, qu'avec cette médaille, je vais au moins pouvoir rester dans cette ville de Montpellier. Merci pour cela.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Katarina, puisque vous avez parlé du Brexit, je voulais simplement vous indiquer que, dans la mesure où la Grande-Bretagne risque d'être assez éloignée des pays d'Europe si elle en sort, le gouvernement français et le gouvernement britannique se sont mis d'accord pour qu'il y ait des jumelages entre les villes françaises et les villes anglaises. Nous avons été choisis pour être jumelés avec la Ville de Manchester. Je m'y suis rendu il y a un mois et demi – deux mois. J'ai rencontré Andy BURNHAM, le Maire de Manchester, et j'ai évidemment visité Old Trafford. Quand on dit à Liverpool que l'on aime Old Trafford, ce n'est pas très bien. Merci beaucoup.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Avant d'adopter l'ordre du jour, je voudrais vous faire part de plusieurs informations.

Première information : a été distribué sur l'ensemble des tables un texte émanant du groupe Socialiste. Vous ne l'avez pas eu, pardon. Je vais donc vous le lire. « *Conformément à l'article 50 du règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, nous vous notifions que Madame Julie FRÊCHE a été désignée présidente du groupe la Gauche pour Montpellier en remplacement de Monsieur Michaël DELAFOSSÉ. Cordialement. Signé : Rémi ASSIE, Michaël DELAFOSSÉ, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN et Jean-Pierre MOURE.* »

Applaudissements.

Deuxième information : chacun s'est exprimé dans la presse mais personne ne comprendrait que je ne dise pas un mot sur le choix du gouvernement pour l'implantation de la cour administrative d'appel. Vous avez vu ce qu'il s'est produit. Nous devions avoir le résultat au mois de juin. Nous l'avons eu au mois de novembre, selon un calendrier qui a été, je dirais, particulièrement étendu et qui vient après une série d'approximations de la part de la garde des Sceaux. Voyant cela, j'ai interpellé l'avocat de la Ville et de la Métropole, Me GAUER, et nous avons produit une requête qui lui a été envoyée parce que si, quand on a été rectrice de Toulouse, on choisit Toulouse, il y a quand même un petit problème ; d'autant que la carte judiciaire avait fait l'objet des mêmes remarques de tous les syndicats de la magistrature au niveau national, de plusieurs articles dans le Canard enchaîné, dont un encore aujourd'hui, d'un communiqué de presse du syndicat majoritaire de la magistrature et d'un nombre incalculable d'articles de journaux.

Nous sommes donc là devant un acte politique : le fait du prince. Nous sommes là devant une décision qui n'a rien à voir avec l'intérêt général, parce que je rappelle que la cour d'appel de Montpellier et celle de Nîmes conjuguées ont traité plus de 10 000 dossiers en 2017 alors que celle de Toulouse n'en traite que 6 000. Nous avons travaillé un dossier qui a été remis au Conseil d'État. Nous avons reçu les représentants et le président LASSERRE du Conseil d'État. Tous les élus étaient présents sauf la Région qui n'a pas signé et la Députée du centre-ville Muriel RESSIGUIER. Tous les autres ont signé : les représentants du Département, Monsieur DELAFOSSE était là, tous les autres Députés, Monsieur MESQUIDA, les Sénateurs. Je n'ai pas la liste sous les yeux. Il y avait une grande unanimité autour du dossier : Philippe AUGÉ, Jean-Michel DIVISIA, le bâtonnier du barreau de Nîmes, Rémy LEVY, le bâtonnier de Montpellier, Bernard TRAVIER, Kléber MESQUIDA, Henri CABANEL, Sénateur, Jean-Pierre GRAND, Sénateur, Robert NAVARRO, Sénateur, Marie-Thérèse BRUGUIERE, Sénatrice, Coralie DUBOST, Députée, Nicolas DEMOULIN, Député, Emmanuelle MENARD, Députée, Philippe HUPPE, Député, Patricia MIRALLES, Députée, Christophe EUZET, Député, Jean-François ELIAOU, Député, Patrick VIGNAL, Député, et moi-même.

Je considère que cette décision est avant toute une décision politique qui vient après l'investiture ou l'acceptation du soutien par En Marche du Maire de Toulouse. Je l'ai dit dans la presse. Je le redis devant vous : nous allons poursuivre notre travail avec l'avocat de la Ville parce que je considère que cette décision est injuste et ne reflète pas l'intérêt général. Si vous ne voulez pas me croire – ce qui est possible – vous pouvez croire Rémy LEVY, le bâtonnier, qui dans son article du Midi Libre aujourd'hui fait le point sur cette situation de façon claire, précise et qui, finalement, ne contredit pas tout ce que je viens de vous expliquer.

Je passe à l'ordre du jour. Ah non ! Vous avez répondu dans la presse ce matin.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : On peut avoir la parole ?

Monsieur le Maire : Conformez-vous à la règle. C'est difficile pour vous mais, faites-le.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Est-ce que vous me donnez la parole ?

Monsieur le Maire : Attendez ! Attendez deux secondes, vous n'êtes pas arbitre. Sinon, vous vous mettez à ma place et vous présidez, Mme BOUALLAGA. Vous voulez présider à ma place ?

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Non.

Monsieur le Maire : Ah ! Donc, laissez-moi faire. Monsieur LARUE.

Monsieur LARUE : Merci de me donner la parole sur ce sujet très important. En fait, le dossier a été instruit, comme vous le disiez vous-même, par le Conseil d'État et plus particulièrement par le vice-président du Conseil d'État. Il ne vous aura pas échappé que le vice-président du Conseil d'État est le plus haut fonctionnaire de notre pays. C'est lui qui, notamment, en début de chaque année, présente les vœux de la fonction publique et de la fonction territoriale au président de la République. C'est lui qui a donc instruit le dossier. C'est lui qui a, effectivement, proposé à la garde des Sceaux ce choix. Je ne doute pas que les équipes aient très bien travaillé sur le sujet. On a, malgré tout, relevé un coût supérieur au projet de Toulouse et un calendrier plus long.

Au-delà de ça, je trouve qu'insinuer et remettre en cause l'indépendance du garde des Sceaux et indirectement celle du Conseil d'État, est extrêmement grave. Vous savez, nous avons été très émus les uns et les autres, il y a quelques mois, quand des personnes se sont insérées dans l'Arc de Triomphe et ont cassé des représentations de la République. Je n'ai pas peur de dire que remettre en cause l'indépendance du Conseil d'État en France est tout aussi grave. Vous savez, quand vous êtes élu de la République, il est très dangereux de jouer avec ce genre d'insinuations puisque vous mettez en cause complètement une des plus grandes institutions de notre pays. Vous qui êtes bonapartiste et qui avait une admiration sans limites pour Bonaparte – c'est la seule chose sur laquelle nous nous rejoignons tous les deux – il ne vous aura pas échappé que le Conseil d'État a été créé par Bonaparte et que, dans quelques jours, nous allons fêter les 220 ans du Conseil d'État. Je pense qu'au moment de cet anniversaire, faire ce que vous faites pour créer un écran de fumée sur une décision politique ou pas... Vous savez, je me rappelle la première chose que vous m'avez dite en Conseil de Métropole, il y a six ans ou cinq ans et demi, quand je suis intervenu pour la première fois sur un sujet lambda. Je vous avais dit : vous faites de la politique. Vous m'aviez répondu : Monsieur LARUE, bienvenue dans le monde réel. Ici, on fait de la politique. Si vous n'avez pas compris que nous faisons de la politique ici, vous n'avez rien à y faire. Nous ne sommes pas dans le monde des Bisounours. Tout est politique, Monsieur LARUE. Je vous renvoie donc le compliment, Monsieur SAUREL. Je vous ai écouté là-dessus. Tout est politique. Donc, quand vous faites, effectivement, semblant de comprendre qu'il y a des enjeux qui peuvent dépasser ceux du territoire de Montpellier, je trouve que vous êtes soit naïf ou que vous jouez le naïf. Je sais bien que se jouent derrière d'autres choses pour la prochaine élection municipale par rapport à votre relation à En Marche mais, ça, ça ne nous regarde pas. Mais, s'il vous plaît, ne mettez pas la République en jeu en accusant directement et indirectement la garde des Sceaux et le Conseil d'État. Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur LARUE, d'abord, je n'ai pas accusé le Conseil d'État. Je me suis contenté de remettre en cause et de contester la décision du garde des Sceaux. Ce n'est pas le Conseil d'État...

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas le Conseil d'État, c'est la garde des Sceaux. Je n'ai jamais prononcé le mot de Conseil d'État, c'est vous qui le faites. Ensuite, je suis ravi que vous ayez entendu en 2014 ou en 2015 mes conseils éclairés et que vous les utilisiez tous les jours. En revanche, j'ai avec moi ici votre syndicat majoritaire qui vient d'envoyer un communiqué de presse qui est intitulé « Scandaleuse instrumentalisation politique de la réforme de la justice ». Donc, voyez vos pairs.

Monsieur LARUE (hors micro) : Là, je ne suis pas avocat, je suis élu.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole après Monsieur LARUE ? Madame BOUALLAGA.

Max LÉVITA (hors micro) : Tu as tourné ta langue ?

Madame BOUALLAGA : Pardon ?

Max LÉVITA (hors micro) : Tu as tourné ta langue ?

Madame BOUALLAGA : Je tourne ma langue ! Très bien. Pardonnez mon impatience, du coup. Merci de me donner la parole, Monsieur le Maire. Permettez-moi tout de même d'émettre quelques interrogations en matière de conflits d'intérêts. Je vous rappelle, Monsieur le Maire, que vous aviez signé à l'époque la charte Anticor qui vous a épinglé lundi et que cela ne vous avait tout de même pas empêché de reconduire, en tout cas de maintenir, une candidate qui avait été condamnée à l'époque en pleine élection. Je pense qu'en matière de conflits d'intérêts, nous pourrions tout de même en dire quelque chose. D'autre part, je m'interroge également sur le fait mis en cause. Je m'interroge également sur le fait que dans votre équipe, il y a des gens qui sont En Marche et, vous ne vous en êtes jamais caché, vous avez également une Députée En Marche. Je m'interroge donc sur le fait que si vous aviez été dans la course, si vous aviez pu défendre cette cour d'appel comme il aurait fallu le faire, et que la cour d'appel était restée sur Montpellier, est-ce que l'on vous aurait accusé, vous...

Monsieur le Maire : C'est la création d'une nouvelle...

Interventions hors micro.

Madame BOUALLAGA : Oui et alors ?

Monsieur le Maire : Et alors, ce n'est rien. Vous ne connaissez pas le dossier mais ce n'est pas grave.

Madame BOUALLAGA : Oui. Enfin, est-ce que vous croyez que l'on va véritablement me le reprocher, cette petite erreur syntaxique ?

Monsieur le Maire : Non, ce n'est rien. Ce n'est rien. Moi, je ne vous le reproche pas parce que, vous le savez, je vous apprécie beaucoup.

Madame BOUALLAGA : Respectez donc l'article 16 du règlement intérieur qui vous invite à mettre de l'ordre au sein de votre équipe, Monsieur le Maire. Donc, je me répète : est-ce que vous auriez été mis en cause si la cour d'appel avait été à Montpellier parce que dans votre équipe, il y a des gens qui sont En Marche, une Députée notamment. En matière de conflits d'intérêts, on peut également rappeler la charte Anticor qui vous a délivré un carton orange pour plusieurs choses d'ailleurs.

Monsieur le Maire : Oui, pour une chose qui est fausse ; pour deux choses qui sont fausses. Première chose qui est fausse : Monsieur DUMONT préside bien la commission Finances. Je suis donc en train de faire une lettre à Anticor. Deuxième chose qui est fausse : c'est que nous ne finançons plus depuis deux ans l'APFTE. Voilà. C'est tout simple. Je pense donc qu'ils ne sont pas à jour à Anticor. Je vais donc les mettre à jour aussi.

Ensuite, je vous rappelle que c'est d'une nouvelle cour administrative d'appel dont il s'agit. De plus, Monsieur LARUE, vous vous êtes ému sur Facebook de la confusion qui pouvait exister entre

la décision politique...

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Avec Madame la garde des Sceaux. Madame ACQUIER, lisez-nous le post Facebook. Nous allons vous lire ce que vous avez vous-même écrit.

Monsieur LARUE (hors micro) : Je vais répondre après.

Monsieur le Maire : Ah non, ce n'est pas la peine. Attendez, vous avez déjà répondu par écrit et sur les réseaux sociaux.

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Tout d'abord, ne faites pas allusion à Bonaparte de façon inconsidérée.

Monsieur LARUE (hors micro) : Pourquoi ?

Monsieur le Maire : Parce que vous ne savez pas à quel point je suis avec Bonaparte : si je l'aime beaucoup, pas beaucoup, un peu, dans quelle période. Vous ne savez pas tout ça. Vous préemptez mes sentiments. Écoutez bien.

Madame ACQUIER : Réforme de la carte judiciaire et résultats électoraux : l'accès à la justice ne doit pas être conditionné par le sens d'un vote. Si cette information est confirmée, il s'agirait d'un scandale devant nécessairement et a minima entraîner la démission de la ministre de la Justice.

Monsieur le Maire : Madame ACQUIER, arrêtez. Faites-lui grâce. Faites-lui grâce. La géométrie variable.

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Écoutez, Monsieur LARUE, on vous pardonne.

Monsieur LARUE : Ce sont deux sujets différents. Ne les mélangez pas. Cela n'a rien à voir. Là, le dossier était instruit par le Conseil d'État. Cela n'a rien à voir.

Monsieur le Maire : On vous pardonne.

Monsieur LARUE : Lorraine fait très bien son boulot. Elle va nous envoyer deux balles aux uns et aux autres...

Monsieur le Maire : On vous pardonne.

Monsieur LARUE : ... Ça va continuer. Mais, ce sujet n'a rien à voir. C'est sur rapport.

Monsieur le Maire : Écoutez, on vous pardonne.

Monsieur LARUE : Non, non, parce que ce n'est pas la même chose.

Monsieur le Maire : Mais, acceptez d'être pardonné !

Monsieur LARUE (hors micro) : Non, non.

Monsieur le Maire : Informations de Monsieur le Maire : c'est terminé. Adoption de l'ordre du jour.

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Oui Monsieur, parce qu'au moment...

Monsieur LARUE (hors micro) : Vous avez menti.

Monsieur le Maire : Non ! Je n'ai pas menti. Non ! Nous avons modifié le cahier des charges...

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Non ! Nous avons modifié le cahier des charges pour qu'il soit plus écologique mais au moment où je l'ai indiqué...

Monsieur LARUE (hors micro) : Mais arrêtez, personne ne vous croit là-dessus !

Monsieur le Maire : Demandez à la presse, elle est au courant.

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Il fallait que j'aie l'aval du Préfet parce que sur un dossier comme celui-là l'État est impliqué.

Intervention hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Maire : Ne noyez pas le poisson.

Interventions hors micro.

Monsieur le Maire : Dans les sondages, vous êtes à 5. Si vous continuez, vous allez être à 4 puis à 3 puis à 2. Vous, vous êtes candidats, moi je ne le suis pas. Je regarde le spectacle.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Adoption de l'ordre du jour. 90 affaires. Qui est contre ? Un contre.

Madame BOUALLAGA : Merci Monsieur le Maire. Il faut bien que je m'exprime, Monsieur le Maire, suite au fait que j'ai quitté votre majorité et que vous m'avez retiré mes délégations, ce qui est normal. Si vous me le permettez, j'aimerais m'adresser à mes concitoyens montpelliérains.

Monsieur le Maire : Non mais Madame BOUALLAGA, vous l'avez déjà fait l'autre fois.

Madame BOUALLAGA : Non.

Monsieur le Maire : Donc, vous n'allez pas me le faire à toutes les séances.

Madame BOUALLAGA : Monsieur le Maire, chers collègues...

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ?

Madame BOUALLAGA : Non, non, Monsieur le Maire...

Monsieur le Maire : Vous l'avez déjà fait lors de la dernière séance. Vous n'allez pas me prendre pour un... lapin. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Vous l'avez déjà fait la semaine dernière.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Non, ce n'est pas vrai.

Monsieur le Maire : Si, si. Vous étiez là.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Ce n'est pas vrai !

Monsieur le Maire : Si !

Adoption du procès-verbal de la séance du 27 septembre 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Julie FRECHE sort de séance.

Monsieur le Maire : Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 27 septembre 2019. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Vous me ferez un procès. Vous irez voir la garde des Sceaux et vous me ferez un procès.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Je veux la parole.

Monsieur le Maire : Nous avons déjà vécu tout cela.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Montez sur la table, allez-y.

Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions du Maire. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 19 décembre 2019 à 17 heures. Vous l'avez noté.

1. Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions

Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a décidé de s'engager dans la démarche Cit'ergie dans le cadre d'un dossier commun avec la Métropole.

Dispositif européen porté en France par l'ADEME, Cit'ergie est un programme de management et de labellisation qui récompense pour 4 ans les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie appliquée à elle-même, c'est-à-dire à leur gouvernance, à leur patrimoine, à leurs services, à leurs matériels et aux flux qu'elles émettent ou génèrent. Ce label destiné aux communes et intercommunalités qui s'engagent dans un processus d'amélioration continue dans les 6 domaines suivants :

- Planification territoriale
- Patrimoine de la collectivité
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement
- Mobilité
- Organisation interne
- Coopération et communication

Cit'ergie s'articule autour de trois niveaux de labellisation qui récompensent les réalisations et engagements pris par la collectivité et qui l'encouragent à progresser dans sa démarche. Le label « Cap Cit'ergie » est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est comprise entre 35% et 50% de leur potentiel maximum. Le label « Cit'ergie » est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est supérieure à 50% de leur potentiel maximum. Enfin, le label « Cit'ergie Gold » est le niveau ultime de performance du label. Il est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est supérieure à 75%.

La décision de la Ville de s'inscrire dans cette démarche de labellisation confirme son engagement en faveur de la transition écologique et énergétique à l'instar de la déclaration de l'état d'urgence climatique faite par le Conseil municipal en juillet 2019 et de la publication du Manifeste pour une ville écologique et humaniste.

Par ailleurs, par délibération en date du 20 juin 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la révision de son Plan Climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

En premier lieu, il a été réalisé un diagnostic territorial qui identifie les enjeux du territoire face au changement climatique. Dans un second temps, en cours de co-construction, la définition de la stratégie territoriale vient préciser l'ambition de la collectivité à l'horizon 2050, ainsi que les priorités et les objectifs sur lesquels la collectivité s'engagera. Cette stratégie se déclinera dans un programme d'actions opérationnelles destiné à positionner la Métropole et le territoire sur la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050, notamment « Vers un territoire neutre en

carbone ».

Afin d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des actions du PCAET, la Métropole a acté son engagement dans la démarche Cit'ergie.

Compte tenu du degré très avancé de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole, elles ont décidé d'engager une démarche Cit'ergie commune aux deux collectivités et de faire acte de candidature au label le 21 juin 2019.

Après un état des lieux réalisés avec les services des deux collectivités puis des ateliers thématiques, un plan d'actions réparties dans les six domaines prédéfinis, a été élaboré pour quatre ans. Définies avec les services dans une démarche de prospective sur les prochaines années, ces actions seront suivies et évaluées chaque année par le conseiller Cit'ergie formé par l'ADEME qui accompagne la Métropole et la Ville. Il peut s'agir d'actions déjà engagées ou de nouvelles actions issues de cette phase de concertation et co-construction.

La réalisation de ce plan d'actions suivant les standards de la labellisation Cit'ergie, permet de préfigurer le plan d'actions du PCAET de la Métropole. Les orientations du plan d'actions proposé dans les six domaines sont les suivantes :

- Planification territoriale :
 - Utiliser les documents d'urbanisme pour assurer la mise en œuvre des objectifs climat-air-énergie et lutter contre l'artificialisation des sols,
 - Planifier la rénovation de l'habitat et la construction durable sur le territoire
- Patrimoine de la collectivité :
 - Elaborer une stratégie patrimoniale incluant un programme de rénovation,
 - Etre exemplaire sur les bâtiments publics neufs et rénovés
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement :
 - Optimiser le service public de la distribution d'énergie,
 - Optimiser la gestion des eaux pluviales,
 - Préserver la biodiversité du territoire et développer des espaces verts
- Mobilité :
 - Promouvoir et suivre les pratiques multimodales sur le territoire,
 - Proposer une offre de transports publics attractive et de qualité,
 - Optimiser la logistique et la gestion des flux de marchandises sur le territoire
- Organisation interne :
 - Assurer le pilotage et le portage de la politique climat-air-énergie,
 - Etre exemplaire en matière d'éco-responsabilité de la commande publique
- Coopération et communication :
 - Développer une stratégie partenariale multi-niveaux,
 - Renforcer la coopération au sein de l'intercommunalité,
 - Soutenir une agriculture et une alimentation plus durable,
 - Inciter les citoyens et les relais d'opinions à une consommation responsable.

Le vendredi 11 octobre 2019 s'est tenu l'audit obligatoire des collectivités dans le cadre de la démarche d'évaluation préalable à la labellisation. L'auditrice a pu présenter son retour sur le dossier de candidature et questionner les représentants des deux collectivités sur les axes prospectifs engagés ou à engager. Elle a souligné la qualité du dossier pour une première labellisation et a informé d'un score provisoire de 58 % de mise en œuvre, permettant donc

d'espérer l'éligibilité au niveau de label « Cit'ergie ».

Ce plan d'actions ainsi que l'ensemble du dossier constitué par le conseiller Cit'ergie seront examinés par la Commission Nationale du Label (CNL) habilitée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le plan d'actions Cit'ergie annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Affaire n° 1 : Démarche Cit'ergie – Approbation du...

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Vous me donnez la parole. Est-ce que vous me donnez la parole ?

Monsieur le Maire : Vous avez déjà eu la parole.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : Non, je ne l'ai pas eue.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN.

Madame JANNIN : Nous allons donc engager notre discussion sur l'affaire Cit'ergie dont nous avons déjà parlé au Conseil métropolitain lundi, pour ceux qui y siègent. Cit'ergie est l'appellation française d'un label européen qui est mis en œuvre dans plusieurs pays et qui a déjà été accordé à un certain nombre de collectivités européennes et qui est diffusé en France par l'ADEME. Le label Cit'ergie récompense le processus de management de la qualité de la politique énergétique et climatique de la collectivité. Les enjeux sont donc doubles pour nous : faire reconnaître aux niveaux national et européen la qualité de notre politique et des actions menées en matière de climat, d'air et d'énergie et engager un processus d'amélioration continue conduit dans le cadre d'un projet partagé par l'ensemble des services, des directions et des élus. La Ville et la Métropole ont souhaité engager une démarche commune compte tenu, d'une part, de la mutualisation des services largement engagée et, d'autre part, de la priorité affichée par les deux collectivités d'agir en faveur de la transition écologique et énergétique.

La première étape de démarche de labellisation a consisté à établir un état des lieux des politiques énergie, climat, transversal de la Métropole et de la Ville à travers l'analyse de 60 mesures standardisées concernant six thématiques. C'est le cadre dans lequel nous devons faire ce travail.

Les six thématiques sont :

- la planification du développement territorial ;
- le patrimoine de la collectivité ;
- l'approvisionnement en énergie, eau et assainissement ;
- la mobilité ;
- l'organisation interne ;
- la coopération et la communication.

Cette première étape a permis d'identifier les acquis, les actions exemplaires et les axes de progrès au regard du potentiel en vue de consolider le Plan climat et chacune des politiques sectorielles, communautaires et municipales.

Suite à cet état des lieux, un plan d'action à quatre ans, qui préfigure les pistes d'amélioration et d'évolution de la politique telles qu'identifiées par les services, a été proposé. Il préfigure le plan d'action du Plan climat qui est en cours d'élaboration comme vous le savez. Le vendredi 11 octobre 2019 s'est tenu l'audit obligatoire des collectivités dans le cadre de la démarche d'évaluation préalable à la labellisation. Cet audit s'est passé sous forme d'un oral où je vous ai représenté Monsieur le Maire, accompagnée d'Éliane LLORET, vice-présidente de la Métropole, et également d'un certain nombre de membres des services, que je remercie pour leur implication sur ce sujet. L'auditrice a pris connaissance du dossier établi et a souligné la qualité de ce dossier pour une première labellisation. Nous avons obtenu un score provisoire de 58 % de mise en œuvre, ce qui nous permet de viser le label Cit'ergie avec notamment un score de 62 % sur les questions de planification du territoire.

J'ai donc l'immense plaisir de vous annoncer que nous avons reçu aujourd'hui un courrier nous indiquant que nous avons obtenu cette labellisation. Je ne pouvais donc pas l'annoncer lundi car je n'étais pas encore au courant. C'est tout frais d'aujourd'hui. Je peux donc vous confirmer que nous avons obtenu cette labellisation.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN. Qui demande la parole ? Au sujet de Cit'ergie ? Vous savez que dans le règlement, si vous êtes hors sujet, je vous coupe la parole.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Est-ce que c'est sur le sujet ? Vous me dites oui.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Est-ce que ça concerne ce sujet ?

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Si vous m'autorisez, OK. Vous avez la parole.

Madame BOUALLAGA : Je vous ai demandé de me donner la parole sur l'ordre du jour. Vous avez refusé. Vous avez indiqué que vous m'aviez donné la parole. Ce n'est pas vrai. Aujourd'hui, Monsieur le Maire, comprenez...

Monsieur le Maire : Vous avez indiqué vos raisons.

Madame BOUALLAGA : S'il vous plaît. Comprenez que j'ai besoin...

Monsieur le Maire : Est-ce que c'est sur l'affaire ?

Madame BOUALLAGA : Comprenez que j'ai besoin de faire passer un message aux concitoyens montpelliérains. Vous êtes...

Monsieur le Maire : Mais, ça fait trois fois que vous démissionnez ! Attendez ! C'est tout le temps pareil !

Madame BOUALLAGA : Je comprends votre peine. Je vous comprends mais comprenez aussi...

Monsieur le Maire : Stop. Ce n'est pas Cit'ergie. Je vous couperai la parole à chaque fois. Vous savez, je suis patient, surtout avec vous.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Surtout avec vous.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Véronique PEREZ)

2. Revitalisation et animation des commerces - Convention partenariale avec l'État et conventions de flux financiers avec les partenaires

Par délibération n°V2019-251 du 18 juillet 2019, le Conseil municipal a validé le principe de la mise en place de mesures en faveur de la revitalisation et animations des commerces du centre-ville dans le cadre de l'opération nationale proposée par l'État.

Un plan de sept actions est actuellement en cours de mise en œuvre dont quatre d'entre elles sont en partie subventionnée par l'État pour un montant de 300 000 €. La Ville de Montpellier est le support de cette opération et percevra à ce titre la subvention de l'État.

Ces actions sont également cofinancées par Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault.

Il convient aujourd'hui de formaliser ces partenariats en signant les conventions permettant de percevoir la subvention, mais aussi de valider les conventions permettant les différents flux financiers avec les co-financeurs du projet.

En effet, une partie de la subvention de l'État doit être reversée aux partenaires porteurs de certaines actions. Dans le même temps, la Ville doit percevoir les participations des partenaires pour certaines actions au financement multiple. Le rappel des actions et de leur financement est joint en en annexe.

Etat d'avancement des actions :

- **Action 1 : Exonération des redevances d'occupation :** les factures du 3^{ème} trimestre des marchés halles et conventions d'occupation ont été exonérées d'office. Les redevances terrasses ont été proratisées pour en retirer 3 mois ou sont en cours de remboursement pour celles qui avaient déjà été réglées entièrement. Le coût total de cette mesure, préalablement estimé à 295 000 €, atteindra finalement 310 000 €, sans participation de l'État.
- **Action 2 : ZAT « 100 artistes dans la Ville » :** cette action, prévue au budget 2019 sans participation de l'État ni des partenaires s'est terminée fin juin. Cette manifestation culturelle exceptionnelle a été un succès et a permis de dynamiser l'Ecusson pendant tout le mois de son déroulement.
- **Action 3.1 Happy hours du commerce :** Cette action a été financée par la Chambre de

Commerce et de l'Industrie de l'Hérault sans participation de l'État.

- **Action 3.2 : 2h de parking gratuit pendant les happy hours du commerce** : Ce dispositif dont le coût est estimé à 100 000 € bénéficie d'une participation de l'État à hauteur de 30 000 €. La Ville doit prévoir le reversement de cette somme à la Montpellier Méditerranée Métropole.
- **Action 4.1 : Déploiement de l'application shopping Destination Hérault** : Cette action initiée par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault bénéficie d'un financement de la Métropole sans participation de l'État.
- **Action 4.2 : Déploiement de l'application Géométiers** : Cette action est financée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault sans participation de l'État.
- **Action 5.1 : Création d'un fonds de soutien aux associations des commerçants du Centre-Ville pour des animations de fin d'année** : Les dossiers ont été étudiés et les subventions attribuées au Conseil municipal du 27 septembre sont en cours de versement. Ce fonds, d'un montant de 140 000 € est subventionné par l'État à hauteur de 80 000 €. La Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault abonde à hauteur de 24 000 € que la Ville doit percevoir par convention.
- **Action 5.2 : 2h de parking gratuit pendant les animations de fin d'année** : Ce dispositif dont le coût est estimé à 100 000 € bénéficie d'une participation de l'État de 30 000 €. La Ville doit prévoir le reversement de cette somme à Montpellier Méditerranée Métropole.
- **Action 6.1 Animations des 4 samedis de la rentrée** : Cette action bénéficie d'un financement de l'État à hauteur de 90 000 € et d'une participation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault de 40 000 € que la Ville doit percevoir par convention. Considérant les manifestations de gilets jaunes qui ont repris début septembre, il a été décidé, en lien avec les commerçants du centre-ville et avec l'accord des services du Ministère de l'Economie et des Finances de reporter pour partie ces animations sur les dimanches de décembre. Ainsi seul le week-end du Grand Bazar d'automne (du 2 au 5 octobre) a bénéficié d'animations renforcées et cofinancées et les 3 autres journées se dérouleront les 8,15 et 22 décembre avec des thématiques cultures urbaines, cirques et Noël.
- **Action 6.2 : 2h de parking gratuit pendant les 4 samedis de la rentrée** : Ce dispositif dont le coût est estimé à 100 000 € bénéficie d'une participation de l'État de 30 000 €. La Ville doit prévoir le reversement de cette somme à Montpellier Méditerranée Métropole. Comme indiqué à l'action 6.1, cette action est aussi reportée sur le premier week-end d'octobre et les 3 dimanches de décembre.
- **Action 7 : Promotion et valorisation du centre-ville** : Il s'agit ici de campagnes de communication sur le centre-ville. Cette action bénéficie d'une subvention de 40 000 € de l'État.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention avec l'État concernant l'opération nationale « revitalisation et animation des commerces », attribuant une subvention de 300 000 € à la Ville de Montpellier ;
- d'approuver les termes de la convention avec Montpellier Méditerranée Métropole relative au reversement de 90 000 € de la subvention de l'État (actions 3.2, 5.2 et 6.2) ;
- d'approuver les termes de la convention avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault afin de percevoir 64 000 € de participation au plan d'action (actions 5.1 et 6.1) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions afférentes et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est toujours la même affaire. C'est pour l'animation commerciale. C'est ce que nous avons obtenu de l'État en partenariat avec la Chambre de commerce, la Chambre de métiers et 20 associations de commerçants du centre-ville. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Propos hors micro de Madame ROUSSEL-GALIANA.

Monsieur le Maire : Je ne vous avais pas vue, Madame GALIANA mais je vous la donne avec plaisir. Allez-y, Madame GALIANA.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Vous savez que le commerce montpelliérain m'intéresse plus que tout. J'ai donc vu que...

Rires de plusieurs élus de la majorité.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Je demanderai, Monsieur le Maire, à vos élus de bien vouloir accepter d'être un petit peu polis pendant le Conseil municipal parce que ces ricanements sont tout à fait hors-la-loi maintenant. C'est le bac à sable ou quoi ? Je reprends donc la parole. Je reprends la parole, s'il vous plaît.

Monsieur le Maire : Oui, je vous la donne.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Et je voudrais le silence, s'il vous plaît.

Monsieur le Maire : Oui, Madame GALIANA, je vous la donne.

Madame ROUSSEL-GALIANA : J'ai 176 trimestres de RSI. Alors, j'estime que quand je dis que le commerce de Montpellier m'intéresse plus que tout...

Monsieur le Maire : Madame GALIANA, je vous la donne, la parole.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Bah oui mais demandez-leur de ne pas ricaner. C'est tout à fait hors sujet. Je suis donc très inquiète, Monsieur le Maire. J'ai bien regardé tout ce que vous...

Rires de plusieurs élus.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Je ricanerai moi aussi tout à l'heure sur des questions sérieuses.

Monsieur le Maire : Dites-moi que jamais une fois dans votre vie, vous n'avez ricané.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Non, je n'ai pas ricané.

Monsieur le Maire : Jamais ?

Madame ROUSSEL-GALIANA : Jamais, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Allez-y, Madame GALIANA. Ne vous laissez pas interrompre par les ricanements.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Madame ROUSSEL-GALIANA. Je vais vous poser une question, Monsieur le Maire. Pendant ces fêtes de fin d'année, vous avez décidé, sans évidemment consulter le Conseil municipal, de poser une grande roue. Je voudrais savoir exactement sur quel sol elle est posée. Je voudrais savoir son poids compte tenu des derniers événements qui ont endeuillé la France concernant un pont. Je voudrais savoir où vous allez poser cette grande roue. Est-ce qu'elle est posée sur le parking de la Comédie ? Je voudrais connaître son poids. Je voudrais connaître la manière...

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Monsieur le Maire, je n'ai pas fini.

Monsieur le Maire : La grande roue.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Justement, vous allez m'informer sur son poids, sur le lieu, sur la surface sur laquelle elle est posée parce qu'en dessous, il y a un parking...

Propos hors micro d'un élu.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Il y a le parking de la Comédie. Je voudrais donc savoir si elle est posée sur l'esplanade, si elle est posée sur un parking. Je voudrais savoir où elle est posée parce qu'on annonce... Je suis allée me renseigner sur Internet. On annonce que les grandes roues pèsent 80 t. Donc, 40 t ont fait dégringoler un pont. Je voudrais savoir, moi, combien elle pèse, sur quelle surface elle est posée, si vous avez pris toutes les précautions possibles et imaginables pour poser cette grande roue. Voilà. Pour un événement – on va dire – politique, car je sais bien que vous allez vous présenter, que ce geste politique ne devienne pas dramatique.

Monsieur le Maire : Je vais vous dire...

Madame ROUSSEL-GALIANA : Alors, répondez-moi, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Oui. Je vais vous répondre sur les deux aspects de votre question. D'abord le second, sur le fait que...

Madame ROUSSEL-GALIANA : Ah non, commencez par le premier ! Le poids, la surface, où elle est posée.

Monsieur le Maire : Mais Madame GALIANA...

Madame ROUSSEL-GALIANA : Pourquoi dans le désordre ?

Monsieur le Maire : Mais Madame GALIANA...

Madame ROUSSEL-GALIANA : Pourquoi dans le désordre ?

Monsieur le Maire : Je commence par ce que je veux !

Madame ROUSSEL-GALIANA : Bon, allez-y.

Monsieur le Maire : Vous n'avez pas l'habitude que l'on vous résiste.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Allez-y ! Ah non, je claque la porte, vous le savez bien.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre ce que j'ai répondu à Monsieur LARUE : personne n'est habilité à répondre à ma place ; ni lui, ni vous. Un. Deuxièmement, la rue... Heu, la roue...

Rires des élus.

Monsieur le Maire : La grande roue - et non pas la grand-rue- a été posée avec toutes les autorisations possibles. Vous imaginez bien que je n'aurais pas fait cela et pris cette décision si nous n'avions pas eu l'ensemble des documents nécessaires sur la sécurité, sur la technique, sur l'installation. Voilà. C'est tout. Nous avons donc tous les documents à disposition.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Non mais répondez-moi. Elle pèse combien ?

Monsieur le Maire : Attendez, je ne sais pas combien pèse la roue.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Attendez, je vous pose cette question parce que pendant les cinq ans que j'ai occupé le poste que j'ai occupé...

Monsieur le Maire : Avis favorable de la commission de sécurité...

Madame ROUSSEL-GALIANA : Non, non. Vous me l'avez toujours refusée en me disant qu'il y avait une question de sécurité, qu'on ne poserait pas de grande roue à Montpellier. C'est vous qui m'avez répondu cela, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Parce qu'il y a des grandes roues...

Madame ROUSSEL-GALIANA : C'est vous !

Monsieur le Maire : Mais, Madame GALIANA, il y a des grandes roues, des immenses roues, des petites roues. Il y a toutes sortes de roues.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Mais, j'étais prête à poser une petite roue pour faire plaisir aux Montpelliérains qui la demandaient au Peyrou. Rappelez-vous.

Monsieur le Maire : Mais non, vous vouliez faire une grande roue.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Une grande petite roue, même ! Oui ! Allons.

Monsieur le Maire : Rassurez-vous, vous avez toutes les autorisations et les commissions de sécurité sinon nous n'aurions pas fait cela.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Eh bien, pourquoi ne me répondez-vous pas sur le poids et l'endroit où elle est posée ?

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA sur la grande roue ? Sur les commerces ?

Madame BOUALLAGA : Ils ont du mal à me donner la parole. Sur la grande roue parce que c'est vrai que les pirouettes, ça vous connaît.

Monsieur le Maire : Il n'y a pas de pirouettes.

Madame BOUALLAGA : Article 32 : parole. Attention, vous êtes hors-la-loi ! Le Maire accorde toujours la parole...

Monsieur le Maire : C'est un hors sujet.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : ... En cas de réclamation sur l'ordre du jour.

Monsieur le Maire : Oui mais voilà, l'ordre du jour est celui-là : la grande roue. Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Véronique PEREZ)

3. ZAC Beausoleil - Programme des équipements publics - Approbation

Par délibération du 1^{er} février 2018, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, une demande d'examen au cas par cas relative au projet (n°2016- 004700) a été déposée et considérée complète par les services de la DREAL le 28 novembre 2016. Considérant que le projet présenté n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, la ZAC Beausoleil a donc été dispensée d'étude d'impact.

Par délibération du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable organisée sur le projet de création et le dossier de création de la ZAC Beausoleil.

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes, la ZAC représente une surface de 3,3 hectares comprenant une grande partie des terrains de l'ancienne gendarmerie, les voies Masséna et Taillade, ainsi que quelques parcelles avoisinantes pour une bonne cohérence d'ensemble de la composition urbaine et paysagère.

La ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création de 7 850 m² de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m² de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Beausoleil inclut :

- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseau d'eaux usées,
 - réseau d'eau potable,

- points d'eau incendie,
- réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
- réseau de télécommunications,
- réseau de chaleur urbain,
- Les équipements publics d'infrastructure situés hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes,
- Les équipements publics de superstructure situés hors du périmètre de la ZAC:
 - la création de places dans une crèche,
 - la création de classes dans un groupe scolaire.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception du renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes sous la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole et de la création de classes dans un groupe scolaire et de places dans une crèche sous la maîtrise d'ouvrage de la ville de Montpellier.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

L'ensemble des coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences sera pris en charge par l'opération d'aménagement.

Une participation au financement de la station d'épuration MAERA est demandée à la ZAC à hauteur de 612 € par logement nouvellement créé. Cette participation s'applique aux 50 logements supplémentaires construits dans la ZAC au regard des 200 logements existants démolis et reconstruits. Le montant de la participation de la ZAC s'élève à 30 600 €.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC Beausoleil. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'opération. Ainsi, le montant des travaux d'assainissement évalué à 100 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas) étant inférieur au montant total de la PFAC évalué à 254 314 € HT, un montant résiduel de PFAC sera mis à la charge des constructeurs. Il s'élève à 154 314 €.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicité sur le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Beausoleil. Par délibération du 30 septembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la partie du programme des équipements publics relevant de ses compétences.

Aussi en application de l'article R.311-8 du code de l'urbanisme, le programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil est soumis aujourd'hui à votre approbation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux

dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;

- de dire que le programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil sera tenu à la disposition du public au siège de la Métropole de Montpellier (Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain), aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

4. ZAC Beausoleil - Quartier des Cévennes - Dossier de réalisation - Approbation

Fin 2011, le commandement de la Région de gendarmerie du Languedoc Roussillon et le Groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault ont quitté la caserne située 123 bis avenue de Lodève pour se réinstaller rue de Fontcouverte, sur le site de l'ancienne Ecole d'application de l'infanterie, laissant un site de 3 hectares désaffecté.

Saisissant cette opportunité, la Ville de Montpellier a alors manifesté son souhait de réinvestir ces terrains, propriété du Ministère de la Défense. Localisés entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna et la rue de la Taillade, ils bénéficient en effet de la proximité du centre historique et d'une très bonne desserte grâce à la mise en service de la ligne 3 du tramway en avril 2012. Une étude de recomposition urbaine a été lancée sur un périmètre élargi, afin de déterminer la capacité de mutation du site : ces réflexions ont permis de définir un parti d'aménagement s'appuyant sur un programme mixte intégrant une extension de la clinique Beausoleil voisine, la création d'environ 260 logements et l'implantation de bureaux, commerces et services de proximité, pour une surface de plancher globale de 37 500 m².

C'est sur cette base que la collectivité a engagé une négociation avec l'Etat dans l'objectif d'acquérir cette emprise. Relancés en juin 2014, ces échanges ont permis d'aboutir à un accord fin 2016 par lequel la ville de Montpellier a obtenu la propriété de l'ensemble du site à l'euro symbolique et peut désormais envisager la transformation de cette friche en un quartier ouvert et agréable à vivre.

La création de la ZAC :

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes, la ZAC représente une surface de 3,3 hectares comprenant une grande partie des terrains de l'ancienne gendarmerie, les voies Masséna et Taillade, ainsi que quelques parcelles avoisinantes pour une bonne cohérence d'ensemble de la composition urbaine et paysagère.

La ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création d'environ 8 000 m² de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m² de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

Par délibération du 1er février 2018, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, une demande d'examen au cas par cas relative au projet (n°2016- 004700) a été déposée et considérée complète par les services de la DREAL le 28 novembre 2016. Considérant que le projet présenté n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, la ZAC Beausoleil a donc été dispensée d'étude d'impact.

Par délibération du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable organisée sur le projet de création et le dossier de création de la ZAC Beausoleil.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC Beausoleil a constitué un dossier de réalisation ; celui-ci comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités provisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps
4. la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le programme des équipements publics.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Beausoleil inclut :

Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :

- voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
- réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
- réseau d'eaux usées,
- réseau d'eau potable,
- points d'eau incendie,
- réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
- réseau de télécommunications,
- réseau de chaleur urbain,

Les équipements publics d'infrastructure situés hors du périmètre de la ZAC :

- le renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes,

Les équipements publics de superstructure situés hors du périmètre de la ZAC:

- la création de places dans une crèche,
- la création de classes dans un groupe scolaire.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception du renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes sous la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole et de la création de classes dans un groupe scolaire et de places dans une crèche sous la maîtrise d'ouvrage de la ville de Montpellier.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

L'ensemble des coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences sera pris en charge par l'opération d'aménagement.

Le programme global des constructions à réaliser dans la zone :

La ZAC s'étendra sur un périmètre d'environ 3,3 ha situé entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna, l'avenue de la Liberté et la rue de la Taillade.

Le programme prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre opérationnel de la ZAC est estimé à environ 24 500 m² de surface de plancher (SDP).

L'objectif est de réaliser au sein de la ZAC :

- environ 16 000 m² de SDP de logements,
- environ 8 000 m² de SDP destinés à l'activité tertiaire (bureaux) ;
- environ 500 m² de SDP de commerces et services de proximité, se répartissant dans les rez-de-chaussée d'immeubles donnant sur l'avenue de Lodève.

En matière d'aménagement d'infrastructures, le programme prévisionnel comporte la réalisation de l'ensemble des voiries, réseaux divers et espaces publics nécessaires à la desserte des îlots constructibles et à la valorisation paysagère et urbaine du site.

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

Compte tenu du programme global de construction, le programme de construction de la ZAC s'échelonnera sur une dizaine d'années.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté Beausoleil relevant de ses compétences. En date du 30 septembre 2019, le conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil ;
- le principe du financement de ces équipements ;
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte ;

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-480 est jointe en annexe 1 de la présente délibération.

Le dossier de réalisation de la ZAC Beausoleil établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme est joint en annexe 2 de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération

sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-480 en date du 30 septembre 2019 approuvant le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Beausoleil, le principe de leur financement et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, telle que jointe en annexe 1 de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement concerté Beausoleil établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, tel que proposé en annexe 2 de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public en Mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

5. ZAC Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - S.A.S. Cassiopée - Lot III

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes et d'une surface 3,3 hectares et la ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création d'environ 8 000 m² de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m² de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Dans ce cadre, la SA3M propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de S.A.S. CASSIOPEE en vue de la cession de terrains, sur le lot III de la

ZAC, pour la réalisation d'un immeuble de bureaux.

Dénomination du candidat : S.A.S. CASSIOPEE
45 rue Ernest Granier
34 960 Montpellier

Localisation : ZAC Beausoleil - Lot III

Parcelles cadastrées : section KW 172 p

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 4 360 m²

Nature du projet : immeuble de bureaux en R+5, avec 2 niveaux de parkings en sous-sol

SDP envisagée : 7 831 m² SDP

SDP maximale autorisée : 7 850 m² SDP

La SA3M précise que la candidature de S.A.S. CASSIOPEE prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de S.A.S. CASSIOPEE pour la construction de bureaux sur le lot III de la ZAC Beausoleil ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

6. Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M (anciennement SAAM) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature d'INLI en vue de la cession de l'immeuble situé 10 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de

réhabilitation / surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages.

<u>Dénomination du Candidat</u>	INLI 11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4
<u>Localisation :</u>	10, rue Faubourg du Figuerolles 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelle cadastrée :</u>	Section IZ 118 d'une superficie totale de 179 m ²
<u>Nature du projet :</u>	Réunion dudit immeuble avec celui sis 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES en vue d'un projet de réhabilitation avec surélévation comprenant 9 logements collectifs, et 2 garages dont : 7 Logements en loyer conventionné 2 Logements en loyer intermédiaire
<u>SDP envisagée :</u>	553 m ² SDP dont 58 m ² de SDP créée
<u>Montant de charge foncière :</u>	500 000 € HT (hors indexation)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'INLI en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation/surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

7. Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature d'INLI en vue de la cession de l'immeuble situé 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation / surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 10 rue du Faubourg

FIGUEROLLES, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages.

Dénomination du Candidat INLI
11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4

Localisation : 12, rue Faubourg du Figuerolles
34 000 MONTPELLIER

Parcelle cadastrée : Section IZ 117
d'une superficie totale de 159 m²

Nature du projet : Réunion dudit immeuble avec celui sis 10 rue du Faubourg FIGUEROLLES en vue d'un projet de réhabilitation avec surélévation comprenant 9 logements collectifs, et 2 garages dont :
7 Logements en loyer conventionné
2 Logements en loyer intermédiaire

SDP envisagée : 553 m² SDP dont 58 m² de SDP créée

Montant de charge foncière : 200 000 € HT (hors indexation)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'INLI en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation/surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 10 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

8. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Linkcity Sud-Est - Lot VIII.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500

logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking...) et privés (hôtels...).
Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Linkcity Sud-Est en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VIII.b2 de la ZAC, la réalisation d'une résidence hôtelière nouvelle génération, espace co-working et bureaux.

Dénomination du candidat : Linkcity Sud-Est

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch
Lot VIII.b2

Parcelles cadastrées : section EV 494p, 538p et 540p

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 1 598 m²

Nature du projet : résidence nouvelle génération, espace co-working et bureaux.

SDP envisagée : 7 126 m² SDP

SDP maximale autorisée : 7 350 m² SDP

La SERM précise que la candidature de Linkcity Sud-Est prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de Linkcity Sud-Est pour la construction d'une résidence hôtelière nouvelle génération, espace co-working et bureaux sur le lot VIII.b2 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

9. ZAC Port Marianne - Consul de mer extension - Agrément de candidature lot G

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- l'hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours achevée.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct de l'hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du Conseil Municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de ROXIM en vue de la cession du lot G de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

ROXIM
Espace club 7
448 rue de la Roqueturière
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot G
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot G correspond à : les parcelles cadastrées DS 640a, 642a et 782a d'une superficie totale de 2 171 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation de logements collectifs en accession abordable et libre

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée :	6 000 m ² SDP
	1 200 m ² en logements en accession abordable
	4 800 m ² en logements en accession libre

La SERM précise que la candidature de ROXIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de ROXIM en vue de la réalisation d'un programme comprenant des logements collectifs sur le lot G de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

10. ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A1 (Kaufman & Broad / Pégase Immobilier)

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne – Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

À l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

Par conséquent, la phase opérationnelle peut démarrer à travers le lancement de la consultation du premier îlot, l'îlot A, qui se situe au nord-ouest de la ZAC et à l'angle sud-est de la Place Pablo Picasso.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature du groupe KAUFMAN ET BROAD / PEGASE IMMOBILIER en vue de la cession du lot n°A1 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- **Dénomination du candidat** : KAUFMAN ET BROAD
PEGASE IMMOBILIER

- **Localisation** : Lot A1

- **Parcelles cadastrées** : Section SB 260, SB 172a, SB 173a, SB 261a, SC 107a, SC 108a, SC 109a, SC 110a ;

- **Nature du projet** : Réalisation de logements collectifs en accession abordable et libre, commerces et bureaux ;

- **Surface du lot** : 5 521 m² ;

- **SDP envisagée :** 18 226 m² SDP ;
- **SDP maximale autorisée :** 18 500m² SDP maximale.

La SERM précise que la candidature du groupe KAUFMAN ET BROAD / PEGASE IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d’approuver la candidature du groupe KAUFMAN ET BROAD / PEGASE IMMOBILIER en vue de la réalisation de logements collectifs, commerces et bureaux sur le lot A1 de la ZAC Port Marianne – République ;
- d’autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

11. Quartier Centre - Vente des locaux situés 49 49 bis 51 cours Gambetta

Par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017, la Ville a décidé la mise en vente de locaux d’une surface utile d’un peu moins de 50 m², situés au 49, 49 bis et 51 cours Gambetta, cadastrés IZ 122 et IZ 123, appartenant à deux copropriétés distinctes, dans le cadre d’une procédure de mise en vente avec publicité.

Ces locaux sont libres de toute occupation et disposent d’une entrée individuelle en rez-de-chaussée sur le cours Gambetta.

Cette cession immobilière est conditionnée par l’affectation du local à une fonction d’activité qu’elle soit commerciale, artisanale, libérale, conforme aux règlements des deux copropriétés.

La mise en vente a fait l’objet d’un cahier des charges de sélection arrêté précédemment par le Conseil municipal reposant sur les critères suivants :

1. Qualité du projet notamment au regard de la destination du bien et de l’activité envisagée
2. Faisabilité du projet notamment au regard des règles d’urbanisme et de la qualité architecturale proposée en cas de travaux, et des garanties financières et bancaires apportées,
3. Prix de vente proposé sur la base du prix - plancher évalué par les Domaines

A l’issue de cette première mise en vente publique en janvier 2018, aucune candidature n’a été déposée.

L’affichage sur place qui a suivi a permis le dépôt d’une offre d’achat des docteurs Kamel MJID et Najat ZEROUATI, qui ont manifesté en août 2019 leur intérêt pour l’acquisition de ces locaux moyennant un prix de 60 000 € afin d’y créer un cabinet médical de soins infirmiers.

Leur offre correspondant aux critères du cahier des charges, la commission consultative des cessions de la Ville de Montpellier du 8 novembre 2019 a émis un avis favorable pour céder ce bien à Madame Najat ZEROUATI et à Monsieur Kamel MJID.

Il est proposé une cession au prix de 60 000€ nets vendeur conformément à l'avis des Domaines.

Un compromis de vente sera signé avec les acquéreurs, sous conditions suspensives d'accord sur le financement et d'octroi des autorisations d'urbanisme. L'acte de vente sera réitéré par les parties après la purge de ces conditions suspensives.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente à Madame Najat ZEROUATI et à Monsieur Kamel MJID du lot n°2 de la copropriété de l'immeuble dénommé « 51 cours Gambetta », situé 51 cours Gambetta, cadastré IZ n°122 et des lots n°5,6,7,8 de la copropriété de l'immeuble du « 49-49bis cours Gambetta », situés 49 et 49 bis cours Gambetta, cadastré IZ n°123, le tout au prix de 60 000 € HT nets vendeur ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

12. Quartier Centre Historique - Vente d'un immeuble - 7, boulevard Pasteur - Parcelle cadastrée BZ 307

Par délibération du Conseil municipal du 27 mars 2019, la Ville a décidé la mise en vente dans le cadre d'une procédure de mise en vente avec publicité, du lot n°1 de l'immeuble dénommé « immeuble 7, 9 et 11 boulevard Pasteur » situé 7 boulevard Pasteur, cadastré BZ307 d'une superficie de 201 m², au prix de 175 000 € HT.

La superficie utile de ce lot est de 131 m².

L'objectif de la vente de ce bien porte sur une opération de réhabilitation avec le maintien de la fonction résidentielle et la création potentielle d'une activité accessoire liée au commerce et à l'artisanat dans les conditions fixées au Plan Local d'Urbanisme.

Les critères de sélection inscrits dans le cahier des charges de cession, sont :

- la qualité architecturale du projet de réhabilitation envisagé,
- le prix de vente proposé,
- les garanties bancaires apportées.

Après publication dans la presse, les dossiers ont été retirés, visites effectuées et une proposition d'acquisition a été déposée.

Madame Gaelle NEKADI et Monsieur Marc BEZOUÏ ont déposé une proposition qui répond au cahier des charges de cession. Ils proposent deux options de réhabilitation du bien, avec surélévation ou non dont l'option sera traitée dans le cadre de l'instruction des nécessaires autorisations d'urbanisme.

Le programme prévoit la réalisation de deux ou trois appartements selon l'option et d'un rez-de-chaussée commercial. L'immeuble nécessite un investissement relativement lourd pour le remettre à niveau et les acquéreurs ont démontré dans le dossier leur capacité à financer ces travaux.

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 8 novembre 2019, a émis un avis favorable à cette proposition d'acquisition.

Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12 % du prix de la vente sera signé. L'acte de vente sera réitéré par les parties après l'obtention de l'autorisation d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente à Madame Gaelle NEKADI et à Monsieur Marc BEZOUÏ du lot de copropriété n°1 de l'immeuble dénommé « immeuble 7, 9 et 11 boulevard Pasteur » situé 7 boulevard Pasteur, cadastré BZ 307 au prix de 175 000 € HT nets vendeur, et à les autoriser à effectuer toutes études et sondages préalablement au dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

13. Acquisition d'une partie de la propriété de M. Jean CRASSOUS - 1154 avenue de Saint-Maur - Parcelle cadastrée CK 545 partie

Monsieur Jean Crassous est propriétaire de la parcelle cadastrée CK 545 située au 1154 avenue de Saint-Maur à Montpellier d'une superficie de 12341 m². Sa propriété est composée d'une villa comprenant des terres maraîchères et des serres. Monsieur Crassous a cessé son activité de maraîchage et souhaite céder une partie des terrains soit 6146 m² incluant deux serres.

Ce foncier est inscrit au Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville en zone naturelle (N2), en emplacement réservé en vue de demeurer un espace vert en zone naturelle et/ou de loisirs. Cette acquisition constitue une opportunité pour la Ville, afin de permettre d'une part de pérenniser la qualité de ce site dans la prolongation du Parc Rimbaud, d'étendre potentiellement le jardin partagé du Parc, de se rendre propriétaire d'un accès complémentaire en bord de Lez.

Cette acquisition pourrait permettre d'envisager la réalisation d'un verger et d'une zone de potager sous serre ouverts aux habitants du quartier et plus largement aux Montpelliérains. Ce projet doit être étudié.

Il est proposé d'acquérir ce bien pour un montant total de 84.192 €, comprenant 11 € par m² de terrain auxquels s'ajoutent une indemnité pour les serres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- ← d'autoriser l'acquisition d'une partie de la propriété non bâtie de Monsieur Jean CRASSOUS située 1154 avenue de Saint-Maur à Montpellier et cadastrée CK 545, d'une superficie de 6146 m², moyennant le prix de 84.192 € (quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-douze euros) nets vendeurs selon le détail indemnitaire précité ;
- ← de demander à Maître André BONNARY, notaire du vendeur à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- ← de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- ← d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

14. Régularisation foncière - Acquisition du bien situé sur les parcelles cadastrées EO n° 424 et 425, 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier

Dans le cadre de la réalisation en 1992 de l'opération immobilière « Le Chrystalis », résidence située 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême, la Société Civile Immobilière « Le Byblos » s'est engagée à céder à la Ville de Montpellier un local indépendant sur deux niveaux.

Le local, d'une surface d'environ 240 m², implanté sur les parcelles cadastrées EO 424 et EO425, a été réceptionné le 30 octobre 1992 avec signature d'un procès-verbal de prise de possession par la Ville. La Ville assure depuis la gestion de ce bien et y a aménagé une salle de boxe.

Il s'est avéré que la régularisation foncière entre la SCI Byblos et la Ville, afin que ce local intègre le patrimoine communal, n'est jamais intervenue. En exécution des accords pris et au regard du procès-verbal de prise de possession, il est proposé, en accord avec la SCI Byblos propriétaire, de procéder à la régularisation de la situation foncière.

Le prix de l'acquisition est de 200 000 Euros nets (deux-cent mille euros nets), hors frais de notaire, conformément à l'estimation de France Domaines du 10 octobre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- ← d'autoriser l'acquisition par la Ville du bien situé sur les parcelles cadastrées EO 424 et EO 425, d'une superficie d'environ 240 m², situé 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême, appartenant à la SCI Byblos, pour le prix de 200 000 euros nets (deux-cent mille euros nets) ;
- ← de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- ← de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- ← d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

15. Quartier des Cévennes - Reconstruction du groupe scolaire Julie Daubie-Madeleine Brès - Acquisition d'un terrain à M. Yves DECOR - 626 avenue Paul Rimbaud - Parcelle cadastrée MS 292p

Situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, le quartier des Cévennes est à la fois l'un des huit grands quartiers administratifs de la ville de Montpellier et l'un de ses douze quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV).

Deux secteurs de ce quartier sont à l'origine de l'identification comme quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : Petit Bard Pergola, objet d'un premier Programme de Renouvellement Urbain et Cévennes, dont la copropriété du même nom. Cette copropriété constitue l'un des premiers fonciers urbanisés dans cette zone. Il s'agit d'un ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975 sur lequel des travaux de remises en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Elle est composée de 919 logements répartis dans 12 bâtiments sur un terrain de 10 hectares.

La copropriété des Cévennes a été retenue le 16 décembre 2015 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) au titre des opérations d'intérêt régional du Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU).

Le programme d'études mis en œuvre durant le protocole de préfiguration du NPNRU signé le 16 décembre 2016, a permis de dresser des diagnostics concertés avec les habitants de l'ensemble de la copropriété et de préciser les enjeux urbains, économiques et sociaux.

L'étude urbaine a mis en avant le fonctionnement complexe de cet ensemble immobilier tant au sein même de la copropriété qu'aux interfaces avec les quartiers voisins.

De façon générale, les études de préfiguration ont révélé la nécessité d'une restructuration et d'une intervention plus ambitieuse pour changer efficacement et durablement l'image et la vie de ce territoire. Le périmètre du projet a par conséquent été élargi.

Le Programme de Renouvellement d'Intérêt Régional (PRIR) est, en conséquence de ces études, fondé sur les quatre orientations suivantes : favoriser un fonctionnement urbain ouvert sur les quartiers avoisinants et sur la ville, favoriser la mixité des habitants, des fonctions et de l'occupation des espaces extérieurs, enrayer le processus de dégradation de la copropriété et agir pour renouveler les équipements et les commerces obsolètes peu qualitatifs.

L'objectif est de reconnecter les équipements sur les espaces publics majeurs inter-quartiers afin de les valoriser et de créer une mixité d'usage.

Le groupe scolaire des Cévennes Julie Daubié - Madeleine Brès, accueillant principalement les enfants de la copropriété, est aujourd'hui enclavé et doit retrouver une position centrale dans le dispositif urbain. La réorganisation proposée est l'occasion d'élargir le périmètre de réflexion aux parcelles riveraines mutables, d'associer un équipement mixte d'accueil pour les associations du quartier pour offrir un véritable pôle éducatif.

De plus, ce groupe scolaire nécessite une intervention lourde en termes de requalification des bâtiments et doit faire l'objet d'un programme de dédoublement de certaines classes élémentaires, étant donné son insertion dans le périmètre d'un quartier prioritaire au titre de la politique de la Ville et conformément aux directives de l'Education nationale, engendrant par là-même un besoin de surfaces complémentaires.

Dans ce contexte, la Ville a pris l'attache d'un propriétaire riverain, Monsieur Yves DECOR, afin de lui proposer une acquisition partielle de sa propriété et permettre ainsi à la collectivité de restructurer le groupe scolaire.

A l'issue de ces discussions et conformément à l'avis des services fiscaux du 8 octobre 2019, il est proposé d'acquérir une emprise foncière d'environ 5773 m² issue de la parcelle cadastrée MS 292 d'une superficie totale de 18100 m², située 626 rue Paul Rimbaud, au prix de 1.414.385 euros.

M. Yves DECOR conserve l'autre partie de sa propriété, d'une superficie de 12 323 m², occupée par son habitation principale et des annexes, et demande en conséquence à la Ville l'établissement de conditions particulières énoncées ci-après, à inscrire dans l'acte authentique de vente :

- L'engagement de la Ville de réaliser un groupe scolaire sur le terrain cédé dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique. A défaut d'un démarrage des travaux dans ce délai, ou en cas d'un changement d'affectation de la parcelle, une clause pénale sera inscrite dans l'acte de vente ;
- En cas de changement d'affectation du projet en opération de logement collectif, les règles du plan local d'urbanisme au jour de la signature de l'acte seront appliquées pour la hauteur des bâtiments ;
- Concernant les accès à la propriété conservée par M. Yves DECOR, un deuxième accès sera maintenu et positionné selon le plan de masse du groupe scolaire à définir ;
- Une servitude de tour d'échelle sera créée sur une bande de 4 mètres de large en vue de l'entretien du mur de soutènement restant la propriété de M. DECOR et le séparant de la future propriété de la Ville;
- Sur l'emprise cédée, les réseaux d'électricité et de télécommunication seront maintenus ou dévoyés, ainsi que la réservation du passage d'un éventuel réseau pour les eaux usées ;
- Un espace tampon paysager sera planté entre la propriété de M. Yves DECOR et la nouvelle propriété de la Ville.

La Métropole, compétente au titre de l'opération globale de rénovation urbaine qui comprendra le programme de reconstruction du groupe scolaire au titre des équipements publics, envisage de signer prochainement un traité de concession. Il est proposé, le cas échéant, que la Ville puisse autoriser ledit concessionnaire à se substituer à elle en vue d'acquérir le bien. Cette faculté de substitution du concessionnaire ne modifiera en rien les conditions de la vente et les obligations afférentes.

Par ailleurs, compte tenu du fait que le planning des travaux du groupe scolaire n'est, à ce jour, pas définitivement établi, la Ville met à disposition de M. Yves DECOR, par convention, le terrain cédé à la Ville pour une durée allant du jour de la signature de l'acte notarié a maxima jusqu'au jour du début des travaux. Le loyer en est converti en l'obligation de supporter les charges d'entretien du terrain, notamment par le pâturage des brebis présentes à ce jour, et dont l'objet de la convention est de permettre le maintien.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 5773 m² issue de la parcelle cadastrée MS 292, propriété de Monsieur Yves DECOR située 626 rue Paul Rimbaud à Montpellier, au prix de 1.414.385 euros (un million quatre cent quatorze mille trois cent quatre-vingt-cinq euros) ;
- d'approuver les conditions particulières précitées ;
- -d'autoriser le cas échéant la substitution de la Ville de Montpellier pour cette acquisition par le concessionnaire désigné afin de réaliser l'opération de renouvellement urbain sur le quartier des Cévennes ;
- -d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition avec M. Yves DECOR pour l'occupation du terrain à acquérir sur une période allant du jour de la signature de l'acte notarié de vente jusqu'au jour du début des travaux, moyennant un loyer converti en l'obligation d'entretenir le terrain ;
- de demander à Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier et de demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, d'intervenir à l'acte en participation ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

Monsieur le Maire : Je le dis pour les journalistes : le fait de démolir et de reconstruire le groupe scolaire des Cévennes nous permet d'envisager une modification du périmètre ANRU pour que nous le portions, si nous le pouvons, de l'ANRU régional à l'ANRU national car nous avons pratiquement ajouté un tiers sur le quartier des Cévennes sur la réhabilitation. Il avait été sous-estimé. Je remercie la directrice de l'école qui est venue en réunion publique et qui s'est exprimée. Je suis allé la voir. Nous avons rencontré les parents d'élèves et tout ça. Franchement, je la remercie car son intervention a été décisive.

16. ZAC Pierres Vives - Acquisition de la parcelle TV n° 201 à Montpellier Méditerranée Métropole - Rue Marius Petipa

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau d'équipements publics est régulièrement nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa

population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

La construction du nouveau quartier Pierres Vives, dans un environnement en cours d'urbanisation, qui associe logements, dont une grande partie est désormais habitée, immobilier d'entreprises, équipements, services et commerces et les évolutions du quartier Mosson proche génèrent dans ce contexte le besoin de construction d'un équipement scolaire complémentaire.

En effet, aux besoins nouveaux générés par les opérations immobilières sur Pierres Vives, le renouvellement des équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson est désormais inévitable. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

L'observatoire démographique scolaire a identifié l'émergence d'un déficit de classes rendant nécessaire l'ouverture d'un nouveau groupe scolaire en 2023. Conçu pour accueillir a priori un effectif total de 420 élèves, soit 140 en maternelle et 280 en élémentaire, cet établissement sera composé de 15 classes et de locaux annexes affectés aux activités scolaires et périscolaires.

Un ensemble foncier comportant plusieurs parcelles, détenues par plusieurs propriétaires publics et privés, d'une superficie d'environ 5 359 m², sur les lots 8 et 9 de la ZAC Pierres Vives, a été identifié pour la réalisation de l'équipement en vue de dégager une surface de plancher de l'ordre de 3 500 m².

Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire aux fins de maîtrise foncière pour permettre la livraison du nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2023.

La Ville de Montpellier est en capacité d'acquérir à l'amiable la parcelle cadastrée TV 201, d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa et incluse dans l'emprise foncière du futur groupe scolaire, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

France Domaines a émis un avis le 19 septembre 2019 valorisant la parcelle à un euro symbolique étant donné la nature de délaissé du bien vendu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée TV 201 d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole pour un euro symbolique ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

17. ZAC Pierres Vives - Acquisition de 4 parcelles à Territoire 34 - Rue Marius Petipa

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau d'équipements publics est régulièrement nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

La construction du nouveau quartier Pierres Vives, dans un environnement en cours d'urbanisation, qui associe logements, dont une grande partie est désormais habitée, immobilier d'entreprises, équipements, services et commerces et les évolutions du quartier Mosson tout proche, génèrent dans ce contexte le besoin de construction d'un équipement scolaire complémentaire.

En effet, aux besoins nouveaux générés par les opérations immobilières sur Pierres Vives, s'ajoute le renouvellement désormais inévitable des équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

L'observatoire démographique scolaire a identifié l'émergence d'un déficit de classes rendant nécessaire l'ouverture d'un nouveau groupe scolaire en 2023. Conçu pour accueillir a priori un effectif total de 420 élèves, soit 140 en maternelle et 280 en élémentaire, cet établissement sera composé de 15 classes et de locaux annexes affectés aux activités scolaires et périscolaires.

Un ensemble foncier comportant plusieurs parcelles, détenues par plusieurs propriétaires publics et privés, d'une superficie d'environ 5 359 m², sur les lots 8 et 9 de la ZAC Pierres Vives, a été identifié pour la réalisation de l'équipement en vue de dégager une surface de plancher de l'ordre de 3 500 m².

Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire aux fins de maîtrise foncière pour permettre la livraison du nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2023.

La Ville de Montpellier souhaite dès à présent acquérir à l'amiable, en dehors des procédures mentionnées ci-dessus, les parcelles cadastrées TV n° 188, TV n° 7a, TV n° 7b et TV n° 197a, en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie totale d'environ 1 188 m², situées rue Marius Petipa, incluses dans l'emprise foncière du futur groupe scolaire et appartenant à Territoire 34.

France Domaine a émis un avis, en date du 1er octobre 2019, portant sur l'évaluation du bien au prix de 170 Euros HT par m² de surface de plancher (cent soixante-dix Euros Hors Taxes).

La Ville de Montpellier prévoit la construction de 1 400 m² de surface de plancher sur le foncier à acquérir à Territoire 34. Le montant d'acquisition sera donc de 238 000 euros HT (deux cent trente-huit mille Euros HT).

La transaction est évaluée par les Domaines en considération de la construction d'un groupe scolaire et engendrera en outre l'obligation pour la Ville, préalablement au dépôt des autorisations d'urbanisme permettant la construction de l'équipement, de signer avec Territoire 34, aménageur de

la ZAC Pierres Vives, des conventions d'association et de participation aux équipements publics. Le montant de la participation due par la Ville sur le foncier à acquérir par suite aux propriétaires privés sera de 220 € HT par m² de surface de plancher créée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville des parcelles cadastrées TV n° 188, TV n° 7a, TV n° 7b et TV n° 197a en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie totale d'environ 1 188 m², situées rue Marius Petipa, appartenant à Territoire 34, pour la somme de 238 000 € HT (deux cent trente-huit mille euros hors taxes) hors frais d'actes ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

18. Rue Adam de Craponne - Déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665

L'immeuble situé au 1, rue Adam de Craponne, en état d'abandon, n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années suite à un incendie criminel qui a détruit l'intérieur du bâtiment et la toiture.

Le bien est cadastré HW 665. Il s'agit d'un immeuble d'environ 60 m² de plancher en R+2. Ce bâtiment est situé dans la zone protégée ZPPAUP secteur Gambetta Figuerolles et il est frappé d'un emplacement réservé, opération C46 du PLU, pour l'aménagement du croisement de la rue Adam de Craponne et rue de la Raffinerie.

Par délibération n° V2018-292 en date du 27 septembre 2018, Monsieur le Maire de Montpellier a engagé la procédure de déclaration d'abandon manifeste, prévue aux articles L.2243-1 à L.2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'encontre de l'immeuble bâti, sis au 1 rue Adam de Craponne et cadastré HW 665.

Un procès-verbal d'abandon manifeste provisoire a été dressé le 4 mars 2019, notifié aux propriétaires, Monsieur Jean-Jacques WALTER et Madame Nicole KALMES épouse WALTER, et ayant fait l'objet de la publicité prévue.

Les travaux nécessaires pour faire cesser l'état d'abandon ne sont pas intervenus dans les six mois de la notification et de la publication du procès-verbal provisoire.

Un procès-verbal définitif a été pris le 1^{er} octobre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à déclarer la parcelle cadastrée HW 665 en état d'abandon manifeste ;
- de décider que la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique sera poursuivie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole compétente pour réaliser l'opération d'aménagement d'une placette en lieu et place du bâti, qui sera démoli ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2019

Par délibération du 03 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile et autorisé la signature du contrat. Le contrat a été notifié le 15 décembre 2017.

La Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (E.G.S) l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de sept ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n°1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de délégation de service public à la société dédiée, ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (E.G.S Montpellier) conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse, 34070 Montpellier.

La convention de délégation précise dans son article 48 que les tarifs de fourrière sont fixés par délibération du conseil municipal en vertu des dispositions de l'article R325-29 du code de la route et de l'arrêté interministériel du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération du 6 février 2019, suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 28 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles, les tarifs fourrière ont été modifiés.

Suite à la publication d'un nouvel arrêté en date du 2 août 2019, il est donc proposé une revalorisation des tarifs réglementés concernant les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 119,20 Euros / nouveau tarif 120,18 Euros ;
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,31 Euros / nouveau tarif 6,36 Euros.

Ces nouveaux tarifs seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la revalorisation des frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières dans le cadre de la délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des précisions auprès du rapporteur Madame DASYLVA ? Madame BOUALLAGA.

Madame BOUALLAGA : J'aimerais que vous cessiez ce déni de démocratie et que vous me laissiez lire mon message pour les concitoyens.

Monsieur le Maire : Vous êtes hors sujet.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

20. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui précise notamment les conditions de l'occupation du domaine public des salles de ces équipements par des associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit en effet que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2019/2020, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 61 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 16915 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS : Comité de quartier de Tournezy : 385€, A.p.a.j : 165€, Jasmin d'orient : 330€, Les petits débrouillards : 165€, Mosaïques : 220€, Studea : 165€, Encuentro Flamenco : 220€, Oûi-Dire : 495€, Montpellier Université Club Karaté : 385€, Kirt'art Production : 220€, Libertango : 220€, Taekwondo Montpelliérain : 275€

MPT CAMUS : les Oudlers Montpelliérains : 300 € , Comité France Parkinson 34 : 245€, Les luveteaux de l'impro : 165€, Association Tutélaire de Gestion : 165€, Racing Club Lemasson : 430€, Africatala: 110€, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 270€, La bourreio del Clapas : 300€, Aziyade : 110€, Cocotte-Minute : 110€, Pop-Corn : 165€, Le temps de vivre : 245€, Trajectoire(s) : 140€, Ma Vie : 245€

MPT CHAMSON : Centre de Recherches et d'Enseignement en Histoire de l'Art Moderne : 455€, Raïponce : 455€, Autre Théâtre : 220€, Association Tutélaire de Gestion : 110€, Enfance Famille adoption : 300€, APARSA : 165€, Comité de Quartier La Martelle : 110€, Club danse Ecossaise : 110€, Sporting Karaté Montpellier : 110€

MPT CHOPIN : Scic la cavale : 110€, AMAP des Beaux-arts : 55€

MPT COLUCCI : Erasmusic 245€

MPT CURIE : Odette louise : 355€, Metiss'art : 165€, Cie l'enjambée : 245€, Compagnie Marie Louise Bouillonne : 245€, l'Unité Educative d'Hébergement Collectif de Montpellier de la PJJ : 165€

MPT LAGRANGE : Je Pars à Zart : 300€, Jazz Pirateurs : 245€, Attitude : 430€, Les Loustics du Pic : 190€.

MPT PAUL EMILE VICTOR: 34K: 245€, Furen's nouba: 165€, Sunday blue singers: 245€, Les amis de la Sicile : 140€, Avec : 2055€

MPT RICOME : Sintonia : 110€

MPT SAND : Cité Famille : 245€

MPT VIAN : Body Sport la Rauze : 455€, Jasmin D'orient : 355€

MPT VOLTAIRE : Comité de Quartier Pasquier Don Bosco : 440€, GEM RABELAIS : 190€, Association Outremangeurs Anonymes : 300€, Rando Loisirs : 140€, CAC St François : 320€, Surdi 34 : 165€, Baobab : 320€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 39 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 11670€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroze : 220€, Association des Villes Françaises : 110€, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 55€, Cléofa : 110€, Racing Club Lemasson : 220€, Ecole de Judo de Montpellier : 110€

MPT CHAMSON : Comité de Quartier La Martelle : 660€, AURAL : 55€

MPT COLUCCI : Mosaïque des Hommes et des Jardins : 55€, MMM TKD : 1110€

MPT CURIE : Comité de quartier : 715€, Club de pétanque de Celleneuve : 110€, Odette louise : 165€, Le temps d'un mouvement : 55€, Le Club de football AS Celleneuve : 220€, Repair Café : 220€, Metiss'art : 110€

MPT LAGRANGE : Lève-toi et danse : 220€, Dystingue-moi : 55€, La Bourreio del Clapas : 55€, Je Pars à Zart : 220€, Attitude : 1320€, Eurogrèce : 110€, Compagnie Poussière : 110€, Jazz à tous les étages : 220€, Fédération Léo Lagrange : 165€, Passe-Muraille : 220€, Les petits débrouillards : 110€, Francas de l'Hérault : 110€, Art Mixte : 440€, Asmoune : 550€, Tin Hinan : 220€

MPT MERCOURI : Euro Grèce : 440€, Clas Inserm : 220€, Club pyramide 34 : 220€, Collectif mobilité : 55€, Anim'frimousses : 110€

MPT VIAN : Obby : 110€

MPT VOLTAIRE : Jumeaux et plus : 990€, Cas St François : 1100€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Sauveur TORTORICI)

21. Don de matériels scolaires à la Ville de Béziers dans le cadre de l'incendie de l'école des Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 2019

A la suite de l'incendie dont a été victime l'école Les Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 2019, il est apparu indispensable que la Ville de Montpellier accompagne la Ville de Béziers dans cette épreuve.

La reprise de la vie scolaire est un facteur important pour surmonter un tel sinistre, particulièrement pour les enfants et les familles concernées par cet incendie.

Le retour des enfants à l'école, maillon essentiel de l'apprentissage à la citoyenneté, participe aussi aux dialogues sur cet épisode traumatisant pour mieux le surmonter.

Afin de les accueillir dans des conditions optimales et après inventaire, la Ville de Montpellier a pu mobiliser le mobilier suivant :

Mobilier de taille élémentaire :

- 9 tables avec sièges attachés CP
- 2 bureaux pour les enseignants avec chaises
- 3 armoires
- 10 rayonnages

Mobilier de taille maternelle :

- 60 tables diverses tailles
- 90 chaises diverses tailles
- 3 bureaux pour les enseignants avec chaises
- 16 tables rondes diverses tailles
- 1 chevalet de peinture
- 3 petits meubles de jeux
- 1 petit meuble de rangement

Il est donc proposé d'approuver le don de ces éléments à la commune de Béziers, sous la forme de l'attribution d'une subvention en nature d'un montant valorisable de 12 550€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer ce don de mobiliers scolaires à la Ville de Béziers, sous la forme de l'attribution d'une subvention en nature d'un montant valorisable de 12 550€, qui sera donc portée à ce titre au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je remercie les services de la Ville, les services de l'Éducation, les services du Protocole, les services techniques, Garosud, qui ont aidé au transport, comme nous l'avons fait pour l'Aude quand il y a eu les inondations, du matériel scolaire qui est venu à la demande de la Ville de Béziers pour les élèves qui n'avaient plus d'école, qui n'avaient plus de classe, qui ne pouvaient plus travailler.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0
Abstention : 0
Ne prend pas part au vote : 0

22. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation comme suit :

Associations	Adresse du siège	école mise à disposition	Montant de la subvention en nature
Du vent dans les voix	360, rue des Acconiers - 34070 Montpellier	Jeanne d'Arc	425,00 €

Balthazar, Centre des Arts du Cirque	16, rue Toiras - 34000 Montpellier	Frédéric Bazille	299,50 €
TOTAL			724,50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville pour un total de 724,50 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

23. Club des Territoires Un Plus Bio - Adhésion

L'association « Un Plus Bio » a créé le « Club des Territoires Un Plus Bio », un réseau national de collectivités et d'élus locaux engagés dans le changement de l'alimentation en restauration collective.

Les objectifs menés par « Un plus Bio » sont en adéquation avec les différentes actions mises en place par la Ville de Montpellier dans le cadre d'une politique alimentaire durable.

Comme pour l'engagement au sein du réseau international du Pacte de Milan, une adhésion au « Club des Territoires Un Plus Bio » permettrait d'intégrer un collectif d'échanges et d'enrichissements mutuels sur les problématiques communes et spécifiques aux territoires, de participer au partage d'expériences locales innovantes ainsi qu'aux réflexions engagées sur le développement de la restauration collective écoresponsable.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'adhérer au « Club des Territoires Un Plus Bio » pour un montant de cotisation annuel de 3 700 € ;
- de prélever cette dépense sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

24. Bourse Initiatives Jeunes 2019 – Participation de la Ville

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de **4 906 €**, les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante:

Jordi REZKALLAH, 29 ans, étudiant

Production culturelle

Titre du projet : El Chi Chi Mucho - autoédition d'un jeu de société

Montant du projet : 30 000 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 500 €

Théo BRANDANO, 17 ans, lycéen

Production culturelle

Enregistrement d'un EP, 5 titres en version numérique pour les plateformes en lignes (YouTube, etc.)

Montant du projet : 490 €

Montant demandé : 245 €

Montant proposé : 245 €

Héloïse BUONOMO, 19 ans, salariée centre de loisirs

Production culturelle

Titre du projet : DIMENSION, enregistrement d'un EP 6 titres, diffusion en ligne

Montant du projet : 5 291 €

Montant demandé : 3 394 €

Montant proposé : 1 394 €

Anass MAHHA, 24 ans, demandeur d'emploi

Production culturelle

Artiste graffeur et collagiste

Montant du projet : 1 606,89 €

Montant demandé : 807 €

Montant proposé : 807 €

Hugo RIGNY, 22 ans, salarié

Production culturelle

Titre du projet : Poétique de l'enfance, création de danse contemporaine

Montant du projet : 3 060 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 760 €

Maxime CAMUS, 20 ans, salarié

Production culturelle

Titre du projet : KALI YUGA, enregistrement d'un album RAP de 9 titres

Montant du projet : 6 016 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 1 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de **4 906 €** pour les projets détaillés ci-dessus ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

25. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2019 - 2020

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire, et ce par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 90 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 487 981,10 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2018 fixant les tarifs pour 2019 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 487 981,10 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur le Maire : Ce sont des aides logistiques en nature que nous apportons aux clubs. La valeur estimée est de 4 487 000 € d'aide aux clubs amateurs.

26. Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service - Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes de prévention-santé, de prévention des chutes, d'entretien corporel, et assurent le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 69 400 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2019-2020 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 69 400 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

27. Service civique - Convention de mise à disposition de volontaire - Modèle - Approbation

La Ville de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole partagent des valeurs communes et poursuivent des objectifs partagés en terme d'insertion du public jeune.

La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'un agrément de service civique délivré par l'Agence de Service Civique à l'Union Nationale des Missions Locales pour le compte des Missions Locales.

Le service civique est un dispositif national créé par la loi du 10 mars 2010. Il a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale en offrant à des jeunes de 16 à 25 ans l'opportunité de s'engager au service des autres et de la collectivité.

Il s'agit d'un engagement volontaire d'une durée de 6 à 12 mois pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la Nation :

- Culture et loisirs,
- Développement international et action humanitaire,
- Éducation pour tous,
- Environnement,
- Intervention d'urgence,

- Mémoire et citoyenneté,
- Santé,
- Solidarité,
- Sport.

L'engagement de Service Civique ouvre droit à une indemnité financée par l'État. Cette indemnité est directement versée au volontaire par l'Agence de Services et de paiement (ASP), qui gère l'indemnisation des volontaires pour le compte de l'Agence du Service Civique.

La Ville de Montpellier, en tant que structure d'accueil, versera en complément une indemnité d'un montant mensuel de 107,58 €, conformément aux articles L. 120-19 et R. 121-25 du Code du service national. Ce montant pourra être réévalué selon les dispositions légales et réglementaires. Les éventuels frais de mission et frais divers engagés par le volontaire dans le cadre de sa mission ou de déplacement pour se rendre aux formations obligatoires seront pris en charge selon la réglementation applicable aux frais professionnels et aux avantages en nature.

Pour permettre l'accueil des volontaires en service civique, une convention de mise à disposition doit être conclue avec l'organisme agréé et le volontaire. Dans ce cadre, il est proposé l'adoption d'un modèle type de convention de mise à disposition, approuvée par l'Union Nationale des Missions Locales, qui est tripartite entre la Ville, structure d'accueil, la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et la personne volontaire.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention type de mise à disposition d'un volontaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE)

28. Convention de partenariat CREPS de Montpellier-Ville de Montpellier - Conditions d'intervention stagiaires en formation BPJEPS APT - Renouvellement

La Ville de Montpellier a toujours affirmé un engagement fort envers la valorisation et la promotion de la formation dans le cadre des activités sportives.

Le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportives (CREPS) de Montpellier organise des formations au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) Activités Pour Tous, dans le cadre d'un cursus théorique et de mise en situation.

À ce titre, et afin de développer les compétences professionnelles des stagiaires, la Ville de Montpellier est sollicitée dans le cadre d'un partenariat avec le CREPS. Les stagiaires sont mis en situation pédagogique d'enseignement pendant les séances conduites par les enseignants en concertation avec les éducateurs de la Ville, dans les maisons pour tous et le site Astruc, sur la période du 1^{er} Septembre 2019 au 31 Décembre 2020, dans les temps suivants :

- Accueil de la promotion d'apprentissage du 03/10/2019 au 05/02/2020 sur les sites de pratique sportive ;
- Accueil de la promotion BPJEPS APT à compter du 10/02/2020.

Les engagements réciproques du CREPS et de la Ville de Montpellier sont détaillés dans une convention annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention des stagiaires en formation BPJEPS APT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Patrick RIVAS, Philippe SAUREL)

29. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Montant
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 3 000 € ;

- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Messieurs Christophe COUR et Michaël DELAFOSSE sortent de séance.

30. Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville - Réalisation de travaux d'aménagement

Dans le cadre de la collecte des déchets du centre-ville par la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN), titulaire du marché de collecte sur le territoire de Montpellier pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, un compacteur à déchets a été installé dès l'automne 2014 à l'entrée du parking des élus de l'ancien hôtel de ville. Cet équipement permet de réduire les délais de vidage des mini-véhicules de collecte et ainsi d'accroître la rapidité et le volume des prestations en début de soirée.

Début 2016, la mutualisation des prestations de collecte et de nettoyage sur le centre-ville a justifié d'implanter un 2^{ème} compacteur à déchets dans le prolongement du 1^{er}.

Malgré un vidage intermédiaire en milieu de journée et une désinfection des compacteurs, un nettoyage et un lavage deux fois par jour (trois en été) des terrains d'assiette, et les consignes répétées données aux équipages de collecte de maintenir propres les abords des compacteurs au vidage et de laisser fermer les capots des trémies entre 2 vidages, ces équipements génèrent des nuisances qui conduisent à envisager leur déplacement.

Un premier déplacement sur le parking P4 à la sortie de l'ancien hôtel de ville a été initialement envisagé. Cependant, des tests ont été réalisés et l'implantation des compacteurs nécessiterait d'entamer le talus ferroviaire.

Le parking jouxtant la Maison de la Poésie, dont l'entrée se situe avenue du Pirée, sert principalement, pour sa partie libre d'accès de lieu de stationnement aux cars de tourisme après qu'ils ont déposé leurs passagers dans le centre-ville. Ce parking, dont le foncier appartient à la Ville, est vaste et les 2 compacteurs à déchets n'y prendraient que deux places de stationnement pour car.

Il est proposé d'aménager au fond de ce parking une nouvelle aire de stationnement pour ces deux compacteurs, comprenant principalement :

La réalisation d'une dalle béton ;

Les branchements aux réseaux sec (électricité) et humide (eaux usées) ;

La pose d'une clôture périphérique en bardage bois pour occulter ces équipements mobiles.

L'ensemble de ces travaux d'aménagement sera réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole pour un coût estimé à 40 000 € TTC, crédits inscrits à son budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement de la nouvelle aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires pour réaliser ces travaux sur une propriété de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA.

Madame BOUALLAGA : Je passerai donc sur le déni de démocratie que vous avez fait et sur le non-respect du règlement intérieur ; les Montpelliérains apprécieront. Néanmoins, je vais intervenir sur cette affaire puisque j'ai vu qu'il y avait des restaurateurs qui s'étaient plaints concernant des compacteurs à déchets qui étaient stationnés devant leurs restaurants. Je voulais déjà connaître le cahier des charges et la façon dont il est établi. Je crois que certains d'entre vous aiment aller manger au Marriott et dans d'autres restaurants. Il serait, je pense, assez désagréable de voir que devant, il y a des compacteurs à déchets. De plus, il semblerait que ces compacteurs à déchets aient une petite attirance pour la restauration orientale. Prenons l'exemple de la cave à vin qui a contesté le compacteur à déchets. Nous l'avons déplacé. Savez-vous où il a été mis ? Devant la boulangerie orientale. Tiens donc ! Les compacteurs à déchets auraient-ils un amour inconditionnel pour la nourriture orientale ? Je me pose la question. Comment établissez-vous vos cahiers des charges ? Posez-vous la question à ces restaurateurs ? Je peux vous assurer que lorsque vous allez manger dans un restaurant, ce n'est pas très agréable d'avoir des poubelles qui jonchent devant et je vous passerais les odeurs et les vers de terre.

Monsieur le Maire : Monsieur ALBERNHE, vous avez la parole.

Monsieur ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Concernant la déclaration de Madame BOUALLAGA, elle n'a rien à voir avec la question qui est à l'ordre du jour. Je vais simplement répondre par rapport à un fait précis concernant le restaurant qui se trouve au Faubourg-Figuerolles, je suis effectivement allé voir directement sur le terrain avec des riverains et commerçants pour installer les containers. Cela a donc été une décision collective de tous les riverains et de tous les commerçants de la rue. J'ai un devoir de réserve ici et donc je ne pourrais pas en dire plus. Vous vous adresserez peut-être à la Direction des usages et de la valorisation de l'espace public qui vous répondra sur ce Monsieur et les soucis qu'il a peut-être avec la Ville. Voilà, je n'en dis pas plus ce soir.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ALBERNHE. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

31. Aménagement du local à ordures ménagères situé à l'arrière de la MPT Louis Feuillade - Réalisation de travaux d'aménagement

Sur le parking de la maison Pour Tous Louis Feuillade, une aire a été aménagée afin de stocker les bacs à déchets nécessaires au dépôt des ordures ménagères de quelques résidences collectives

proches dépourvues de locaux poubelles. Des murs de séparation ont été érigés pour délimiter cette aire.

A l'usage, cette aire s'avère beaucoup trop grande. Elle est devenue le lieu de dépôts sauvages quasi permanents entravant l'accès aux bacs par les agents de collecte, ainsi que de pratiques illicites incompatibles avec la destination des lieux.

Afin de redonner à cette aire sa destination initiale, il est proposé de la réduire en l'adaptant au strict besoin des bacs et de leur circulation.

- En réalisant un mur de séparation permettant de restituer une surface libre au parking ;
- En réhaussant par une clôture l'un des murs de séparation déjà réalisé (afin d'éviter que ne soient jetés par commodité des sacs poubelles par-dessus le mur).

L'ensemble de ces travaux d'aménagement sera réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole pour un cout estimé à 5 000 € TTC, crédits inscrits à son budget.

En conséquent, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement de l'aire de stockage des bacs jouxtant la maison pour tous Louis Feuillade ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires pour réaliser ces travaux sur une propriété de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Messieurs Christophe COUR et Michaël DELAFOSSE entrent en séance.

32. Dénomination des voies et des espaces publics

QUARTIER PORT MARIANNE

CONSULS DE MER

La place du Rabbin Schilli, située au carrefour du Chemin de Moularès et de l'avenue du professeur Etienne Antonelli, est en cours de finalisation. Elle est traversée par une allée centrale, nous proposons de la dénommer :

**Allée Elyett Hermann
(1944-2018)
Elue et militante montpelliéraine**

Femme politique gaulliste et féministe Montpelliéraine (1944 – 2018)

Après une carrière dans le privé, Elyett Hermann est nommée Déléguée aux Droits des Femmes.

Rentre au Cabinet de Georges Frêche puis est nommée Directrice des Affaires Culturelles de la ville de Montpellier jusqu'à sa retraite en 2009.
En 2010 elle est élue conseillère régionale.
Elyett Hermann était connue pour ses engagements en faveur des droits des femmes et pour la lutte contre toutes formes de discriminations.

RIVE GAUCHE

La ZAC Rive Gauche est localisée entre le Lez et l'avenue de la Mer, elle s'inscrit dans la continuité des ZAC de Port Marianne et s'intègre dans le plan de composition de l'avenue Raymond DUGRAND établi par « Architecture Studio ».

Monsieur Pierre TOURRE, architecte en chef de cet éco-quartier, a intégré dans son projet l'aménagement des berges du Lez. Si le projet initial prévoyait une plage, la concertation avec les riverains a permis d'aboutir à la création d'un espace comprenant un amphithéâtre, un embarcadère et des gradins aménagés face au Lez.

Nous proposons de dénommer ce site en lieu et place de celui précédemment choisi pour rendre hommage à Michel Soulas au cœur du projet Clemenceau (DCM n°2016-486 du 15 décembre 2016):

Espace Michel Soulas (1940 -2016) Homme Politique montpelliérain

Né à Montpellier le 15 février 1940, Michel Soulas était un militant socialiste. Fidèle de Georges Frêche, il a été conseiller municipal délégué aux sports de 1989 à 2001. Michel Soulas était un passionné de littérature et d'histoire et un fin connaisseur de la dernière guerre mondiale. Socialiste dans l'âme, toute sa vie, il a lutté sans relâche contre toutes les formes de racisme et de discriminations. Son histoire personnelle a croisé le chemin de Serge Klarsfeld et il fut présent aux côtés de Philippe Saurel lorsque, jeune conseiller général, il recevait aux archives départementales de l'Hérault l'avocat, alors membre de la mission Mattéoli sur la spoliation des biens juifs.

~

En complément, un bassin paysager est aménagé, il est bordé par une allée, nous proposons de la dénommer :

Allée Alice Ferrières (1909-1988) Juste parmi les Nations

Alice Ferrières, née le 27 septembre 1909 à Paris et morte en 1988, est la première Française à recevoir, en 1964, la médaille des Justes parmi les nations. Résistante aux côtés de son beau-frère Jean Cavaillès pendant l'Occupation, elle a aidé des réfugiés et des enfants « Juifs ».

QUARTIER CEVENNES

Alco

A la demande des habitants et afin d'en faciliter sa localisation, il est proposé de dénommer une impasse débouchant sur la rue de l'Oasis :

**Impasse Marcelle Campana
(1913-2010)
Résistante et diplomate française**

Résistante et diplomate française (Paris 1913 – Ebalunga 2010)
Fille d'un diplomate français. Archiviste durant la 2^{ème} guerre mondiale elle prend part aux forces françaises combattantes en réalisant des actes de résistance notables.
Elle fût la première femme à obtenir un poste d'ambassadrice au Panama en 1972.

Les Cévennes

La Ville de Montpellier a racheté à l'Etat l'ancienne caserne de gendarmerie avenue de Lodève. Sur ce site de 3ha un nouveau quartier est cours de réalisation. Située entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna et la rue de la Taillade, la ZAC Beausoleil sera un quartier accueillant et vivant, où l'on travaille et où l'on réside, grâce à un programme mixte de logements, bureaux et commerces. Des voies et espaces publics sont créés et doivent être dénommés.

Un parvis bordé de commerces et services de proximité en pied d'immeubles sera aménagé au droit de l'avenue de Lodève. Nous proposons de le dénommer :

**Square Arnaud Beltrame
(1973-2018)
Commandeur de la Légion d'honneur**

Héros de la Nation (1973 – 2018) Commandeur de la Légion d'honneur.
Lieutenant-colonel de gendarmerie qui a offert sa vie en échange d'une jeune femme prise en otage par un terroriste islamiste en mars 2018 à Trèbes. Par son acte de bravoure et de courage, il a été élevé au rang de héros national.

~

Une rue est créée depuis l'avenue Masséna et permet d'atteindre le cœur du projet, nous proposons de la dénommer :

**Rue Emile Matan
(1896-1973)
Résistant**

Résistant et élu montpelliérain (1896 – 1973)
Emile MATAN a fait sa carrière en qualité de cadre dans la biscuiterie FLOR à Montpellier.
Il entre dans la résistance dès 1940. Dénoncé, il est incarcéré à Montpellier en 1942 puis déporté à DACHAU de 1944 à 1945.
A son retour dirigea des associations de résistants et déportés.
Membre du Conseil des Prud'hommes, il a été membre du Conseil Municipal de Montpellier sous Paul BOULET.

Il sera élevé au grade de Chevalier de la légion d'honneur en 1946 puis d'Officier de la Légion d'Honneur en 1962.

~

Au bout de la précédente et perpendiculairement à celle-ci une voie est créée débouchant elle aussi sur l'avenue de Masséna, nous proposons de la dénommer :

**Rue Suzanne Orts
(1927-2015)
Résistante**

Résistante (Sète 1927 – 2015 St Clément de Rivière)

Issue d'une famille de résistants, Suzanne est arrêtée par la Gestapo à Perpignan au cours d'une de ses missions. Elle est déportée à Ravensbruck en 1944, puis à Buchenwald, libérée en 1945.

Elle a consacré le reste de sa vie au devoir de mémoire. Elle est l'une des fondatrices du Musée Régional de la Résistance et de la Déportation.

Elle est élevée au grade de commandeur de la légion d'honneur en 2006, puis de Grand Officier de la Légion d'Honneur en 2012

~

Une allée reliant l'avenue de Lodève aux deux précédentes est créée, nous proposons de la dénommer :

**Allée François Arjona
(1924-2003)
Résistant**

Résistant (Clermont l'Hlt 1924 – Montpellier 2003).

Engagé dans la Résistance dans le maquis de Bir Hakeim comme agent de liaison. Dénoncé, il est déporté à Buchenwald en 1944 puis au Commando de Neustassfurt. Libéré le 8 mai 1945.

A son retour, a fait toute sa carrière à MIDI LIBRE, comme responsable du service des rotatives.

QUARTIER PRES D'ARENES

Dans le cadre de l'évolution du quartier de la Restanque, projet de renouvellement urbain qui recouvre une superficie totale de 126 hectares. La création de logements, mais aussi le maintien des socles actifs d'activités économiques, ont pour objectif d'en faire un grand quartier mixte. Des équipements publics sont prévus, et en particulier, un nouveau Groupe scolaire en cours d'étude dont l'ouverture est prévue en septembre 2021. Ce projet s'accompagne de la création d'une nouvelle trame viaire anticipée par la mise en place d'emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme.

A l'occasion de la réalisation d'un des programmes immobiliers, sur l'emplacement réservé C124 qui relie l'avenue des Prés d'Arènes au boulevard Jacques Fabre de Morlhon, une rue est créée. Nous proposons de la dénommer :

**Rue Assia Djébar
(1936-2015)
Femme de lettres algérienne**

Ecrivaine et historienne (Cherchell 1936 – Paris 2015). Fille d’instituteur algérien. Après son bac, elle est la première femme musulmane et algérienne à rejoindre l’Ecole Normale Supérieure de Sèvres en 1953. Enseigne l’histoire et la philosophie à l’Université d’Alger entre 1962 et 1965 puis la littérature et le cinéma de 1974 à 1980 avant de revenir en France. Elle est l’auteur d’une vingtaine d’ouvrages traduits en 23 langues et réalisatrice de trois films. Elle a été élue à l’Académie Française en 2005.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d’adopter ces propositions de dénomination ;
- d’autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

Monsieur le Maire : Vous avez vu la liste. Est-ce qu’il y a des avis contraires ? Des abstentions ?
Adopté à l’unanimité.

Monsieur ALBERNHE : Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Vous voulez dire quelque chose, Monsieur ALBERNHE ?

Monsieur ALBERNHE : Oui car il y a des invités concernant certains noms donc, j’aimerais lire la biographie de certains.

Monsieur le Maire : Hein ?

Monsieur ALBERNHE : Dans le public.

Monsieur le Maire : Ah oui, pardon ! Allez-y. Ne nous passez rien, faites la liste complète.

Monsieur ALBERNHE : Voilà.

Monsieur le Maire : Vous ne pouvez pas en citer certains et pas d’autres.

Monsieur ALBERNHE : Non. Je citerai donc tout le monde. Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous vous proposons donc ce soir de dénommer huit voies : cinq porteront des noms de femmes et trois des noms d’hommes.

Monsieur le Maire : Là-dessus, vous le savez, nous avons pris une décision. Puisqu’il y a du public et des journalistes, j’en profite pour m’adresser à eux : nous avons pris la décision d’être complètement paritaire dans les attributions des noms de rues. Nous avons été une des premières Villes à le faire en France. Maintenant, c’est entré dans les mœurs mais au début, nous n’étions pas très nombreux. Monsieur ALBERNHE.

Monsieur ALBERNHE : Dans le quartier Port Marianne, la place du Rabbin-Schilli, située au carrefour du chemin de Moularès et de l’avenue du professeur Etienne-Antonelli, est traversée par une allée centrale. Nous proposons de la dénommer « Allée Elyett-Hermann (1944-2018) » qui a été élue et militante montpelliéraine. J’ai le plaisir de saluer la présence de son compagnon Armand SIBONI. Elyett HERMANN est née à Ganges le 6 octobre 1944. Le père, chirurgien-dentiste, était largement connu à la fois pour son caractère entier et pour les soins réguliers qu’il prodiguait

gracieusement aux démunis. Résistant pendant la guerre, il a pris la tête d'un groupe de maquisards dont les distinctions sont historiquement reconnues et citées. Elyett HERMANN a été marquée à l'âge de 14 ans par la visite impressionnante du général DE GAULLE à Ganges. Elle est restée toute sa vie fidèle aux valeurs gaullistes qui ont précédé à ses multiples engagements. En 1986, elle est nommée déléguée régionale à la condition féminine par Jacques CHIRAC sous le ministère de tutelle de Philippe SEGUIN. En 1989, elle est directrice des relations publiques à la société d'économie mixte de la Région de Montpellier, la SERM. En 1992, elle est chargée de mission au cabinet de Georges FRÊCHE. En 2002, elle est directrice du planétarium Galilée de Montpellier. En 2003, elle est directrice des affaires culturelles de Montpellier. En octobre 2009, elle fait valoir ses droits à la retraite. En mars 2010, elle est élue Conseillère régionale du Languedoc-Roussillon sur la liste UMP.

Je vous dis un mot sur ses actions marquantes. Militante depuis l'âge de 16 ans, elle n'a cessé d'initier, d'animer et de développer toute forme d'actions individuelles ou collectives en faveur des minorités, des démunis, de la justice et contre la discrimination. Elle portait fièrement le titre de marraine que la communauté gitane de Montpellier lui avait octroyé. Elle accompagnait discrètement et avec une constante affection la communauté asiatique de l'Hérault parmi laquelle elle comptait de nombreux amis. En direction des femmes et des jeunes, elle a lancé avec succès des opérations de lutte contre le sida. Elle fut la première en France à organiser des chantiers extérieurs pour les femmes détenues et à apporter des aides inédites aux femmes artistes. Les aides qu'elle a pu rassembler en faveur des femmes créatrices d'entreprises ont permis le premier jumelage entre les femmes chefs d'entreprise de Catalogne et du Languedoc-Roussillon. Lorsqu'elle s'est trouvée en charge de la culture, elle n'a eu de cesse de placer ce domaine dans un champ fédérateur.

Pour terminer, Elyett et la politique : toujours reconnue pour sa fidélité à ses convictions gaullistes, elle fut souvent sollicitée dans des circonstances difficiles tant au plan national, régional que montpellierain. Vice-présidente de l'association nationale Souvenir et Présence du gaullisme, son engagement a toujours été celui du refus du dogmatisme et du sectarisme. Elle concevait la politique comme promotion de la cité et de la nation pour un bien vivre ensemble. Georges FRÊCHE bien que de sensibilités différentes, lui a demandé d'être à ses côtés en lui confiant diverses missions. Hélène MANDROUX, amie de longue date, a tenu de même à la nommer auprès d'elle.

Elyett était mère de deux enfants, grand-mère de trois petites filles. Toujours disponible pour les siens, elle s'attachait à protéger l'intimité de sa famille. Femme de cœur, d'engagement, de franchise et de courage, elle laisse le souvenir à Montpellier d'une femme responsable et présente pendant 50 années à toutes les étapes qui ont construit la Ville de Montpellier et la Métropole. Elle nous a quittés à Montpellier le 31 mars 2018. Dix-huit mois après sa disparition, les témoignages de reconnaissance continuent de s'exprimer. Lors de ses obsèques, la présence nombreuse de représentants de toutes les sensibilités politiques, nationaux et régionaux, a pu témoigner de l'unanimité qu'elle suscitait autour de sa personnalité engagée. L'allée Elyett-Hermann sera inaugurée le 14 décembre à midi.

Applaudissements.

Toujours dans le secteur Rive Gauche : concernant la dénomination de l'allée Michel-Soulas, nous vous proposons en lieu et place du site qui avait été choisi au cœur du projet Clemenceau et voté lors du Conseil municipal du 15 décembre 2016, l'allée...

Monsieur le Maire : Je resitue. Nous avons donné et voté l'allée Michel-Soulas qui se trouvait dans le projet Clemenceau. Il s'agissait là d'une rue qui était à l'arrière et qui était privée. Nous

avons pensé qu'une place publique était bien plus adéquate vis-à-vis de l'élu et du militant que fut Michel SOULAS. Nous lui avons donc donné la plage en bois qui se trouve le long du Lez, à côté d'Antigone.

Allez-y, Monsieur ALBERNHE.

Monsieur ALBERNHE : L'espace sera donc dénommé « Espace Michel-Soulas (1940-2016) Homme politique montpelliérain ». Je vous ai présenté, lors du Conseil municipal du 15 décembre 2016, la biographie de Michel SOULAS ; je ne vais donc pas la refaire d'autant que nous inaugurerons l'espace qui portera son nom le 28 novembre à 16 heures.

Monsieur le Maire : En présence de Serge et Béate KLARSFELD.

Monsieur ALBERNHE : Dans la ZAC Rive Gauche, entre l'allée de la Méditerranée et la rue des Justes parmi les Nations, un bassin paysager est aménagé. Il est bordé par une allée. Nous proposons de la dénommer « Allée Alice-Ferrières (1909-1988), Juste parmi les Nations ». Alice FERRIÈRES est née le 27 octobre 1909 à Paris. Elle a fait des études de mathématiques. En 1933, elle obtient une licence de mathématiques. De 1933 à 1938, elle effectue des suppléances comme enseignante à Nîmes, Montpellier et Limoux. En janvier 1938, elle obtient un poste dans l'enseignement primaire supérieur à Murat dans le Cantal. En mai 1941, début de l'engagement d'Alice. Elle écrit au rabbin de Clermont-Ferrand pour proposer son aide aux familles juives. Début 1943, l'engagement d'Alice se renforce : les organisations israélites la chargent de cacher des enfants juifs dans les internats et des familles du Cantal ; 25 enfants sont sauvés. 28 juillet 1964, l'institut israélien Yad Vashem lui décerne le titre de Juste parmi les Nations. Elle est la première femme française à recevoir cet honneur pour son engagement. En 1985, remise de la médaille des Justes à Alice et à Marie SAGNIER par Georges FRÊCHE en présence du grand rabbin de France. Alice meurt à Montpellier le 8 septembre 1988 à l'âge de 79 ans. Elle est enterrée au cimetière protestant de Ganges.

Dans le quartier Cévennes et plus particulièrement à Alco : à la demande des habitants et afin d'en faciliter sa localisation, il est proposé de dénommer une impasse débouchant sur la rue de l'Oasis « Impasse Marcelle-Campana (1913-2010) Résistante et diplomate française ».

Dans le secteur Cévennes : la Ville de Montpellier a racheté à l'État l'ancienne caserne de gendarmerie avenue de Lodève. Sur ce site de 3 ha, un nouveau quartier est cours de réalisation. Située entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna et la rue de la Taillade, la ZAC Beausoleil sera un quartier accueillant et vivant, où l'on travaille et où l'on réside, grâce à un programme mixte de logements, bureaux et commerces. Des voies et espaces publics sont créés et doivent être dénommés. Un parvis bordé de commerces et services de proximité en pied d'immeubles sera aménagé au droit de l'avenue de Lodève. Nous proposons de le dénommer « Square Arnaud-Beltrame (1973-2018) Commandeur de la Légion d'honneur ». Je laisse la parole à Lorraine ACQUIER en charge des affaires militaires.

Madame ACQUIER : Mardi soir, j'ai eu l'honneur d'ouvrir en votre nom, Monsieur le Maire, le cinquième concert de la région de gendarmerie du Languedoc Roussillon avec la garde républicaine ; concert organisé en partenariat avec la Ville, la Métropole et dont les bénéfices sont en totalité reversés à des associations et en particulier pour les enfants de l'institut Saint-Pierre à Palavas et les orphelins de la gendarmerie. Depuis 2015, année du premier concert, 44 gendarmes sont morts en accomplissant leur devoir. L'un d'entre eux est mort dans des circonstances particulières : il est mort en héros. Le colonel Arnaud BELTRAME est mort en combattant le

terrorisme le 23 mars 2018 à Trèbes dans l'Aude. Parmi les premiers engagés pour coordonner les opérations sur une prise d'otages dans un supermarché, le lieutenant-colonel BELTRAME conduit la négociation avec le terroriste. Refusant de croire à un dénouement forcément funeste ou, à tout le moins, refusant de le laisser advenir sans combattre, l'officier de gendarmerie prend la place d'une jeune femme, Julie, retenue en otage...

Monsieur le Maire : Madame GALIANA, si vous pouviez éviter de ricaner pendant que Madame Lorraine ACQUIER s'exprime parce que je l'entends d'ici ; surtout que nous parlons d'Arnaud BELTRAME. Merci d'avance.

Madame ROUSSEL-GALIANA (hors micro) : Vous avez pris la parole pour ne rien dire car je n'ai rien dit du tout. Je suis comme ça.

Monsieur le Maire (hors micro) : C'est ça, prenez-moi pour un idiot.

Madame ACQUIER : ... Refusant de croire à un dénouement forcément funeste ou, à tout le moins, refusant de le laisser advenir sans combattre, l'officier de gendarmerie prend la place d'une jeune femme, Julie, retenue en otage. Son courage et son ardente volonté n'auront pas suffi à neutraliser le terroriste. Le lieutenant-colonel BELTRAME décédera dans la nuit du 23 au 24 mars des suites de ses blessures. Après 22 années au service de la France, Arnaud BELTRAME, premier colonel à titre posthume et élevé au grade de Commandeur de la Légion d'honneur, est mort comme il aura vécu : avec courage et abnégation. Au cœur de l'action, il a fait preuve d'un sang-froid exceptionnel. Il a illustré les vertus militaires d'une manière éclatante qui mérite respect et admiration de la nation tout entière. Le colonel BELTRAME s'est dressé face au terrorisme et son geste héroïque nous engage. Le colonel BELTRAME nous a montré que les forces du mal et l'instinct de mort ne triompheront jamais tant qu'il y aura des hommes et des femmes de son envergure pour s'opposer et protéger notre nation, nos concitoyens et notre instinct de vie. Le général d'armée Richard LIZUREY, directeur général de la gendarmerie au moment de l'attentat, a écrit : « *Dans notre métier, il n'est pas possible de tout écrire. C'est l'engagement de l'individu qui fait la différence.* ». À Montpellier, il y aura donc deux lieux pour se rappeler l'acte héroïque du colonel Arnaud BELTRAME et l'incitation à l'engagement au service des autres qu'il incarne : le square Arnaud-Beltrame au cœur du nouveau quartier Beausoleil en lieu et place de ce qui fut longtemps la caserne de gendarmerie de Montpellier et le jardin des héros sur l'esplanade avec une stèle en son honneur qui sera érigée aux côtés de celle des trois Députés de l'Hérault qui ont refusé de voter les pleins pouvoirs à PETAIN : Jules MOCH, Vincent BADIE et Paul BOULET, comme vous l'aviez annoncé, Monsieur le Maire, lors de la cérémonie d'hommage que vous avez souhaité organiser au monument aux morts le 29 mars 2018.

Monsieur le Maire : Merci Madame ACQUIER.

Monsieur ALBERNHE : Toujours dans la Zac Beausoleil, une rue est créée depuis l'avenue Masséna et permet d'atteindre le cœur du projet, nous proposons de la dénommer « rue Emile-Matan (1896-1973) Résistant ».

Au bout de la précédente et perpendiculairement à celle-ci, une voie est créée débouchant elle aussi sur l'avenue de Masséna, nous proposons de la dénommer « rue Suzanne-Orts (1927-2015) Résistante ». Suzanne ORTS est née à Sète le 12 avril 1927. Je vous cite d'abord une phrase de Suzanne : « *Quand éclate la guerre en 1939, je viens d'avoir 12 ans et je ne mesure l'importance des événements que lors de la débâcle en mai et juin 1940.* ». Suzanne ORTS est lycéenne lorsqu'elle s'engage dans la résistance. Son frère Roland fait alors partie d'un groupe de lycéens qui

distribue des tracts gaullistes. Suzanne est chargée de la reproduction des textes mais son frère et ses amis sont arrêtés en 1941. Suzanne n'abandonne pas pour autant et devient en 1943, agent de liaison du réseau lyonnais Marco Polo. Elle reçoit comme mission de recueillir les informations sur les positions de défense allemande dans le Sud de la France. Le 21 mai 1944, elle est arrêtée sur dénonciation et internée dans la citadelle de Perpignan. Elle est alors déportée à l'âge de 18 ans. D'abord envoyée à Neue Bremm puis à Ravensbrück, elle doit, par la suite, rejoindre le *kommando* de Hasag-Leipzig, camp intérieur de Buchenwald et usine d'armement. Le 13 avril 1945, les SS vident le camp en raison de la progression des troupes alliées. Elle vit ce qui a été qualifié de marche de la mort. Elle croise les troupes soviétiques et finit par passer en zone d'occupation américaine. Elle a été rapatriée en France le 18 mai 1945. Elle a reçu les insignes de Grand Officier de la Légion d'honneur et a été élevée à la dignité de Grand-Croix dans l'Ordre national du Mérite. Suzanne ORTS est décédée le 21 février 2018 à Saint-Clément-de-Rivière.

Une allée reliant l'avenue de Lodève aux deux précédentes est créée. Nous proposons de la dénommer « Allée François-Arjona (1924-2003) Résistant ». François ARJONA est né le 2 février 1924 à Clermont-l'Hérault. Son père se nommait Julio DEMATA-ARJONA, né en 1890 et sa mère Raphaëla ORTEGA, née en 1893. Après une enfance à Clermont-l'Hérault, il part en Aveyron en 1943 travailler à la construction d'un barrage. Le 12 avril 1943, il a 19 ans. Il est une première fois arrêté à Millau par la Gestapo après s'être rebellé contre les Allemands. Il est emprisonné à Rodez puis à Montpellier puis à Romainville et enfin à Compiègne. Le 25 juin 1943, il est déporté une première fois en Allemagne, convoi I.110, mais il réussit à s'évader avec huit ou neuf autres personnes. Lorsqu'il revient à Clermont-l'Hérault, c'est Georges ROQUEPLO, son futur beau-père, qui lui fait rejoindre le maquis de Langogne en Lozère, la Gestapo lui ayant enlevé tous ses papiers. Ensuite, François ARJONA, dit Arjo, rejoint le maquis Bir Hakeim dirigé par le capitaine Paul DEMARNE. Il contribue à l'enlèvement de 7 tonnes d'armes au camp d'aviation de Toulouse. Il participe à divers combats au Mas de Serret dans le Gard, à Saint-Etienne-Vallée-Française en Lozère, à Sainte-Croix-Vallée-Française, à Caux en Aveyron et à la Parade en Lozère le 28 mai 1944 où beaucoup de ses amis périssent. À 20 ans, il est agent de liaison. Le capitaine DEMARNE lui confie une mission sur Montpellier le 28 juin 1944. Alors qu'il se trouve dans la rue de la Loge, un milicien lui demande ses papiers. Il les considère comme faux et lui demande de le suivre. François ARJONA fuit pendant qu'il lui tire dessus et revient à Clermont. Le capitaine DEMARNE lui demande s'il retournerait en mission le samedi suivant. François ARJONA repart à Montpellier le 1^{er} juillet 1944. Sa mission terminée, alors qu'il rentre à bicyclette à Clermont, il est arrêté par une traction avant à la Taillade. On lui bande les yeux pour monter dans la voiture car son dénonciateur était présent. Arrêté par la Gestapo, il est incarcéré à Montpellier. Il sera ensuite envoyé à Compiègne d'où il partira pour Buchenwald le 17 août 1944 ; c'est le dernier convoi à partir de Compiègne. Ils sont 1 255 hommes et seulement 656 reviendront. Son numéro de matricule est le 79 000. Il restera près de trois mois dans le petit camp puis, il sera choisi pour aller à Neu-Stassfurt, mine de sel transformée en usine d'armement. Puis, les Russes arrivent alors les SS vident le camp de Buchenwald et les *kommandos* alentour pour commencer la marche de la mort. C'est une marche qui durera 27 jours. François a 21 ans quand le kommando de Neu-Stassfurt se met en marche le 11 avril 1945 pour arriver à Annaberg à la frontière tchèque le 8 mai 1945. Ils sont 62 ou 63 Français. Les Russes installent ensuite tous les déportés dans l'école supérieure de commerce où ils pourront récupérer un peu de force avant de revenir en France. C'est le long retour vers Clermont-l'Hérault pour François ARJONA. Enfin remis physiquement, il travaille à Midi Libre où il restera toute sa vie professionnelle. Il dirigera les rotatives. Il se marie le 3 août 1946 à l'âge de 22 ans avec Marcelle ROQUEPLO. Il aura trois filles : Sylviane, Françoise et Florence qui est présente et que je salue.

François ARJONA était un homme engagé, profondément épris de liberté. Jeune homme

communiste, il retrouve peu à peu ses racines juives séfarades. Il aimait passionnément et respectait énormément la France. Il espérait une société juste et harmonieuse. C'était un homme simple qui aimait partager un bon repas avec ses amis résistants, sa famille, ses vieux frères de déportation, Georges CAMPREDON, Paul BONTE, Pierre BUR, Elie KLOECKNER, Pierre SOUTOUL, Gaston SOMMESOUS, le Général Jean QUAREZ, et Ernest JEANJEAN qui fut maire de la Tour sur Orb. Il adorait Montpellier. Il avait beaucoup voyagé et il trouvait que sa ville était la plus belle du monde. Il la connaissait par cœur. Il l'avait sillonnée comme agent de liaison. Émanant de la rue d'Alger où il travaillait, il la parcourait à pied afin d'admirer ses monuments magnifiques, ses vieilles ruelles et ses cours superbes. Il fut médaillé militaire le 17 juillet 1952, nommé Chevalier de la Légion d'honneur par décret du 1^{er} décembre 1958, nommé Officier de la Légion d'honneur le 2 février 1958. François ARJONA est décédé à Montpellier le 6 novembre 2003 à l'âge de 79 ans. Que son exemple puisse servir aux nouvelles générations.

La dernière dénomination se trouve toujours dans le quartier Près d'Arènes. Dans le cadre de la Zac de la Restanque sera réalisé un programme immobilier, sur l'emplacement réservé C124 qui relie l'avenue des Près d'Arènes au boulevard Jacques-Fabre de Morlhon, une rue est créée. Nous proposons de la dénommer « rue Assia-Djebar (1936-2015) Femme de lettres algérienne ».

Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ALBERNHE.

Applaudissements.

Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur DELAFOSSE : Merci de me donner la parole pour remercier très rapidement les différents rapporteurs qui sont allés au-delà du texte qui était écrit. Évidemment, Arnaud BELTRAME nous invite tous à une immense dignité et beaucoup de personnalités ont joué un rôle important. Vous vous êtes tout de suite tourné vers moi pour évoquer la mémoire d'Elyett HERMANN qui pour beaucoup d'entre nous, quelles que soient nos sensibilités, nos positionnements, est une personnalité qui a beaucoup compté. Je voulais donc, publiquement, m'associer à cet hommage et à sa mémoire et vraiment me réjouir qu'elle puisse être dans la mémoire de la ville de par son engagement. Nous avons tous le souvenir d'Elyett comme d'une femme généreuse, pleine de vie. Je veux témoigner d'une petite anecdote. Je ne suis pas très Napoléon. En revanche, le général DE GAULLE est un personnage qui compte énormément pour moi. Elle m'a offert la première édition du Midi Libre où le général DE GAULLE déclare : « *Nous voici parmi les vainqueurs* ». Elle me l'a offert et je voulais faire la proposition qu'à proximité d'une école cette édition du Midi Libre soit offerte selon les modalités que vous déciderez pour que l'inspiration d'Elyett puisse perdurer.

En tout cas merci de ces choix et pour la qualité des rapports qui ont été faits parce qu'ils seront dans les archives de la Ville. Toutes ces personnalités nous confèrent une grande dignité dans le débat public présent et à venir.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DELAFOSSE. Vous auriez pu ajouter aussi Michel SOULAS, membre du Parti socialiste, secrétaire de la troisième section de Montpellier à qui j'ai succédé. Il a été le Conseiller municipal de Georges FRÊCHE, pas depuis 1977 mais depuis l'élection suivante. Il avait un lien de parenté avec Serge et Béate KLARSFELD. Serge KLARSFELD a eu comme mission de retrouver les biens juifs spoliés, mission dite Matteoli. Nous

le recevrons, il fera l'objet avec Béate d'une grande exposition qui est d'ailleurs en cours, en bas, dans le hall de la mairie. Nous profiterons de leur présence pour inaugurer la place ou l'espace Michel-Soulas en présence de Christiane, de ses filles et de ses petits-enfants.

Qui demande la parole ? Madame GALIANA.

Madame GALIANA : Je suis très heureuse, Monsieur le Maire, et c'était mon propos auprès de Madame Anne BRISSAUD, de voir le nom de Monsieur Émile MATAN dont les petits-enfants ont demandé que leur grand-père porte le nom d'une rue parce qu'il a effectivement été résistant, déporté et qu'il a ensuite œuvré pour Montpellier. Élevé au grade de Chevalier de la Légion d'honneur comme c'est inscrit là, ses petits-enfants ne sont autres que le meilleur ouvrier de France tailleur de pierre, Frédéric MATAN, qui s'occupe énormément des meilleurs ouvriers de France, et simplement le boulanger de l'avenue de Palavas. Je suis très heureuse que cet honneur leur soit rendu et soit rendu à Émile MATAN de porter le nom d'une rue à Montpellier. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame GALIANA pour ce complément important et positif.

Propos hors micro de Madame ROUSSEL-GALIANA.

Monsieur le Maire : Ne gâchez pas...

Madame GALIANA : Je vais reprendre la parole. Je n'ai pas apprécié que vous pensiez que je riais pendant que Monsieur BELTRAME...

Monsieur le Maire : Je n'ai pas dit que vous riiez ; j'ai dit ricaner.

Madame GALIANA : Non, je ne ricanais pas.

Monsieur le Maire : Vous parliez.

Madame GALIANA : Je regardais...

Monsieur le Maire : Ne gâchez pas votre belle intervention, je vous prie. Ne la gâchez pas.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur le Maire : Je vous en remercie et je remercie les familles et les amis de ceux qui ont été cités et qui sont présents avec nous au Conseil municipal.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA sort de séance.

33. Contrat de ville - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Ville de Montpellier - Autorisation de signature

La circulaire du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) prévoit la rénovation des

contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR) qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduit, au niveau local, la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et de celle de chacun des partenaires.

Ce protocole d'engagements renforcés et réciproques est conçu comme un levier pour relancer le contrat de ville et s'inscrit donc dans sa continuité. L'objectif consiste à ajuster la stratégie initiale de 2015 pour mieux répondre à l'évolution des besoins des habitants, et identifier pour chaque partenaire les modalités de leurs interventions renforcées respectives au titre de leur politique de droit commun, ainsi que leur inscription et participation au service de ces objectifs.

Dans un délai très contraint imposé par la circulaire, l'ensemble des parties prenantes ont été associées à la démarche : institutions, conseils citoyens, associations et entreprises. La délibération présentée au Conseil municipal du 18 juillet dernier a décliné la méthode qui a été engagée, méthode basée comme pour l'élaboration initiale du contrat de ville, sur l'échange et le partenariat. Les grands projets tels que le NPNRU, la Cité Educative, relevant des champs affichés dans le pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités signataires, ont été repérés, discutés et figurent dans le protocole. Les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ont été intégrées. Des ajouts pourront y être apportés dans le cadre d'un avenant ultérieur.

Outre le contenu même du protocole qui rappelle les préconisations de l'évaluation du contrat de ville, la déclinaison sous forme de schémas des objectifs opérationnels, les engagements de chacun des financeurs, la mise à jour des modalités de pilotage et d'animation, celui-ci comprend également :

- le tableau compilant les engagements des partenaires sur leurs projets spécifiques aux quartiers politique de la ville ;
- le tableau d'évolution des fiches opérationnelles et les 69 fiches détaillées qui constituent l'ossature du contrat de ville jusqu'en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le Protocole d'engagements réciproques et renforcés 2019 – 2022 constituant l'avenant n° 2 du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA et Monsieur Patrick VIGNAL entrent en séance.

34. Charte de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) - Adhésion

-Signature

La situation des personnes à la rue, parmi lesquelles des personnes migrantes cherchant un refuge dans les villes de France, ne cesse de se dégrader. Au cœur de notre ville, nous comptons chaque jour des femmes, des hommes et des enfants en attente d'une solution. Exposées à toutes les difficultés qu'implique la vie dans la rue, ces personnes sont dans une situation d'extrême vulnérabilité.

La Ville de Montpellier intervient de manière volontariste pour permettre le respect de leur droits fondamentaux en attribuant près de 265 000 € de subventions aux associations caritatives, dont 190 000 € dédiés à la lutte contre la précarité alimentaire. Des locaux municipaux et les excédents de la restauration scolaire sont également mis à disposition des distributions alimentaires à hauteur de 194 000 €.

Un chef de projet est identifié au sein des services de la Ville pour connaître et conseiller les associations dans leurs projets et demandes auprès de la collectivité. Il permet une coordination et une interface avec les services du domaine public sur les lieux des distributions alimentaires et tout au long de la semaine dans le centre-ville, lieu principal de distribution aux Sans Domicile Fixe. Ce dernier met à jour et diffuse le livret Montpellier Solidarité dans les établissements de la ville et auprès des associations.

Ville historique de tolérance et d'accueil, Montpellier souhaite renforcer son engagement dans cette démarche de mise en commun d'échanges de bonnes pratiques entre élus œuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes et ce en adhérant à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) qui regroupe diverses collectivités autour de valeurs humanistes et de recherche de solutions humanistes et adaptées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) pour un montant de 1 700 euros ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver la signature de la charte de l'association ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette charte et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de l'adhésion à l'association ANVITA qui s'occupe des migrants. Je les ai rencontrés. Vous allez nous dire tout ce que nous avons prévu avec eux, Madame YAGUE, que ce soit la signature de la charte ou les engagements qui n'étaient pas prévus eu départ mais que je leur ai apportés et qu'ils ont acceptés.

Madame YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Face au défi de la grande pauvreté et de la précarité de nos concitoyens, cumulé aux grands enjeux migratoires actuels, de nombreuses municipalités se retrouvent en première ligne pour en traiter les causes et les conséquences et ce, bien que ne disposant pas des compétences en la matière. La dilution des responsabilités nationales et l'enchevêtrement des prérogatives institutionnelles provoquent questionnement, incompréhension, revendication voire colère chez nos concitoyens. Le Maire reste l'élu symbolisant le lien de proximité et devient de plus en plus le réceptacle des attentes mais aussi du mécontentement de nos

concitoyens. Il est indispensable aujourd'hui d'éclairer ce débat et de poser légitimement nos interrogations vis-à-vis de l'État et des collectivités territoriales en charge et responsables de ces problématiques. Il est urgent de poser les principes d'un débat ouvert, apaisé et constructif et d'imaginer les espaces nécessaires à cet échange collectif. Enfin, cette démarche permettra tout en réaffirmant les obligations des uns et des autres de déterminer les conditions d'une discussion sereine.

C'est à ce titre que vous est proposée l'adhésion de la Ville à l'Association nationale des Villes et Territoires accueillants (ANVITA). Elle vise à :

- rassembler les collectivités locales en proie à cette fragmentation institutionnelle de ces problématiques et ce afin de réaffirmer les obligations de l'État s'agissant des demandeurs d'asile et l'hébergement d'urgence et globalement de la gestion de la grande pauvreté en lien avec les Départements ;
- d'échanger entre les collectivités adhérentes et de mutualiser les bonnes pratiques, de rassembler les élus ;
- de sensibiliser la population aux grands enjeux migratoires actuels et de la grande pauvreté par l'analyse et la présentation de véritables données objectives, pragmatiques et vérifiées nationalement et localement ;
- de créer un véritable espace de dialogue interinstitutionnel avec la contribution des acteurs associatifs et de la société civile.

Cette démarche sur Montpellier est en lien direct avec nos choix politiques menés depuis ces dernières années que ce soit au titre :

- de notre politique de solidarité alimentaire (près de 400 000 € d'aide directe et de mise à disposition de locaux y sont consacrés chaque année) ;
- des aides et secours d'urgence attribués par notre centre communal d'action sociale ;
- de la domiciliation au CCAS de nos concitoyens en situation d'habitat précaire et/ou à la rue. Cela concerne environ 4 000 personnes. La domiciliation est, en effet, l'acte premier de l'accès au droit. Il est donc d'une importance primordial ;
- de notre engagement au côté de l'État dans la mise en œuvre du Plan logement d'abord ;
- de notre participation à l'ensemble des travaux menés par l'État et le Département au titre du Plan grande pauvreté ;
- de nos engagements à poursuivre un effort constant de production de logements sociaux et très sociaux à travers les pensions de famille, centres d'hébergement d'urgence et d'accueil ;
- des aides apportées au CADA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile) soit 275 000 € ou encore les aides à la mobilité par la mise en place d'un tarif spécifique à 3,40 € mensuels, du dispositif d'accompagnement à l'intégration et à l'insertion socioprofessionnelle des statutaires en lien avec la Diar (Délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés).

Comme vous le voyez, nos actions sont multiples et correspondent à l'état d'esprit d'une ville accueillante et cette volonté s'inscrit parfaitement dans les enjeux de la charte ANVITA. C'est tout Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci. Je me suis simplement engagé à créer un groupe de travail pour suivre toute la problématique des migrants au cours de l'année avec, à la fois, les collectivités, les élus concernés, les collectifs, les associations et les services.

Deuxième point : je me suis engagé à écrire au directeur du CHU pour demander que les tests osseux ne soient pas systématiques comme à l'hôpital de Nîmes.

Troisième point : le fait de dé-dubliner peut rester possible sur lettre de l'élu au Préfet et acceptation du Préfet. Voilà les trois conditions que j'ai assorties et sur lesquelles l'association et les collectifs sont parfaitement d'accord.

Madame HART.

Madame HART : Merci Monsieur le Maire. Nous allons, bien évidemment, voter l'adhésion à la charte ANVITA, avec grand plaisir. Ceci renforce le positionnement de notre belle ville : humaniste, solidaire, accueillante. Nous allons encore plus loin que la charte ; c'est une excellente chose.

Je voudrais également évoquer un sujet qui, j'espère, nous mettra toutes et tous d'accord ici ce soir. Ce faisant, j'aimerais aussi à mon niveau avoir une grande pensée pour notre amie Elyett HERMANN qui, je sais, aurait compris mon intervention à venir. Elyett, je pense fort à toi. Samedi 16 novembre au petit matin, un sans-abri d'une quarantaine d'années a été retrouvé sans vie sur la voie publique, boulevard Victor-Hugo, sous un porche avec son chien à deux pas de la place de la Comédie. Cet homme, sans domicile, dormait régulièrement dans cette rue depuis plusieurs années. Ce soir-là, il a fait particulièrement froid. Au 20 novembre 2019, 369 personnes sans-abri sont mortes dans les rues de France, à 49 ans en moyenne. L'espérance de vie dans la rue est de 49 ans soit 30 ans plus tôt que la moyenne des Français. On ne meurt pas plus en hiver qu'en été mais, ce qui est sûr, c'est que l'on meurt isolé. Ces morts sont un scandale qui doit interpeller chacune et chacun à son niveau, personnel comme collectif, et quelles que soient nos appartenances politiques ou religieuses. Agissons ensemble avec détermination parce qu'il y a urgence. Travaillons de concert avec les associations sur le terrain pour qu'à Montpellier, cette situation ne se reproduise plus car dans les mots du très grand Abbé Pierre, la maladie la plus constante et la plus mortelle mais aussi la plus méconnue de toute société est l'indifférence.

Je me permets, Monsieur le Maire, ce soir, de vous proposer de faire une minute de silence pour ce Monsieur, ce Montpellierain, que certains d'entre nous connaissaient mais aussi pour les 369 personnes mortes dans les rues de France.

Monsieur le Maire : Je vous remercie de votre proposition Madame HART. Nous allons le faire pour tous ceux qui meurent dans la rue, ou abandonnés, ou isolés, ici ou partout dans le monde.

Madame HART : Merci.

Monsieur le Maire : C'est une chose qui revient depuis l'aube de l'humanité et qui mérite à certains moments de la vie publique que l'on s'y attache.

Madame HART : Merci.

Le Conseil municipal observe une minute de silence.

Monsieur le Maire : Je vous remercie. Je mets aux voix. Madame BOUALLAGA.

Madame BOUALLAGA : Merci Madame HART pour cette minute de silence pour toutes ces personnes qui sont décédées. Merci Madame YAGUE pour tout le travail que vous faites. Je sais à quel point vous êtes dévouée. Bien sûr, je voterai cette charte mais force est de constater que toutes les chartes pour vous, Monsieur le Maire, n'ont pas la même valeur. J'ai noté que vous ne voulez pas me donner la parole...

Monsieur le Maire : S'il vous plaît, répondez sur l'affaire. Je vais vous redonner la parole si ça traite de l'affaire.

Madame BOUALLAGA : Non, je ne vais pas relire mon texte, je vais le faire passer à la presse.

Monsieur le Maire : Vous faites ce que vous voulez. Personne ne vous empêche de faire ce que vous voulez.

Madame BOUALLAGA : Bien sûr. Je verse ma contribution au débat. Je note votre abus de pouvoir. Je ferai passer tout ça dans les réseaux sociaux ; ne vous inquiétez pas, faites-moi confiance. Tout de même, il faut rappeler qu'en matière de charte, vous êtes un champion. Du coup, pour cette charte, on peut dire que vous respectez la règle et je vous en salue car, bien sûr, on ne peut qu'honorer la fondation Abbé Pierre. En revanche, pour la charte Anticor, ça tique un peu : la présence et la proximité affichée du Maire auprès d'un cercle d'influence en contradiction avec ses prises de distance annoncées au cours de la campagne électorale en 2014, l'arrêt du soutien publicitaire à destination notamment de la compagnie Ryanair, la transparence et la citoyenneté...

Intervention hors micro d'un élu.

Madame BOUALLAGA : Oui, j'ai voté contre, moi.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Maire : On ne finance plus rien.

Intervention hors micro d'un élu.

Madame BOUALLAGA : Oui, j'ai voté contre.

Monsieur le Maire : J'ai répondu.

Madame BOUALLAGA : Vous ne financez plus. C'était pour souligner votre amour transi pour les...

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame BOUALLAGA. Très intéressant votre propos.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

35. Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative aux opérations "Aménagement d'un tiers lieu numérique rue Draparnaud" et "Requalification du hall d'entrée de l'EHPAD Mathilde Lartigue" (dotation Politique de la Ville)

Conformément aux dispositions de l'article L.123-5 du Code de l'action sociale et des familles, le

Centre communal d'action sociale (CCAS) est chargé d'animer une action générale de prévention et de développement social sur le territoire communal, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées et en collaboration avec d'autres services de la collectivité. Il a un statut d'établissement public local.

Dans ce cadre, outre les missions spécifiques confiées par les textes en matière d'aide sociale légale, le CCAS de Montpellier est chargé par la Ville de diverses missions d'action sociale inscrites dans son projet de cohésion sociale contribuant ainsi à la mise en œuvre des politiques publiques municipales, notamment à destination des populations fragilisées.

Ainsi, la lutte contre les exclusions, l'insertion et l'accompagnement des publics en difficulté, ainsi que la prévention et l'accompagnement du vieillissement représentent les deux principales missions du CCAS.

La Ville de Montpellier, par convention avec l'État et la Métropole en date du 16 août 2018, est bénéficiaire de subventions DPV (dotation politique de la ville). Cette convention comporte deux opérations portées par le CCAS :

- L'aménagement d'un tiers lieu numérique rue de Draparnaud. Situé dans le quartier Figuerolles il a vocation à devenir un véritable espace collaboratif en proposant une multitude de services visant une inclusion globale (sociale, professionnelle, budgétaire et numérique).
- La requalification de l'entrée du hall de l'EHPAD Mathilde Lartigue : amélioration des conditions d'accueil aussi bien des résidents que des nombreuses personnes du quartier des Hauts de Massane venant dans cet établissement (intergénérationnalité)

Le CCAS de la Ville de Montpellier assure la charge des dépenses, telles que figurant dans les budgets prévisionnels ci-dessus.

Aménagement du tiers lieu rue Draparnaud

COUT OPERATION HT	MONTANT DPV	TAUX DPV
1 800 000 €	738 000 €	41 %

Requalification de l'entrée du hall de l'EHPAD Mathilde Lartigue

COUT OPERATION HT	MONTANT DPV	TAUX DPV
50 000 €	25 000 €	50 %

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à verser au CCAS la totalité des subventions perçues au titre de ces deux opérations dont la maîtrise d'ouvrage incombe au CCAS, selon les modalités prévues à la convention de gestion jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de gestion entre le CCAS et la Ville de Montpellier relative aux deux opérations « Aménagement d'un tiers lieu numérique rue Draparnaud » et « Requalification de l'entrée du hall de l'EHPAD Mathilde Lartigue » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

36. Conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » Ville de Montpellier - Enedis Direction Hérault - associations Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon et Octopus expression - Exercice 2019 - Approbation

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

Le Conseil de Métropole du 25 janvier 2018 a, au titre de ses compétences transférées, approuvé l'avenant n° 4 de cette convention qui prévoit dans son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de cette convention, de son avenant et du Contrat de Ville 2015-2020, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville ainsi qu'un projet permettant de lutter contre la précarité énergétique et favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Ces actions se déclinent comme suit :

- **La mise en œuvre d'un chantier citoyen ayant pour objectif la lutte contre la précarité énergétique :**

De nombreux ménages issus des quartiers Politique de la Ville n'ont pas suffisamment accès à l'information et ne sont pas sensibilisés à la maîtrise des énergies et aux « éco-gestes ». Afin d'augmenter le recours aux techniques et pratiques améliorant la maîtrise de l'énergie, six services civiques seront engagés et encadrés par l'association des Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon avec pour missions principales de :

- créer des moyens de communication (événements, flyers...) ;
- sensibiliser les habitants ;
- orienter les habitants vers les dispositifs adéquats existants ;
- favoriser les échanges et partages d'expériences à travers des événements conviviaux rassemblant les jeunes engagés en service civique, les professionnels du domaine et les habitants du Quartier Politique de la Ville concerné.

Ce dispositif représente une étape positive dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes suivis par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), intéressés par les métiers de l'énergie.

L'association Les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon (ANCB Ets LR), ayant une expertise sur la professionnalisation des jeunes et sur l'habitat souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault. Par ailleurs, l'association Octopus Expression ayant des compétences sur l'accompagnement socioprofessionnel des jeunes et les techniques d'expression orale souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault.

La présente délibération a pour objectif d'approuver pour le projet sus-exposé les attributions suivantes :

- 25 000 € pour l'association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon soit 5000 € attribués par la Ville de Montpellier et 20 000 € attribués par Enedis Direction Hérault ;
- 6 000 € pour l'association Octopus Expression soit 3 000 € attribués par la Ville de Montpellier et 3 000 € attribués par Enedis Direction Hérault.

• **La mise en place de l'Espace Ressource Habitat :**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault partage ce même objectif de diffuser l'information liée à la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements ;
- un espace informatique avec une connexion Internet afin d'accompagner les habitants à la création de leur espace numérique Linky et à maîtriser leur consommation d'électricité.

La présente délibération a pour objectif d'approuver pour le projet sus-exposé, l'attribution de 9 500 € pour l'association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon soit 4 500 € attribués par la Ville de Montpellier et 5 000 euros attribués par Enedis Direction Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre d'un chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique et de l'Espace Ressource Habitat ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et Octopus expression pour la mise en œuvre d'un chantier

- citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique ;
- d'approuver l'attribution de la somme de 12 500 € par la Ville de Montpellier selon les modalités sus-exposées, soit 8 000 € (5 000 € attribués à l'association les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon et 3 000 € attribués à l'association Octopus Expression) au titre de la mise en œuvre de chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique et 4 500 € à l'association les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat, et l'imputation de la dépense au budget de la Ville, sur la nature 65748, chapitre 934;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes, soit 23 000 € (20 000 € attribués à l'association les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon et 3 000 € attribués à l'association Octopus Expression) au titre de la mise en œuvre de chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique, 4 000 € à l'association les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat et enfin 5 000 € au titre de la valorisation du personnel interne d'Enedis Direction Hérault mobilisé sur les projets ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE)

37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

- Dans le cadre de la thématique **HANDICAP** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3901	HALTE POUCE	Projet	ENFANCE ACCOMPAGNEMENT HANDICAP	2 500 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	ESCAPE GAME HANDICOM	3 000 €
TOTAL				5 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Par délibération n°V2018-495 du 19 décembre 2018, la Ville a attribué une subvention de 2 000 € à

l'association des paralyses de France pour la réalisation du projet APFINITY. L'association ne pouvant pas réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

- Dans le cadre de la thématique **SOLIDARITE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Projet	ACHAT D'UN NOUVEAU CAMION REFRIGERE	20 000 €
2030	ASSOCIATION VIE ET ANIMATION	Projet	ANIMATION MUSIQUE	400 €
5138	BLOUSES ROSES	Fonctionnement		1 500 €
5662	LE BARIL	Projet	DOCUMENTAIRE "DIS-MOI L'HISTOIRE"	5 000 €
5662	LE BARIL	Projet	"DIS-MOI L'HISTOIRE" =2	7 000 €
5997	ASSOCIATION FAMILIALE D'ENTRAIDE PROTESTANTE	Fonctionnement		2 000 €
6151	ASSOCIATION PIC ASSIETTE	Fonctionnement		1 800 €
6541	MIAMUSE	Projet	SENSIBILISATION A UNE ALIMENTATION	2 000 €
6727	AREA	Projet	INSERTION SOCIALE GLOBALE	5 000 €
6988	LA BULLE DOUCHE NOMADE	Projet	ACHAT PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE	2 000 €
TOTAL				46 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1783	OCTOPUS EXPRESSION	Projet	CHANTIER CITOYEN LIE A LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE	3 000 €

6839	COMPAGNONS BATISSEURS LANGUEDOC ROUSSILLON	DU Projet	FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DE 6 JEUNES EN SERVICE CIVIQUE SUR LE PROJET CHANTIER CITOYEN EN LIEN AVEC LA LUTTE CONTRE LA PREACRITE ENERGETIQUE.	5 000 €
TOTAL				8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Projet	ESPACE SOLIDARITE	6 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADÉ NORD	Projet	ACCES AUX DROITS ET MEDIATION SOCIALE	7 000 €
5847	MOT'SON	Projet	RAP LIVE	3 000 €
7162	REBONDS	Projet	PROJET INSERTION RUGBY	2 000 €
TOTAL				18 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Par délibération n°V2019-108 du 27 mars 2019, la Ville a attribué des subventions à l'ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE pour la réalisation de projets dans le cadre du contrat de Ville.

L'association ayant cessé son activité, il y a lieu de modifier l'attribution de ces subventions :

	Nom de la structure	Type		Ancien Montant	Nouvelle attribution
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	Projet	ATELIERS SOCIOLINGUISTIQUES	4 500 €	1 125 €
		Projet	CLUB DES FEMMES/ACCES A LA CULTURE	1 000 €	250 €
		Projet	CLUB DES JEUNES	2 000 €	500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de **78 200 €** ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

38. Convention cadre Ville de Montpellier – CAF de l'Hérault – Conseil Départemental – Adages pour la mise en œuvre du dispositif "Plateforme garde d'enfant et Service d'accueil familial d'insertion"

La difficulté de trouver un mode d'accueil pour leur(s) enfant(s) constitue un réel frein pour les parents bénéficiaires du RSA et désireux de suivre une formation professionnelle ou d'accéder à l'emploi. L'enjeu est donc de lever les freins en proposant un dispositif, réactif et souple, garantissant la solvabilisation du coût de l'accueil.

Désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault ont d'abord signé, en 2013, un protocole d'accord visant à identifier les besoins d'accueil de ces familles puis à mobiliser des places dans les structures municipales pour accueillir leur(s) enfant(s).

En 2014, pour répondre aux besoins grandissants de places d'accueil au bénéfice de ces familles, la Ville de Montpellier, la Caf, le Département et l'association Adages ont signé une convention pour expérimenter un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI). Ce service, porté par Adages, permet en effet de proposer une offre d'accueil complémentaire et plus réactive en orientant les enfants vers un accueil en crèche familiale, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective.

Jusqu'en 2018, à travers la Plateforme Garde d'Enfants (PGE), la Caf de l'Hérault était chargée du suivi et de l'accompagnement de ces familles, de l'instruction et de l'orientation des demandes d'accueil et de l'évaluation de l'action. Il est à noter que depuis septembre 2018, Adages assure le portage unique du dispositif en gérant à la fois la PGE et le SAFI.

Les évaluations favorables successives ont permis de reconduire ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2018. La convention initiale étant arrivée à son terme, il est donc proposé de renouveler la convention cadre sur la base de ces nouvelles modalités partenariales. La convention est conclue du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022, en concordance avec la durée du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022 dans lequel l'action est inscrite.

Chacun des partenaires intervient de la manière suivante :

- dans le cadre CEJ 2019-2022, la Ville de Montpellier s'engage à financer 4 places du SAFI sous la forme de prestation de service horaire et une partie du poste de coordination nécessaire à la mise en œuvre de la PGE sous la forme d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement. La Ville s'engage également à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires à la mise en œuvre du présent dispositif, dans la mesure de ses disponibilités ;
- la Caf s'engage à accompagner financièrement le dispositif SAFI/PGE via la Prestation de service unique et une subvention Fonds publics et territoire. La Caf s'engage également à soutenir la Ville de Montpellier dans le cadre du CEJ (à hauteur de 55% maximum du financement municipal) ;
- le Conseil Départemental s'engage à soutenir financièrement le dispositif SAFI/PGE dans le cadre d'une convention annuelle. Il doit également accompagner l'action sur le plan technique, règlementaire et organisationnel ;
- l'association Adages s'engage à piloter et organiser l'évaluation du dispositif, assurer la coordination avec les partenaires, accompagner les familles, instruire les demandes et gérer l'activité du SAFI.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention cadre pour la poursuite du dispositif PGE/SAFI entre la Ville de Montpellier, la Caf, le Conseil Départemental et l'association Adages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ci-jointe, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE ne prend pas part au vote. Je mets aux voix et après vous vous exprimerez.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE)

Monsieur le Maire : Madame YAGUE.

Madame YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Je ne voudrais pas passer à côté de l'information de ce prix Territoria d'argent que nous avons reçu le 13 novembre.

Monsieur le Maire : Expliquez-le bien car c'est très important.

Madame YAGUE : C'est un prix national qui a été remis par le ministre de la Cohésion des territoires à Paris le 13 novembre 2019 sur un projet qui s'inscrit dans la lutte contre la précarité énergétique intitulé « Les agents sociaux se mobilisent contre la précarité énergétique ». Je voudrais remercier, à cette occasion, tous les travailleurs sociaux du CCAS qui se sont engagés sur cette voie. Ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile non plus à valoriser. Malgré tout, il a été reconnu sur le plan national. L'année dernière, nous avons eu la chance d'avoir un Territoria d'or sur la collocation étudiante. Celui-ci continue à faire son chemin puisque nous sommes nominés pour un prix

européen qui sera remis le 5 décembre à Berlin.

Aujourd'hui, ce Territoria d'argent vient un peu plus conforter et mettre en lumière tout l'engagement du personnel du CCAS de Montpellier. Quand on travaille dans le social, on est souvent invisible. Aujourd'hui, c'est certainement la première fois que le CCAS de Montpellier reçoit un prix de cette importance. Je trouve que ça vient récompenser également ce revirement que nous avons fait sur la politique sociale, que vous nous aviez commandé en début de mandat : moderniser la politique sociale, être au plus près des citoyens et des problématiques qu'ils rencontrent. Je crois qu'aujourd'hui, nous en avons une bonne image en recevant deux prix et j'espère bientôt une reconnaissance européenne.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup.

39. Crèche Joséphine Baker - Délégation de service public - Délibération de principe

Située en plein cœur de la ZAC Ovalie, la crèche Joséphine Baker est un établissement municipal d'accueil des jeunes enfants qui offre une capacité de 60 places en accueil collectif et de 9 places en accueil familial. Depuis son ouverture en 2012, ce multi-accueil collectif et familial accueille chaque mois environ 90 enfants de 0 à 3 ans qui habitent principalement le quartier.

Par délibération, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) pour une durée initiale de 3 ans. A l'issue de la procédure de désignation du délégataire, la gestion de cette crèche a été confiée à la Mutualité Française de l'Hérault à compter du 1^{er} septembre 2012.

Au terme de ce premier contrat, le Conseil municipal a autorisé le renouvellement de la DSP puis, par délibération du 23 juillet 2015, a confié l'exploitation de la crèche à la société People & Baby pour une durée de 6 ans.

Ce contrat de DSP arrivant à son terme le 31 août 2021, il est engagé une nouvelle réflexion sur le choix du mode de gestion à adopter à partir du 1^{er} septembre 2021. Conformément à l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le principe du recours à la délégation de service public pour la gestion d'un équipement. En amont, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a été consultée le 28 octobre 2019 sur ce projet de gestion déléguée ainsi que le Comité Technique.

Le rapport annexé présente la situation actuelle du service, détaille les avantages du recours à la délégation de service public et liste les principales caractéristiques du futur contrat, si ce mode de gestion est retenu. Les principaux éléments du rapport sont présentés ci-après :

1. Le recours à la délégation de service public

Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker est une solution qui permet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. En s'appuyant sur l'expérience des sept dernières années de gestion déléguée pour cette structure d'accueil, plusieurs avantages sont mis en évidence :

L'optimisation de l'offre : la Ville de Montpellier accueille chaque année près de 4 000 nouveaux arrivants. Ce solde migratoire exponentiel s'accompagne d'une natalité élevée (3632 naissances en 2018). Au regard de ce dynamisme démographique, il est nécessaire de développer et d'adapter l'offre d'accueil. Or, cette pression du besoin, ainsi que les contraintes budgétaires et les exigences réglementaires qui se cumulent et ne cessent d'augmenter se répercutent déjà sur les 30 établissements d'accueil que la Ville gère en régie directe.

La maîtrise des coûts d'exploitation : le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts car ces derniers sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle dans le cadre de la mise en concurrence. D'autre part, des études de coûts ont démontré, qu'à nombre de berceaux et niveaux de prestation équivalents, le reste à charge pour la Ville d'une place en gestion déléguée équivaut au quart d'une place en gestion directe. Dans un contexte de croissance démographique, cette optimisation permet à la collectivité de se donner les moyens de continuer à développer l'offre sur le territoire montpelliérain, à court et moyen terme.

L'échange d'expériences : le recours à une entreprise expérimentée dans la gestion d'une crèche municipale permet également l'échange enrichissant de pratiques et d'expertise. Cet échange peut être profitable notamment dans le cadre des pratiques professionnelles telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles, le partage des projets pédagogiques ou encore l'optimisation de la fréquentation des établissements. La crèche municipale déléguée participe comme les autres établissements municipaux à la mise en œuvre du service public, par exemple au moment des fermetures estivales (crèche de garde).

Eu égard à la nécessité d'adapter l'offre d'accueil et à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, la Ville préconise donc de renouveler le recours à la délégation de service public pour cet établissement plutôt qu'une exploitation en régie directe, dans la continuité d'un mode de gestion satisfaisant et instauré depuis 2012.

2. Principales caractéristiques du futur contrat

2-1 Objet du contrat

La Ville de Montpellier confiera au délégataire l'exploitation du service public et mettra à disposition l'ensemble des infrastructures et équipements nécessaires au bon fonctionnement dudit service.

Le délégataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et devra assumer en tout temps, à ses risques et périls, l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité. Il devra assurer en totalité les prestations et missions nécessaires au bon fonctionnement de la crèche.

2-2 Durée du contrat

La durée du contrat sera de 5 ans et prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2021.

2-3 Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

2-3-1 Missions

Le délégataire assurera un service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif ou familial, des enfants âgés de moins de quatre ans. Le service délégué pourra offrir 69 places au total, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 places en accueil collectif, régulier ou occasionnel et jusqu'à 9 places en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement et salariées du délégataire.

Les enfants devront être accueillis dans le respect des normes d'encadrement des enfants prévues par les textes réglementaires. Le délégataire sera également chargé de la rédaction du projet d'établissement et du projet pédagogique qui devra satisfaire aux principes posés par le projet éducatif municipal.

La livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas devront être assurés dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

Le délégataire est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, y compris les assistantes maternelles dévolues à l'accueil familial, dans le respect des dispositions du Code du Travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité (décrets du 1er août 2000, du 20 février 2007 et du 7 juin 2010). De plus, le délégataire aura seul la responsabilité des relations avec les familles.

2-3-2 Investissements

Certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à son projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis au délégant à la fin du contrat.

2-3-3 Entretien, renouvellement et GER

La Ville mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens et équipements affectés à la crèche, qui lui fera retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat. Le délégataire procédera au renouvellement nécessaire à l'exploitation du service.

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge. Le délégataire souscrira, pour son propre compte, et pour la durée de la convention de délégation, l'ensemble des contrats de maintenance, entretien et prestations de service nécessaires pour satisfaire aux obligations de l'exploitation.

Il entretiendra en bon état l'ensemble des locaux et matériels et effectuera toutes les réparations nécessaires à la bonne utilisation et à la conservation des lieux, en assumant notamment les prestations suivantes : entretien courant et nettoyage périodique des locaux, maintenance préventive et curative de tous les équipements, maintenance préventive et curative contre les nuisibles et tous les autres contrats de maintenance nécessaires à l'exploitation.

Le délégataire devra constituer, en sa comptabilité, un compte destiné aux travaux de gros entretien et renouvellement, communément dénommé compte « GER ». Le montant du compte « GER » sera négocié et fixé contractuellement. Au terme du contrat de délégation de service public et quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur du compte GER sera restitué à la Ville de Montpellier. Dans l'hypothèse d'un solde débiteur, celui-ci demeurera à la charge du délégataire.

2-4 Conditions financières

En contrepartie de la gestion de la crèche, le délégataire percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation suivantes : les participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, les prestations de la Caf et la participation de la Ville telle que définie dans le contrat. Une redevance fixe pourrait être envisagée dans le cadre du contrat pour l'équipement mis à disposition par la Ville.

2-5 Rôle de la Ville en tant qu'autorité délégante

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT, la Ville dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Ville de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public. La Ville de Montpellier aura notamment la faculté de contrôler la qualité des prestations, le bon entretien des locaux et les installations concernées par la convention et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés. Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le délégataire de ses responsabilités, ni engager celle de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations. De surcroît, la Ville pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute du délégataire, conformément aux dispositions légales, ou pour motif d'intérêt général, sous réserve du versement d'indemnités.

2-6 Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls. Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Ville.

La Ville remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations

qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issu de nouveaux recrutements.

2-7 Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprise. Il sera prévu que les biens de reprise reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis. Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services publics Locaux et du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public ;
- d'approuver les caractéristiques principales de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche Joséphine Baker ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA.

Madame BOUALLAGA : Comme vous ne voulez pas me donner la parole, je souhaite que ma lettre pour les Montpelliérains soit inscrite au procès-verbal (*NDR : la lettre est reproduite en appendice, en fin du présent procès-verbal*).

Monsieur le Maire : Oui avec plaisir. Je vous dis oui.

Madame BOUALLAGA : Pourquoi vous ne voulez pas que je prenne la parole ? Vous avez peur de quelque chose ?

Monsieur le Maire : Parce que vous l'avez déjà fait. Contre ?

Madame BOUALLAGA : Vous avez peur de quelque chose ? De quoi vous avez peur ?

Monsieur le Maire : Je n'ai peur de rien.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 7 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare

HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur le Maire : La première DSP a été votée en 2012. Vous êtes contre la DSP.

40. Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de deux parcelles AI 87 commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez

Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, il convient de céder à Montpellier Méditerranée Métropole deux parcelles appartenant à la Ville de Montpellier, la première cadastrée AI 87, d'une superficie de 561 m², située avenue Agropolis sur la commune de Montpellier, la deuxième cadastrée AB 103 de 210 m² sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

Cette acquisition est nécessaire en vue de l'implantation des équipements du tramway et pour permettre la reconstitution des espaces publics.

Il s'agit de deux parcelles en nature de voirie et espace vert, acquises par la Ville de Montpellier à titre gratuit.

Dans ce contexte, il est proposé une cession à l'euro symbolique en raison du transfert de charges résultant de la cession, conformément aux deux avis des domaines n°2019-172V0062 en date du 16 janvier 2019, et n°2019-169V0679 en date du 3 juin 2019.

L'acte de vente des deux parcelles au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, sera confié à Maître Nouguier, notaire de Montpellier, qui a déjà travaillé sur ces terrains.

Une prise de possession anticipée est accordée à la Métropole, acquéreur, à compter de la présente délibération, pour lui permettre d'effectuer les premiers sondages et les premières interventions en vue des futurs travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- accepter la cession à la Métropole des deux parcelles à savoir AI 87 de 561 m² située à Montpellier, et AB 103 de 210 m² située à Montferrier-sur-Lez, à l'euro symbolique conformément aux deux avis de France Domaine ;
- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à prendre possession du bien à compter de la présente délibération, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux sur ces deux emprises ;
- de confier la rédaction de l'acte constatant le transfert de propriété à Maître Nouguier, notaire de Montpellier, aux frais de l'acquéreur ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ)

41. Ouverture dominicale des établissements de commerce de détail - Avis du Conseil Municipal

La loi Macron (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouvertures dominicales sont les suivants :

-pour les secteurs d'activités suivants : Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer, Electroménager-TV HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 12 janvier, 28 juin, 29 novembre, 6 décembre, 13 décembre, 20 décembre et 27 décembre 2020.

-pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2020, aux 5 dates suivantes : 19 janvier, 15 mars, 14 juin, 13 septembre et 11 octobre 2020.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole s'est prononcé sur ces dates lors de sa séance du 18 novembre 2019.

En vertu des dispositions de l'article 3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en termes de rémunération et de repos compensateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2020.
- D'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur de l'automobile seront autorisés à ouvrir en 2020.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions auprès de Madame PEREZ ? Monsieur DUMONT.

Monsieur DUMONT : Merci Monsieur le Maire. Une petite précision. La loi Macron permet aux Maires d'autoriser l'ouverture dominicale, quand on lit la note, jusqu'à 12 fois dans l'année. Il faut

l'avis du Conseil municipal quand le nombre de dimanches concernés est supérieur à cinq. La Métropole a fixé certaines ouvertures et il n'y en a que sept. Je suis un peu étonné. N'aurions-nous pas pu en fixer 12 ? Avec le mouvement des Gilets jaunes, il aurait été bienvenu pour les commerçants de permettre le nombre d'ouvertures maximal comme l'a d'ailleurs fait le Maire de Nice. Est-ce que l'on peut avoir une précision sur ce point ?

Monsieur le Maire : Oui. Madame PEREZ.

Madame PEREZ : Cher collègue, cette décision a été prise en concertation avec les organismes concernés et les commerçants. La réunion a eu lieu il y a à peu près deux mois. C'est à leur demande que nous avons retenu sept dates. Une a, d'ailleurs, été modifiée puisque sur l'année précédente, il y avait une ouverture le 14 juillet qu'ils n'ont pas souhaité conserver. Elle a été remplacée par la date du 27 décembre à la demande de nombreux commerces de bouche puisque suivent après les festivités de fin d'année.

Monsieur le Maire : En fait, Monsieur DUMONT, c'est une commission qui prend la décision où sont représentés les commerçants et les organismes consulaires puisque les Chambres de métiers sont là. C'est une décision collégiale avec les commerçants. Nous suivons. S'ils avaient voulu en faire 10, nous aurions pu dire OK.

Monsieur DUMONT : C'est bon à savoir, comme cela, nous pourrions expliquer aux commerçants de ne pas toujours se plaindre.

Monsieur le Maire : Il y a des communes, notamment sur des stations balnéaires, qui ont opté pour 10 ou 12.

Monsieur DUMONT : Voilà. Oui.

Monsieur le Maire : Madame PEREZ.

Madame PEREZ : J'avais d'ailleurs cette année demandé qu'il y ait des représentants du petit commerce – sans être péjorative – du centre-ville. Il y avait trois représentants pour couvrir tout le secteur de l'Écusson. Eux n'ont pas souhaité ouvrir plus que les sept dimanches.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix (Hervé MARTIN)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

42. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Conventions de parrainage et de mécénat - Approbation

Par délibération n° V2019/116 en date du 27 mars 2019, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières 2019 », ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient désormais d'approuver les conventions liant chaque parrain et mécènes de la manifestation à la Ville de Montpellier. Ces conventions ont pour objet d'encadrer les engagements

récioproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Ainsi, il est ici proposé de conventionner avec 21 structures ayant proposé leur partenariat :

NOM DU PARRAIN	MONTANT HT
AD VITAM	2 000 €
ENEDIS	2 000 €
SOCIETE GENERALE	2 000 €
RESTAURANT LES BAINS	2 000 €
PITCH PROMOTION	5 000 €
GROUPE FREY	5 000 €
ROXIM	5 000 €
MBS	10 000 €
FDI	10 000 €
HELENIS	10 000 €
CITEOS	10 000 €
VINCI IMMOBILIER	10 000 €
OCEANIS	10 000 €
MEDIAFFICHE	2 000 €
	COMPETENCES
CCI	20 000 €
France BLEU HERAULT	COMPETENCES
JC DECAUX	COMPETENCES
MIDI LIBRE	COMPETENCES
CLAAP	COMPETENCES
TOTAL PARRAINAGE	105 000 €

NOM DU MECENE	MONTANT
MC DONALD'S	10 000 €
AEROPORT DE MONTPELLIER	5 000 €
TOTAL MECENAT	15 000 €

Pour le mécénat, la participation donne droit à une réduction fiscale de 60 % du montant versé. L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention.

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, techniques ou de communication, ils ont été valorisés afin de déterminer la catégorie de parrainage (privilège et premium). Ils seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2019 entre la Ville de Montpellier et les structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 105 000 € HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés selon le règlement de parrainage ;
- d'approuver la signature des conventions de mécénat relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2019 entre la Ville de Montpellier et les structures présentées dans la présente délibération, les mécènes s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 15 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Madame BOUALLAGA.

Madame BOUALLAGA : Je fais appel à vos lumières, du coup, pour me permettre de prendre la parole. La lumière, c'est le contraire de l'obscurité. Alors, je vous demande une dernière fois de me laisser m'exprimer pour la démocratie.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA.

Madame BOUALLAGA : Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : C'est sur cette affaire que vous voulez vous exprimer ?

Madame BOUALLAGA : C'est sur la lumière, Monsieur. Sur la lumière. Donnez-moi la lumière. Éclairez-moi. Franchement, de quoi vous avez peur ? Je vais m'exprimer. Vous savez comment je m'exprime, vous avez l'habitude.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, avec vous c'est un chantage permanent...

Madame BOUALLAGA : Non !

Monsieur le Maire : ...Donc non.

Madame BOUALLAGA : Écoutez, Monsieur le Maire....

Monsieur le Maire : Monsieur COUR.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Écoutez, on ne peut pas travailler comme ça.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas une enceinte démocratique.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Monsieur COUR.

Interventions hors micro.

Monsieur COUR : De façon plus calme, je voulais prendre la parole sur cette affaire pour indiquer que l' élu qui est responsable de Cœur de ville en lumières est sorti de votre équipe ce matin, ce qui monte à sept le nombre d'élus qui vous ont quitté et ce qui signifie que ce n'est peut-être pas la fin non plus. Merci.

Monsieur le Maire : Écoutez, Monsieur COUR, il y en a sept qui sont partis, il y en a six qui sont arrivés. Le total, c'est moins un. On était à 45, nous sommes 44. Vous pourriez comparer avec d'autres Villes. Monsieur COLLOMB, à Lyon, il y en a 11 d'un coup qui sont partis.

Monsieur COUR : Monsieur le Maire, si on compare d'autres Villes, il faudrait dans ce cas, comparer Toulouse et Montpellier

Monsieur le Maire : Toulouse, il y en a deux ; j'ai fait le calcul.

Monsieur COUR : Le problème est de savoir si vous, en tant que Maire, vous travaillez pour les habitants de Toulouse ou pour les habitants de Montpellier parce que nous avons perdu la capitale régionale et, cette semaine, nous avons perdu encore la cour d'appel. Monsieur le Maire, s'il vous plaît, travaillez pour les Montpelliérains plutôt que pour les Toulousains.

Monsieur le Maire : Je compte sur vous parce que je sais que tous les matins vous travaillez pour eux.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Véronique DEMON, Véronique PEREZ, Philippe SAUREL)

Mesdames Valérie BARTHAS-ORSAL et Chantal LEVY-RAMEAU sortent de séance

43. Parking du parc de Lunaret - Réalisation de travaux d'aménagement

Le parc de Lunaret, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéens au nord-est de la ville. Il est au cœur d'un espace naturel (domaine de la Valette et bois de Montmaur) attractif et touristique. Le parc de Lunaret connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

La pression en stationnement est importante aux abords du parc de Lunaret. Le parking P5 situé en face de l'accès du parc est installé sur le site de l'ancienne patinoire de Montpellier. Il est le plus important espace de stationnement de la zone et pose actuellement un certain nombre de difficultés :

- La rampe d'accès est fortement détériorée (affaissement de la chaussée en enrobé) ;
- Le revêtement de sol du parking est en mauvais état (nids-de-poule, ornières, ...) ;
- Les places de stationnement ne sont pas matérialisées, ce qui pose des problèmes de gestion, notamment lors des pics de fréquentation du zoo.

Afin de remédier à ces désagréments, il est proposé de réaménager ce parking de la manière suivante :

- Une réfection de la rampe d'accès en enrobé et des accès piétons ;
- Un revêtement de sol en bicouche avec des granulats clairs ;
- Une délimitation des emplacements de stationnement par des rondins et des traverses en bois ;
- Un aménagement paysager adapté à l'usage des lieux composé de talus avec des plantations d'essences adaptées au site et nécessitant peu ou pas d'arrosage.

Entre le parc de Lunaret et le bois de Montmaur, il est souhaitable que le parking soit vécu comme un point de départ dans ce site paysager singulier au cœur de Montpellier.

L'ensemble de ces travaux d'aménagement sera réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole pour un cout estimé à 150 000 € TTC prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquent, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement du parking du parc de Lunaret ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires pour réaliser ces travaux sur une propriété de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur COUR.

Monsieur COUR : Nous avons voté 30 millions d'euros pour refaire le parc du Lunaret. Il devait être inauguré en 2021 et il semblerait que ce ne soit pas du tout le cas. À l'heure actuelle, quelle est la date prévue pour la fin des travaux et son inauguration. Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur de VERBIZIER répondra. Madame BOUALLAGA.

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire : Nous avons donc commencé les travaux au parc du Lunaret. Le montant global des travaux est de 30 millions d'euros. Nous avons commencé à réorganiser l'ensemble des espaces et notamment des espaces verts qui méritaient d'être largement travaillés parce qu'il y avait des risques d'incendie. Nous avons donc commencé par cela. Nous le faisons par phase et par tranche. Oui, Monsieur COUR.

Monsieur COUR : Monsieur le Maire, nous savons cela depuis le début. Vous ne donnez pas l'information. Ça devait être inauguré en 2021 car les investissements devaient être faits. S'il vous plaît, j'aimerais pouvoir parler sans avoir...

Madame ROUSSEL-GALIANA : Des ricanements.

Monsieur le Maire : Des cancans. Allez-y.

Madame ROUSSEL-GALIANA : Des cancans et des ricanements.

Monsieur COUR : Merci ma collègue, merci. Donc...

Monsieur le Maire : On a bien entendu.

Monsieur COUR : Vous devez bien savoir quand les travaux vont être finis.

Monsieur le Maire : Nous inaugurerons quand nous aurons fini. Nous le faisons par phases successives de travaux. Voilà.

Monsieur COUR : C'est ce qui était déjà prévu.

Monsieur le Maire : Absolument.

Monsieur COUR : Rien de nouveau, quoi...

Monsieur le Maire : Rien de nouveau.

Monsieur COUR : Quand même, en tant que Maire, vous devriez le savoir.

Monsieur le Maire : Oui, je le sais : nous inaugurerons quand les travaux seront terminés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Mesdames Maud BODKIN et Sonia KERANGUEVEN sortent de séance.

44. Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH.

Afin de répondre à une exigence réglementaire en constante évolution, il est nécessaire pour la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'exercice des missions du Parc de Lunaret (suivi sanitaire, identification de la faune sauvage détenue en captivité...), d'adhérer à un certain nombre d'organismes.

1. L'ordre des vétérinaires :

Afin de pouvoir exercer des opérations de police sanitaire, le parc de Lunaret doit pouvoir faire appel à un vétérinaire inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires, lequel doit également être investi d'un mandat sanitaire par l'autorité compétente - conformément aux dispositions de l'article L221-11 du code rural et de la pêche maritime.

Ces opérations consistent notamment à contrôler régulièrement l'état de santé des animaux présents ou en transit, à mettre en œuvre et contrôler les programmes de surveillance sanitaire, de prévention et de soins des maladies en partenariat avec la direction départementale de la protection des populations.

A ce titre, et au regard de la variété et du nombre d'espèces recueillies au sein du parc de Lunaret, trois vétérinaires ont été recrutés pour exercer ce mandat sanitaire au nom de la Ville ; c'est

pourquoi la Ville doit s'acquitter d'une cotisation annuelle relative à l'inscription à l'ordre des vétérinaires.

2. I-FAP-identification de la faune sauvage protégée :

L'arrêté du 08 octobre 2018 fixant les règles générales de détention en captivité d'animaux d'espèces non domestiques fait obligation d'identifier tous les animaux d'espèce non domestique détenus en captivité et de procéder à leur inscription au fichier national.

Cette inscription jusqu'à présent gratuite nécessite désormais le paiement d'une cotisation à l'IFAP (identification de la faune sauvage protégée) ; en effet, l'absence d'inscription à ce fichier est passible d'une contravention de 5^e classe.

3. OCPH (Oiseau Club Palavas Hérault), club de l'Union Ornithologique de France (UOF)

Afin de poursuivre dans de bonnes conditions l'identification des espèces captives, le parc de Lunaret doit adhérer à un organisme agréé pour la délivrance de bagues de marquage pour les oiseaux détenus sur le site. De par sa proximité géographique et son statut de club membre de l'UOF, l'OCPH répond à tous les critères, y compris celui de la souplesse nécessaire dans la commande de bagues au gré des reproductions au sein d'une collection aviaire variée et nécessitant des bagues de diverses tailles.

Outre le fait que cette adhésion permettra l'identification de ces oiseaux, elle permettra également au parc de Lunaret d'être informé de l'actualité et de la diffusion des études et des connaissances des oiseaux ainsi que la législation applicable pour ces espèces : convoyage, veille sanitaire notamment.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adhérer aux organismes suivants : l'ordre national des vétérinaires, l'IFAP –identification de la faune sauvage et l'OCPH membre de l'Union Ornithologique de France (UOF) ;
- d'accepter le versement des cotisations suivantes :
 - à l'ordre des vétérinaires pour un montant annuel de 1020 € TTC,
 - à l'I-FAP pour un montant annuel de 250€ TTC,
 - à L'OCPH pour un montant annuel de 60 € ;
- de dire que ces crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur de VERBIZIER.

Monsieur de VERBIZIER : Monsieur le Maire, lors de la 12^e remise de trophées de l'association CAP Languedoc-Roussillon devenue CAP Occitanie qui regroupe les entreprises adaptées de toute la grande Région, la Ville de Montpellier s'est vue remettre le trophée Confiance pour la mission de gestion de l'agriparc du mas Nouguier confiée à l'ESAT des Compagnons de Maguelone et, depuis 2018, à son entreprise d'insertion qui a été créée. Ce trophée nous a été remis par Frédéric VABRE, directeur des Compagnons de Maguelone, en présence de Bernard AZEMA, président de l'association. Cette cérémonie s'est déroulée dans leurs nouveaux locaux du domaine du Grand Puy qui ont été magnifiquement rénovés et qu'ils viennent d'inaugurer en présence du Préfet et de Max LÉVITA qui vous représentait. Ce prix récompense le partenariat étroit établi avec la Ville et sa

Direction paysage et biodiversité pour l'entretien de la totalité des 20 ha de l'agriparc. Je vous présente le prix. Il est beau.

Applaudissements.

J'ajouterai un petit mot concernant ce domaine du mas Nouguier qui a été sauvé des griffes d'un promoteur toulousain à une époque où, je crois, vous étiez adjoint à l'urbanisme et que vous avez refusé de lui vendre. Merci.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

45. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier - Dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020

Par délibération n°V2018-508 du 19 décembre 2018, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 17 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

A présent dénommé YOOT, ce projet permet aux étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de la Jeunesse, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire le leur permettant.

Le théâtre Jean Vilar et le Cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif.

Après adhésion au dispositif YOOT, dont le coût s'élève à 9€, les étudiants pourront acheter des contremarques à tarif préférentiel, soit en ligne sur le site de billetterie YOOT, soit au kiosque Yoot situé au service culturel du CROUS.

Ils pourront ainsi bénéficier, au théâtre Jean Vilar, du tarif de 9.50 € (au lieu de 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 4.50 €.

Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier d'entrées au tarif préférentiel de 4.50 € (contra 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 0.60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointes en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020 ;
- d'entériner ce tarif YOOT pour l'année 2020 ;
- de dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE.)

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL entre en séance.

46. Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'une subvention - Exercice 2019

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville.

Le cinéma, les arts visuels et industries créatives ainsi que la littérature sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de l'action municipale en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 3 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 22 500 € au titre de l'exercice 2019.

1) Attribution de subventions :

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVES			
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Fonctionnement	20 000
5636	LE JT DU OFF DE MONTPELLIER	Projet	1 000
LIVRE, LECTURE PUBLIQUE			
7291	ASSOCIATION POUR LA REVUE OC	Projet	1 500
TOTAL			22 500

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 65748, fonction 933.

2) Annulation de subvention :

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2018/508, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 3 000€ à l'association CELLANOVA.ORG pour la réalisation du projet « Biennale isi-lab ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 au chapitre 933, nature 65748 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 22 500 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Mylène CHARDES, Perla DANAN, Jérémie MALEK, Bernard TRAVIER)

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance.

47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droit des femmes" - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Dans le cadre de la thématique **DROIT DES FEMMES** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
------	-----------	------	-----------------	---------

777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Projet	EXPOSITION « L'EGALITE FILLE GARÇON, C'EST BON POUR LES DROITS DE L'ENFANT ET LE RESPECT AUSSI»	1000 €
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Projet	L'EGALITE FILLE GARÇON, C'EST BON POUR LES DROITS DE L'ENFANT »	1000 €
TOTAL				2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 2 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur le Maire : Vous êtes donc tous d'accord avec Caroline NAVARRE.

Mesdames Maud BODKIN et Chantal LEVY-RAMEAU entrent en séance.

48. Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Les Villes de Montpellier et de Rio de Janeiro, au Brésil, ont signé en 2012 un accord d'amitié et de coopération. Cet engagement portait sur les thématiques suivantes : urbanisme, développement urbain durable, tourisme, sports, arts...

Suite à la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Forum de l'Alimentation pour les villes et territoires latino-américains qui s'est déroulé à Rio de Janeiro au mois de mai 2019 et suite à la participation de la Ville de Rio de Janeiro au 5ème Sommet du Pacte de Politique Alimentaire de Milan, les représentants des deux Villes ont souhaité renouveler et élargir l'accord initial à

Montpellier Méditerranée Métropole. Ce nouvel accord a pour objectif d'encourager l'établissement de relations économiques, commerciales, scientifiques et technologiques, les mobilités étudiantes et les échanges culturels dans le cadre et le respect des législations brésilienne et française en vigueur.

Montpellier et Rio de Janeiro sont conscientes de l'urgence d'agir pour préserver leurs écosystèmes face au changement climatique qui impacte la planète, et particulièrement leurs territoires (inondations, sécheresse, feux de forêts, canicule ...). Elles se sont aussi engagées à développer des systèmes agro écologiques et alimentaires durables dans leurs territoires respectifs.

Dans le cadre de ce nouvel accord tripartite, les parties souhaitent favoriser l'amplification et la consolidation des rapports de coopération, entrepris en 2012, dans les domaines cités précédemment et les étendre à la santé, l'innovation, la transition agro-écologique et l'alimentation durable. Ces rapports de coopération se traduiront par le développement de projets, d'échanges d'expérience et de savoir-faire dans les domaines précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro et la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver l'extension du périmètre de l'accord tel que présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce nouvel accord d'amitié et de coopération tripartite ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La Ville a des accords de coopération avec Rio, réalisés par Madame MANDROUX que nous étendons à la Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

49. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville

La Ville de Montpellier développe et met en œuvre des activités internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à valoriser la ville au travers de l'ensemble de ses composantes, universitaires, économiques, culturelles, sportives, scientifiques...

Mission à Moscou du 3 au 5 novembre 2019

Par courrier officiel de M. Sergey MOLCHANOV, Consul général de Russie à Marseille, M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a été informé de la décision du Président de la Fédération de Russie de le décorer de la médaille de l'ordre de l'Amitié de la Fédération de Russie.

A l'occasion de la Fête de l'Unité nationale russe, le 4 novembre 2019, cette distinction a été remise par M. Vladimir POUTINE, Président de la Fédération de Russie, au Kremlin, à Moscou. A cette occasion, 14 autres récipiendaires venant du monde entier ont été honorés. Cette distinction vient saluer les actions menées en faveur de rapprochement et d'enrichissement mutuel, entre la France et la Russie. Il existe, en effet, depuis de nombreuses années, une relation privilégiée entre la Ville, la Métropole de Montpellier et la Russie. Ces collaborations ont été renforcées en 2017 par la signature d'un accord de jumelage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région de Kalouga. La Ville de Montpellier quant à elle, est liée à la Ville d'Obninsk, par un accord de coopération et une convention additionnelle signée au mois d'octobre 2019. En 2019, pour la première fois, Montpellier et Obninsk ont engagé leur programme de mobilité étudiante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder à Monsieur le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Moscou du 3 au 5 novembre 2019 ;
- d'approuver le déplacement de personnel administratif qualifié ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur la base de frais réels, estimées à 5 200 euros sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

50. Accord de coopération entre la Ville d'Obninsk, l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga en Russie et la Ville de Montpellier - Convention additionnelle - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier, la Ville d'Obninsk en Russie et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga ont signé, en octobre 2017, un accord de coopération pour une durée de deux ans.

Cet accord avait pour objectif de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'innovation et des échanges commerciaux, dans un esprit de partenariat ouvert et amical.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les universités de Kalouga et l'université Paul Valéry de Montpellier, accompagnées par la Ville de Montpellier ont acté en juin 2019 un accord de coopération (DCM 2019-224). Ce dernier permet ainsi l'intégration de la destination Kalouga aux programmes mobilité de la Ville de Montpellier. En effet, le programme Bourse d'Études offre depuis septembre 2019, la possibilité aux étudiants de Montpellier de partir étudier à Kalouga. En parallèle, un étudiant de Kalouga est accueilli à Montpellier, pour y suivre son année universitaire, du mois de septembre au mois de juin de l'année suivante.

De même, en mai 2019, dans le domaine de la culture, une pièce franco-russe a été créée pour le festival Tsiolkovsky de Kalouga,

Cet accord de coopération visait à encourager et développer de telles initiatives.

M. Vladislav Shapsha, Maire de la Ville d'Obninsk a participé au 5ème Sommet du Pacte de Politique Alimentaire de Milan, organisé à Montpellier, du 7 au 9 octobre 2019. A cette occasion, il a été proposé de prolonger la durée de l'accord initial de 5 ans avec la possibilité d'une nouvelle prolongation par accord des trois parties.

Cet engagement vise ainsi à amplifier et consolider les rapports de coopération existants entre la Ville de Montpellier et la Ville d'Obninsk dans les domaines de l'industrie, des techniques informatiques, de l'innovation, du tourisme, de la recherche, de l'enseignement, de la santé, de l'énergie, du management environnemental, de la protection de l'environnement, du sport, de la culture et de l'art.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention additionnelle entre la Ville d'Obninsk (Russie), l'Agence pour le Développement par l'Innovation de la région de Kalouga (Russie) et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention additionnelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de l'extension du jumelage.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET)

51. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Trois lieux municipaux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville de Montpellier, qui lui permet notamment d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,

- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 19 décembre 2018 concernant les tarifs 2019 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2019, de manière ponctuelle, pour 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 138 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	MONTANT VALORISABLE
Conseil des Résidents Espagnols de Montpellier	14/09/2019	Rencontre des nouveaux arrivants espagnols à Montpellier en présence de Mme la Consule Générale d'Espagne de Montpellier	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI)	912 €
Critérium des Cévennes	26/10/2019	61 ^{ème} édition du Critérium des Cévennes	Salle de réception de la MRI	912 €
Collectif Montpelliérain Solidarité Peuple grec	3/12/2019	Conférence : « Situation géopolitique de la Grèce »	Grande salle Espace martin Luther King	314 €
			TOTAL	2 138€

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

52. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3	UNICEF	Fonctionnement		700 €
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	Fonctionnement		50 000 €
5711	BOSPHORE ASSOCIATION LAIQUE ET CULTURELLE FRANCO-TURQUE	Projet	ALPHABETISATION	300 €
6669	ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER	Projet	FESTIVAL WHAT A TRIP	2 500 €
715304	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet	REGIMENT IMMORTEL	100 €
7104	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet	VACANCES RUSSES	200 €
TOTAL				53 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un

montant total de 53 800 € ;

- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Pascal KRZYZANSKI, Chantal MARION, Séverine SCUDIER)

53. Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **4 355 590,85 euros en fonctionnement** et à **-6 600 679,79 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-1 255 565,00		-1 255 565,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-256 727,92		-256 727,92
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-469 120,00		-469 120,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	862 954,00		862 954,00
934	Santé et action sociale	-307 800,00		-307 800,00
935	Aménagement des territoires et habitat	107 150,00		107 150,00
936	Action économique	255 000,00		255 000,00
937	Environnement	-30 000,00		-30 000,00
938	Transports	-780 000,00		-780 000,00
940	Impositions directes	142 800,00		142 800,00
943	Opérations financières	-333 155,00		-333 155,00
953	Virement à la section		6 420 054,77	6 420 054,77

	d'investissement			
Total		-2 064 463,92	6 420 054,77	4 355 590,85

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-179 000,00		-179 000,00
931	Sécurité et salubrité publiques	14 491,15		14 491,15
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-37 000,00		-37 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	15 776,00		15 776,00
934	Santé et action sociale	21 500,00		21 500,00
935	Aménagement des territoires et habitat	560 000,00		560 000,00
936	Action économique	-286 200,00		-286 200,00
937	Environnement	-62 000,00		-62 000,00
938	Transports	-146 056,30		-146 056,30
940	Impositions directes	4 642 249,00		4 642 249,00
941	Autres impôts et taxes	-35 045,00		-35 045,00
942	Dotations et participations	-153 124,00		-153 124,00
Total		4 355 590,85	0,00	4 355 590,85

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-474 000,00		-474 000,00
901	Sécurité	-434 280,40		-434 280,40
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 037 450,00		2 037 450,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 130 589,50		-1 130 589,50
904	Santé et action sociale	-3 504,00		-3 504,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-6 564 755,89		-6 564 755,89
906	Action économique	-10 000,00		-10 000,00
921	Taxes non affectées	15 000,00		15 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	-36 000,00		-36 000,00

Total	-6 600 679,79	0,00	-6 600 679,79
--------------	----------------------	-------------	----------------------

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-20 000,00		-20 000,00
904	Santé et action sociale	15 806,00		15 806,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-454 380,00		-454 380,00
907	Environnement	17 414,70		17 414,70
923	Dettes et autres opérations financières	-11 559 575,26		-11 559 575,26
954	Produits des cessions d'immobilisations	-1 020 000,00		-1 020 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		6 420 054,77	6 420 054,77
Total		-13 020 734,56	6 420 054,77	-6 600 679,79

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 2 voix (Anne BRISSAUD, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Abstentions : 12 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Patrick RIVAS et Madame Samira SALOMON sortent de séance.

54. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Finances" et "Economie des ressources du Patrimoine" - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à

l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	1 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	Fonctionnement	10 000 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930.

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Projet	ARCHICITY	1 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	800 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 14 800 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote (*NDR : sortie de séance*).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

55. Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2019 - Renouvellement

Dès 1986, conscients des défis engendrés par la décentralisation et des besoins des élus locaux face aux transferts de compétences, une majorité de communes et le Département de l'Hérault créent un établissement public sous la forme d'un syndicat mixte : le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux (CFMEL).

Les missions dévolues au CFMEL sont les suivantes :

- organiser des journées d'information et de formation des élus (une cinquantaine par an) sur des thèmes intéressant les collectivités locales : urbanisme, finances, marchés publics, fonctionnement du conseil municipal, etc. ;
- proposer des réunions de formation à la carte pour les communes de plus de 10 000 habitants ;
- apporter une assistance en matière administrative, juridique et analyse financière pour le compte des communes ;
- assurer une veille juridique constante à travers les questions des parlementaires via la mise à jour régulière de fiches pratiques.

A ce jour, le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux regroupe :

- 340 communes du département et le conseil départemental ;
- 11 établissements publics locaux.

Considérant que le CFMEL propose des missions intéressantes pour la Ville de Montpellier et que celle-ci adhère à des organismes par le versement de cotisations, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au CFMEL pour l'année 2019 par le versement d'une cotisation d'un montant de 26 612,44 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement de l'adhésion au CFMEL pour l'année 2019 ;
- d'approuver le versement de la cotisation 2019 pour un montant de 26 612,44 € TTC ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur la nature 6281, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

56. Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville

Il est nécessaire de désigner un représentant de la Ville de Montpellier au sein de l'organisme suivant :

MO.CO. – Montpellier Contemporain

La totalité des sièges des représentants de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'Administration du MO.CO n'étant pas pourvue, il convient de désigner une personnalité qualifiée au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation d'un représentant de la Ville dans cette instance et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de proposer une personnalité qualifiée représentant la Ville au sein du MO.CO. Nous proposons la candidature de Monsieur Nicolas JONQUET, avocat à Montpellier. Je vous propose de voter à main levée, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

57. Contrat de location ACM / Ville - Résidence Gély, rue du Mas de Merle - Autorisation de signature

La Maison Pour Tous Albertine Sarrazin est installée dans une maison du XVIIIème siècle, dans le parc de la Guirlande.

Depuis de nombreuses années, cette construction présente des désordres importants ayant conduit à l'apparition de fissures.

Depuis 2016, la Direction Architecture Immobilier de la Ville a mis ce bâtiment sous observation. Les mouvements se sont aggravés très récemment.

Cette dernière aggravation étant préoccupante, il a donc été décidé de fermer la Maison Pour Tous et de relocaliser une partie des agents et des activités.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM, a ainsi proposé de louer à la Ville des locaux situés rue du Mas de Merle, résidence Gély (UG 22710), à compter du 1^{er} décembre 2019, moyennant un loyer annuel de 6 484.39 € HT, charges en sus, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de location ;
- de dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville, CRB V14200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER)

58. Convention de mise à disposition de la Maison forestière du bois de Montmaur au bénéfice des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Les Eclaireuses et Eclaireurs de France, association de scoutisme laïque, située 1 rue Embouque d'Or, a bénéficié d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans depuis le 1^{er} mars 1988 et qui est arrivé à son terme. Ce bail avait pour objet un bâtiment de 146 m² édifié sur un terrain d'une superficie de 2 330 m², dans le bois de Montmaur, cadastré sous le numéro 34 de la section AL.

Considérant que l'association a fait part de son souhait de continuer la pratique du scoutisme laïque dans l'environnement du bois de Montmaur et de sa Maison forestière, il est proposé d'établir et de signer une nouvelle convention de mise à disposition de ces locaux afin de lui permettre de poursuivre ses activités en lien avec la nature.

Compte tenu de l'engagement de l'association de prendre en charge certains travaux, notamment d'assainissement, cette mise à disposition est conclue pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} décembre 2019. Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé, précision faite que l'association s'acquittera des charges et impositions liées aux locaux.

Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient donc d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations devront être portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subvention	Montant loyer minoré
Eclaireuses et Eclaireurs de France	Maison Forestière Bois de Montmaur	11 680 €	11 645 €	35 €

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition, de la Maison forestière située au cœur du bois de Montmaur au profit des Eclaireuses et Eclaireurs de France, annexée à la présente délibération, pour une durée de 10 ans à compter du 1er décembre 2019 ;
- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association mentionnée ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature pour un montant de 11 645 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Intervention hors micro de Monsieur COUR.

Monsieur le Maire : Allez-y.

Monsieur COUR : Au niveau du MO.CO., il me semble que vous aviez dit qu'il y aurait entre 500 000 et 800 000 personnes qui allaient visiter ce musée.

Monsieur le Maire : Ça viendra, ça viendra.

Monsieur COUR : Ça viendra. Au bout de six mois, nous sommes à combien ? Pour avoir une idée.

Monsieur le Maire : Je crois que c'est 50 000 ou 60 000.

Monsieur COUR : Payants ?

Monsieur le Maire : Pour la première expo, c'est 60 000.

Monsieur COUR : D'accord. Merci.

Monsieur le Maire : Tout et tout de suite, c'est du populisme. Je ne sais plus à quelle affaire j'en suis. Il m'a complètement perturbé !

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

59. Convention de mise à disposition de service ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information - **Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont engagées depuis 2016 dans un processus de convergence qui se traduit entre autres par la mise en place de services communs et des procédures de groupements de commandes.

Par ailleurs, suite aux transferts de compétences de plein droit issus de la création de la Métropole, certains services concernés dans leur intégralité ont été transférés à la Métropole. D'autres, impactés partiellement dans leurs missions et leurs effectifs sont restés municipaux, tout en étant

concernés par une mise à disposition de service ascendante en application des dispositions de l'article L5211-4-1- II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour autant, les transferts de compétences intervenus tout comme le contexte de mutualisation de nos administrations ont eu comme conséquence une imbrication de plus en plus forte des outils informatiques de gestion utilisés par les services. Les systèmes d'information de la Ville de Montpellier et de la Métropole partagent un certain nombre d'éléments communs (infrastructure réseau, baies de stockages, applications transversales...).

Ainsi, des agents de la direction des systèmes d'information de la Ville de Montpellier sont amenés à utiliser, de manière transparente pour eux, des éléments gérés par la direction des ressources informatiques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il en est de même dans l'autre sens.

Pour tenir compte de ces impacts et afin de garantir la continuité du service et la bonne organisation des services, il est proposé conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1-III du CGCT de mettre en œuvre une convention de mise à disposition descendante de service de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville de Montpellier en matière de systèmes d'information.

De la même manière, afin de disposer d'une bonne organisation des services, il est proposé de mettre en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole en matière de systèmes d'information.

Ces conventions auront un caractère temporaire d'un an, renouvelable une fois, dans l'attente de la mise en place d'un service commun des systèmes d'information. En annexe des conventions sont définies les thématiques qui font l'objet de ces mises à disposition de services.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe des mises à disposition de service ascendantes et descendantes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les systèmes d'information ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Stéphanie JANNIN entre en séance.

60. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles - Autorisation de signature

Afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent constituer un groupement de commandes pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde-meubles.

Conformément aux termes de la convention annexée à la présente délibération, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et, à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, comprenant la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Concernant la Ville de Montpellier, l'estimation du besoin s'élève à 20 000 € HT par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance.

61. Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de Maintenance et prestations complémentaires du logiciel Droits de Cités

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de maintenance et de prestations complémentaires pour le logiciel Droits de Cités, logiciel de gestion des dossiers relatifs au droit des sols et au foncier.

La présente convention a pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des

articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

62. Achats de véhicules et utilitaires légers - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre des achats de véhicules et utilitaires légers, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de véhicules et utilitaires légers conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en 8 lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.) :

Lot n°1 Petites citadines :

Ville de Montpellier 80 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole... 120 000 € HT

Lot n°2 Citadines, monospaces et Cross over associés :

Ville de Montpellier 15 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 15 000 € HT

Lot n°3 Berlines compacte, monospaces et cross over associés :

Ville de Montpellier 20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 20 000 € HT

Lot n° 4 SUV compacts :

Ville de Montpellier 20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole..... 20 000 € HT

Lot n°5 Grands monospaces :

Ville de Montpellier 25 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole..... 25 000 € HT

Lot n°6 Grandes berlines :

Ville de Montpellier 30 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole..... 30 000 € HT

Lot n°7 Véhicules utilitaires fourgonnettes:

Ville de Montpellier 120 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole... 180 000 € HT

Lot n°8 Véhicules utilitaires fourgons :

Ville de Montpellier 200 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole... 300 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur le budget d'investissement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Patrick RIVAS entre en séance.

63. Autorisation de cession d'un véhicule

Suite à un acte de vandalisme, il a été constaté que le véhicule immatriculé EM-367-LK, (n° de parc 501, marque DACIA et modèle DUSTER du Service Parc Auto - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments) est très détérioré. Le montant estimé des réparations est supérieur à la valeur du véhicule avant accident, et les dispositions des articles L. 327-1 et suivants du Code de la route sont obligatoirement applicables.

De ce fait, et dans un souci d'économie, il convient de le céder en l'état. Le prix de vente estimé par le cabinet d'expertise REY & Associés pour un montant de 11 500 € HT (soit 13 800 € TTC), servira de valeur du véhicule au moment de l'accident pour son rachat par l'assurance SAUVEGARDE ASSURANCE SA.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la cession du véhicule précité ;
- d'autoriser la vente du véhicule immatriculé EM-367-LK du Service Parc Auto de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments par l'assurance SAUVEGARDE ASSURANCE SA ;
- dire que la recette sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la cession et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'assurance SAUVEGARDE ASSURANCE SA ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

64. Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnisations

Par délibération 2013/137 du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a défini le cadre d'utilisation des heures supplémentaires.

Compte tenu de l'évolution de l'activité des services, il convient de redéfinir le cadre et les modalités de réalisation des heures supplémentaires.

Les conditions d'exercice des heures supplémentaires, ainsi que les compensations ou indemnités horaires pour travaux supplémentaires auxquelles elles peuvent donner droit, sont définies à la fois par le Code général des collectivités territoriales, les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ainsi que leurs décrets d'application.

En application de ces textes et notamment de l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites réglementaires, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

En effet, le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires sachant que sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectives réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Cependant la réalisation d'heures supplémentaires doit respecter les dispositions de l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat transposable à la fonction publique territoriale. Il est donc rappelé les garanties minimales suivantes en matière d'organisation du travail :

- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives ;
- le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures ;
- la durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures ;
- les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures ;
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures ;
- le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures ;
- aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

En application des articles 3 et 7 du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies peuvent être indemnisées, le repos compensateur et l'indemnisation sont exclusifs l'un de l'autre.

Néanmoins, la compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés est effectuée dans la limite des dispositions précisées par la circulaire du 11 octobre 2002, relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, des indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et C, dont les

missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont fixées selon les modalités suivantes en fonction du temps de travail effectif de l'agent. Ainsi pour les agents à temps complet, la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1 820.

En application des articles 7 et 8 du décret n°2002-60 précité, le taux horaire est ensuite majoré de 125 % pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes.

En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22 heures à 7 heures) et de 66 % (2/3) lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui occupent un emploi à temps partiel ou à temps non complet, ils peuvent être rémunérés sur la base d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée légale du travail.

Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail, les heures supplémentaires peuvent être indemnisées selon les modalités d'un agent à temps complet et conformément au décret n°2002-60.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont cumulables avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (*RIFSEEP*), l'indemnité d'administration et de technicité (*IAT*), et les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (*IFTS*).

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont exclusives des indemnités perçues par les personnels enseignants soumis à un régime spécifique d'indemnisation des heures supplémentaires et de toute autre indemnité de même nature.

En application de l'article 6 du décret du 14 janvier 2002, le versement de ces indemnités est limité à un contingent de 25 heures supplémentaires par agent au cours d'un même mois. Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond.

Dans des circonstances exceptionnelles, pour une durée limitée, et dans les limites prévues à l'article 3 du décret du 25 août 2000, des dérogations au contingent mensuel peuvent être accordées et les agents peuvent réaliser des heures supplémentaires au-delà de 25 heures mensuelles sur décision motivée de l'autorité territoriale avec information des représentants du personnel au CT.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, des fonctions autorisées à déroger au contingent des 25 heures mensuelles, ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération, il est proposé de fixer la liste des emplois et missions pouvant bénéficier d'heures supplémentaires comme suit :

Une indemnité horaire pour travaux supplémentaires pourra être octroyée pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droits publics exerçant notamment les missions suivantes :

- Veille technique lors de manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales, missions de montage, de maintenance technique, d'entretien, d'accueil du public et de surveillance, équipe de production de la manifestation, équipe technique

supervisant les montages et démontages et la veille technique, personnel administratif participant à la coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires,

- Organisation d'évènements protocolaires (travaux d'installation, d'organisation de réception,
- Gestion des intempéries ou catastrophes naturelles,
- Accueil d'un public professionnel nécessitant une technicité particulière (notamment la pratique d'une langue étrangère, ...),
- Intervention dans le cadre des Halles et Marchés (placiers),
- Gestion administrative en cas d'accroissement temporaire d'activité lié à un projet ponctuel,
- Remplacement temporaire d'un agent indisponible ponctuellement dont les missions nécessitent une compétence technique, ou une habilitation particulière (CACES, permis poids lourds, habilitations électrique spécifique...),
- Intervention nécessitant un accès sécurisé ou une connaissance indispensable des lieux,

Les évènements exceptionnels pouvant nécessiter des dépassements horaires et déroger à titre exceptionnel au contingent des 25 heures mensuelles dans le respect de l'article 3 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail sont les suivants :

- Les manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales majeures,
- L'organisation d'évènements protocolaires
- La gestion des intempéries ou catastrophes naturelles.

Lors de ces évènements exceptionnels les missions pouvant plus particulièrement donner lieu au dépassement du contingent des 25 heures sont les suivantes :

- Veille technique, maintenance technique,
- Intervention sur l'espace public,
- Sécurité des biens et des personnes,
- Accueil du public,
- Installation et démontage de structure, barrières,
- Coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires,
- Missions nécessitant une compétence technique ou une habilitation particulière notamment CACES, permis poids lourds, habilitation électrique.

Les modalités de réalisation des heures supplémentaires sont soumises à l'avis du Comité Technique en date du 7 novembre 2019.

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif.

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sera effectué après déclaration par l'autorité territoriale ou le chef de service des heures supplémentaires réalisées par les agents et selon une périodicité mensuelle.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de dire que ces dispositions viennent se substituer à celles prévues par la délibération du 25 mars 2013 portant modification des modalités des mises en œuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- d'arrêter la liste des missions pouvant ouvrir droit à une indemnité horaire pour travaux supplémentaires dans la limite de 25 heures mensuelles par agent telle que définie ci-dessus ;

- d'arrêter la liste des événements exceptionnels et missions pouvant nécessiter des dépassements horaires et déroger à titre exceptionnel au contingent des 25 heures mensuelles telle que définie ci-dessus ;
- de majorer le temps de récupération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié tel que défini ci-dessus ;
- de dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la Ville chapitres 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 938 et 944 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

65. Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature

Dans un esprit de coopération, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole ont déjà mutualisé leur Direction générale des services, leur Cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (Culture, Communication, Affaires juridiques et de la commande publique, Finances, etc.).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales.

La Ville et la Métropole ont déjà approuvé la création du **service commun de la Direction de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales** portant sur le seul poste de directeur par délibération n° 2016/522 en date du 15 décembre 2016 pour la Ville et par délibération n° 14350 en date du 14 décembre 2016 pour la Métropole.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole a acté dans sa séance du 16 juillet 2019 le rattachement hiérarchique de la Direction des Relations Internationales au Cabinet et celui de la Direction du Tourisme au Département développement Economique, Emploi Insertion.

Il convient donc maintenant d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales au poste de Responsable Administratif et Comptable.

Cette fonction est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face. Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

L'élargissement de ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} décembre 2019 et concernera le seul poste de Responsable administratif et comptable. Les modalités de cet élargissement seront consignées dans un avenant à la convention initiale de service commun.

Le service commun de Direction des Relations Internationales sera géré par la Métropole et placé,

en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entité à hauteur de 50% chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole a été sollicité sur la convention de service commun et sa fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'élargissement du service commun de Direction des Relations Internationales au poste de responsable administratif et comptable ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Alex LARUE sort de séance

66. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux.

Rattaché au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée Métropole, l'agent sera mis à disposition auprès de la Direction des Systèmes d'Information de la Ville de Montpellier à compter du 01/12/2019 pour une durée d'un an à temps complet.

Dans le cadre de sa mise à disposition, l'agent exercera les fonctions de chef de projet informatique et aura pour missions de recueillir et d'analyser les demandes des services, mettre en œuvre des solutions informatiques adaptées et d'en assurer le suivi. Il participera également à des projets transversaux au sein de sa collectivité d'accueil.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectuera à titre onéreux. La Ville de Montpellier remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 930-020-0.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

67. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles

Le programme de réussite éducative s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial, culturel favorable à leur développement harmonieux. L'objectif de ce programme est d'offrir un mode d'intervention individualisé inscrit dans un parcours éducatif.

Selon les termes de la loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, les projets de réussite éducative doivent obligatoirement être portés par une structure juridique ayant une compatibilité publique. Depuis 2006, la Caisse des Ecoles de la Ville de Montpellier est la structure porteuse de la plateforme de réussite éducative.

Il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition d'un agent municipal à temps complet auprès de la Caisse des Ecoles à compter du 1^{er} décembre 2019, pour une durée d'un mois. L'agent mis à disposition aura pour mission d'assister le coordonnateur de la plateforme en assurant la gestion administrative et comptable.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectuera à titre onéreux. La Caisse des Ecoles remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

La mise à disposition s'achèvera à l'échéance de la période indiquée dans le cadre du transfert de la plateforme de réussite éducative de la Caisse des Ecoles vers le CCAS, à compter du 1^{er} janvier 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un agent titulaire de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles ;
- d'appliquer le principe de remboursement de la rémunération versée à l'agent mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Alex LARUE et Madame Samira SALOMON entrent en séance.

68. Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Attaché : création de deux postes.

L'un des postes pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste sera affecté à la Direction du Parc du Lunaret :

- *Nature des fonctions* : responsable du service pédagogique ;
- *Niveau de recrutement* : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier soit être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du pilotage de projet pédagogique et du management ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer l'encadrement du service pédagogique et de piloter les animations et les actions de communication du Parc du Lunaret, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Filière Technique :

Adjoint technique : création de sept postes.

Filière animation :

Animateur: création d'un poste.

Filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : création d'un poste.

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puer principal de 2^{ème} classe : création d'un poste.

Cadre de santé de 2^{ème} classe : création d'un poste qui pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste étant affecté à la Direction de l'Enfance :

- *Nature des fonctions* : responsable de secteur ;
- *Niveau de recrutement* : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, ou d'assistant de service social ou de puéricultrice ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-337 du 21 mars 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux cadres territoriaux de santé paramédicaux ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer la gestion rigoureuse et de garantir le bon fonctionnement des établissements d'accueil de jeunes enfants dans le respect des réglementations et des procédures en vigueur, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

II - Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 7 novembre 2019:

Filière administrative :

Adjoint administratif : suppression de trois postes.

Rédacteur : suppression d'un poste.

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste.

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Attaché : suppression de quatre postes.

Administrateur : suppression d'un poste.

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de sept postes.

Agent de maîtrise : suppression d'un poste.

Agent de maîtrise principal : suppression d'un poste.

Ingénieur principal : suppression d'un poste.

Filière animation :

Adjoint territorial d'animation : suppression de deux postes.

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes.

Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Animateur : suppression de deux postes.

Animateur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : suppression d'un poste.

Filière médico-sociale :

Cadre supérieur de santé : suppression d'un poste.

Filière culturelle :

Adjoint territorial du patrimoine : suppression d'un poste.

Adjoint territorial du patrimoine principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes.

Adjoint territorial du patrimoine principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste.

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal : suppression de trois postes.

III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :

Il est proposé de prévoir que le poste déjà créé au tableau des effectifs au grade d'éducateur de jeunes enfants de 2^{ème} classe pourra être pourvu par un agent non titulaire, ce poste étant affecté à la Direction de l'Enfance :

- *Nature des fonctions* : animateur de RAM ;
- *Niveau de recrutement* : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, ou d'assistant de service social ou de puéricultrice ;
- *Niveau de rémunération* : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2017-905 du 9 mai 2017 portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;
- *Motif* : compte tenu de la nécessité d'assurer l'amélioration de l'information et de l'accompagnement des familles sur l'ensemble des modes d'accueil ainsi que d'améliorer la qualité et la professionnalisation de l'accueil individuel, ce poste ne peut rester vacant ;
- *Fondement juridique* : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;

- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres confondus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame FRÊCHE.

Madame FRÊCHE : Merci Monsieur le Maire. Cette affaire nous permet de réaffirmer notre attachement à la fonction publique qui garantit le respect des valeurs fondamentales. Les politiques publiques et les services publics ont des finalités et des engagements communs qui donnent un sens aux missions des agents publics de la Ville et de la Métropole de Montpellier. L'action publique se traduit par des valeurs humaines portées par ces agents : le respect, l'écoute et l'engagement. L'implication, l'efficacité, les convictions doivent être au service de l'action et des missions de service public. Ils sont les acteurs clés des responsabilités sociétales dans le fonctionnement des services publics. Par leur engagement quotidien, ils participent à relever les défis de la société, l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre les discriminations, l'illettrisme, l'inclusion des personnes en situation de handicap, le bien-être au travail, la lutte contre les risques psychosociaux, le dialogue social et le développement durable.

C'est pourquoi, solennellement, le groupe la Gauche pour Montpellier appelle au respect des agents publics et des organisations syndicales. En effet, depuis le clash de la semaine dernière consécutif à une longue série de tensions sociales depuis le début du mandat, entre les syndicats, l'administration et votre présidence, nous nous interrogeons sur le climat social délétère qui devient très inquiétant pour la santé des agents au travail et pour le bon fonctionnement et la continuité des services publics au sein de nos collectivités, la Ville de Montpellier et sa Métropole. Le refus constant de toute parole contradictoire révèle un grave problème de démocratie sociale et interne à Montpellier. Aujourd'hui, les responsables syndicaux pointent la dégradation de la santé des agents causée par l'absence de prise en compte de la détérioration des conditions de travail et du climat social, ce qui nuit, je le crois sincèrement, à l'implication et à l'épanouissement des agents qui accomplissent leurs missions. Les conditions et l'organisation du travail des agents de la collectivité doivent être une préoccupation prioritaire. Il est temps de rétablir la confiance des agents afin qu'ils évoluent dans un climat plus serein, apaisé, loin des polémiques permanentes et stériles qui nuisent irrémédiablement sur l'action conduite et le sens des politiques menées.

Il devient urgent de répondre à certaines questions que les agents se posent et nous posent : pourquoi aller travailler ? Dans quel projet municipal et métropolitain s'inscrit notre action ? Quel est le sens de notre mission de service public ? Quel est le cap fixé, la feuille de route dressée ? Aujourd'hui, il n'y a aucune ligne politique claire. Nous savons que les agents de la Ville et de la Métropole sont pleinement impliqués dans le service aux Montpelliérains et nous les remercions publiquement. Mais, je crois important que ce climat cesse, que ces polémiques incessantes arrivent à leur terme pour que la Ville de Montpellier retrouve une hauteur de vie, un cap clair et des politiques publiques efficaces.

Monsieur le Maire : Merci Madame FRÊCHE. De toute façon, je cautionne tout ce que vous avez dit. Je suis d'accord avec vous sur le respect des agents, sur le respect des syndicats. Je suis tellement d'accord que nous avons fait 1 500 heures, avec l'administration, de rencontre et de dialogue social. À titre personnel, j'en ai fait 70 depuis le début de l'année. L'événement auquel vous faites allusion, s'est passé à la Métropole et non pas à la Ville.

Madame FRÊCHE : J'entends mais les compétences étant intimement liées et un certain nombre de ces agents ayant des postes mutualisés, il me semble nécessaire de lier les deux collectivités.

Monsieur le Maire : Oui mais vous ne l'avez pas dit au Conseil de Métropole avant-hier. Mais, ce n'est pas grave. Ce n'est pas grave. Monsieur ALBERNHE voulait dire un mot ainsi que Monsieur EL KANDOSSI. Alors, attendez, je fais parler Madame BOUALLAGA d'abord.

Madame BOUALLAGA : Madame FRÊCHE, vous avez tort d'avoir raison mais vous avez tort sur un point : il y a une ligne directrice dans la politique de Monsieur le Maire : c'est celle de l'abus de pouvoir, l'autocratie. Le climat délétère, nous en avons eu la preuve ce soir en Conseil municipal puisqu'il ne m'a pas donné la parole et il exerce...

Monsieur le Maire : Cela ne concerne pas les fonctionnaires mais uniquement vous, comme d'habitude.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Monsieur ALBERNHE.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur ALBERNHE : Monsieur le Maire, je voudrais simplement rappeler au groupe la Gauche pour Montpellier : un peu d'humilité. Si le PS fait aujourd'hui 6 %, c'est parce que les ouvriers et les fonctionnaires ne votent plus pour eux. Il devrait donc d'abord se remettre un peu en cause.

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOSSI.

Monsieur EL KANDOSSI : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, je voudrais simplement vous indiquer que j'ai longtemps présidé les comités techniques ou autres instances de la Ville de Montpellier. Je continue d'ailleurs à présider le CHSCT ainsi que la commission administrative paritaire. Je voulais simplement vous dire que l'événement qui s'est produit la semaine dernière, je l'ai vécu deux fois mais, moi, je n'intéresse personne. Je voulais vous dire que ce n'était pas la première fois. Cela s'est produit deux fois pour moi où les syndicats m'ont laissé tout seul dans la salle ou inversement et il n'y a pas eu une ligne dans la presse. C'est bien la preuve que c'est dirigé sur Philippe SAUREL, sur Monsieur le Maire et, moi, je ne compte pas mais ce n'est pas grave.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur EL KANDOSSI pour votre militantisme et votre engagement. Ce sont les syndicats qui m'ont demandé de présider les CT. Ça va être simple, si c'est du chantage permanent, je ne présiderai plus le CT.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Je ne présiderai plus les CT. Madame BOUALLAGA, vous n'avez plus la parole.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Donc, Monsieur EL KANDOSSI reprendra la présidence du CT. J'ai commencé...

Monsieur EL KANDOUSI (hors micro) : Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Le comité technique à la Ville, les syndicats m'ont demandé de le présider ; je l'ai fait. Par similitude des formes, les syndicats de la Métropole m'ont demandé ensuite de présider celui de la Métropole. Voilà. C'est tout simple. Mais, il est vrai qu'en période électorale, les esprits sont un petit peu énervés, agacés, exacerbés, excités, irrités et que cela ne facilite pas le dialogue quand il y a un des deux interlocuteurs qui ne veut pas parler ou qui ne veut pas entendre. Mais, rassurez-vous, le CT sera remis et les agents ne seront pas pénalisés, ce qui est le plus important.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD)

Ne prend pas part au vote : 0

69. Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique

Par délibération du Conseil municipal en date du 06 novembre 2014, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Patrick RIVAS pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2018, aucune opération confiée à la SA3M par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

70. Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique

Par délibération du Conseil en date du 24 avril 2014, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Max LÉVITA pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2018, aucune opération confiée à la SERM par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit du rapport spécial 2018 que nous avons déjà voté à la Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur LÉVITA : Il n'y a rien dans le dossier. Justement, nous n'avons rien fait. Vous vous abstenez sur le fait que nous n'ayons rien fait ?

Monsieur le Maire : Ils ont le droit de s'abstenir.

71. Concession Grand Cœur (SERM)
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 18 au traité de concession d'aménagement
Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2017, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2023, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de concession jusqu'à fin 2017, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 123 826 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 501 000 € HT, soit 27 163 000 € TTC (sur 20 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

Les avances de trésorerie infra annuelles, mises en place pour limiter les frais de portage sont inchangées (3 000 000 € en 2017 et 2018) ; seul le remboursement de l'avance principale de 6 000 000 € est décalé en 2023. L'avenant n°8 à la convention de trésorerie entérine cette évolution.

Le principal ajustement opéré en 2018 est lié à une augmentation du budget lié aux travaux sur les locaux acquis par l'aménageur consécutive au prolongement de la concession jusqu'en 2023.

Le total du bilan est ajusté à 124 572 000 € HT, et la participation de la Ville passe de 26 501 000 € HT à 27 061 000 € HT soit 27 723 000 € TTC (sur 20 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2018 également présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2018, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°18 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°8 à la convention de trésorerie ;

- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

72. Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) **Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018** **Avenant n° 8 au traité de concession d'aménagement**

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2017, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2022, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession jusqu'à 2017, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 77 193 000 € HT, et la participation de la Ville de 4 640 000 € à 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier).

Pour l'opération « Renouvellement urbain », les principales modifications en 2018 se déclinent au travers :

- une augmentation des acquisitions pour le recyclage d'immeubles très dégradés,
- le décalage des acquisitions/cessions des sites en reconversion,
- l'application de la rémunération forfaitaire et foncière jusqu'en 2022,
- la suppression d'une subvention prévisionnelle THIRORI liée au curetage d'ilot,
- la poursuite de la dynamisation commerciale.

La participation de la Ville reste inchangée par rapport au précédent CRAC, soit 4 514 000 €, auxquels s'ajoutent 1 180 000 € remboursés à la Ville par la Métropole.

La convention de trésorerie reste également inchangée.

L'opération « Consuls de Mer - Phase 4 » prévoit 40 000 m² de Sdp, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces.

Les acquisitions foncières auprès du concédant de 2 496 000 € ainsi que la participation de la Ville de 500 000 € restent inchangées par rapport au précédent CRAC.

L'opération « Beausoleil » est un projet de reconversion de l'ancienne gendarmerie de Celleneuve sur un secteur de 3 hectares situé avenue de Lodève.

Cette opération prévoit environ 24.500 m² de Sdp comprenant 250 logements, des commerces et services de proximité, des bureaux, et 14.500 m² de Sdp dédiés à l'extension de la clinique Beausoleil et la réalisation d'un EHPAD par Languedoc Mutualité.

Au cours de l'année 2018, la procédure de création de la Zac a été engagée par délibération du Conseil municipal du 1^{er} février et a donné lieu à l'approbation du bilan de la concertation du dossier de création de la Zac et du dossier de création de la Zac au Conseil municipal du 28 novembre.

L'année 2018 a vu la désignation de l'architecte-urbaniste de la Zac Beausoleil et la mise au point du schéma directeur hydraulique.

Les travaux de désamiantage et la démolition de l'ensemble des bâtiments ont été engagés et la parcelle devant accueillir la nouvelle implantation de l'EHPAD les Violettes a été cédée par la SA3M à Languedoc Mutualité le 21 décembre 2018.

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TAM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n°8 à la concession d'aménagement pour un montant de 16 195 € HT.

L'affinement de la programmation de logements et la recherche d'une haute qualité environnementale entraînent une baisse des recettes de cession, compensée par une augmentation de la prise en charge du déficit d'opération par le concédant conformément à l'annexe 1 de l'acte d'acquisition Ville/Etat.

La participation de la Ville passe de 660 000 € à 1 600 000 € soit une augmentation de 940 000 €. Ainsi, le nouveau bilan est augmenté de 92 000 € en dépenses et en recettes et s'établit à 12 532 00 €.

Pour l'opération « Francois Delmas » le périmètre de l'opération est d'environ 6 hectares et le programme actualisé prévoit :

- la production de plus de 600 logements dont 33% de logements locatifs sociaux et 20% d'abordable,
- la diminution à 3000 m² de surface de plancher (Sdp) pour des bureaux et commerces.
- le passage de 20 à 22 mètres de largeur de l'avenue François Delmas.

Le bilan de l'opération ne prévoit pas de dépenses d'acquisition et de travaux jusqu'en 2019 afin de tenir compte du calendrier opérationnel. Il n'y a pas de participation d'équilibre de la Ville. Comme sur l'opération Beausoleil ci-dessus, l'opération « Francois Delmas » participera au projet de plateforme numérique de services pour un montant de 32 000 € HT, également intégré dans l'avenant n° 8.

La démolition des parkings Laissac et la relocalisation provisoire des étaliers sont terminées ; la participation de la Ville de 2 542 000 € reste inchangée.

Une sous-opération est créée pour la restauration du **lieu culturel Carré Sainte Anne** d'un montant estimé à 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC.

Le total du bilan est ajusté à 80 712 000 € HT.

La participation de la Ville passe de 11 742 000 € HT à 14 826 000 € HT soit 15 833 200 € TTC (la TVA ne s'appliquant que partiellement).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2018, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°8 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

73. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM

Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte-urbaniste exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville. Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel Hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur Hôtel de ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructures un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005. Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel Hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel Hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'Hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permet d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long des nouvelles lignes du tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, ce même avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'Hôtel de ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil

municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel Hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne de tramway avenue Germaine Tillion, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les

consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, a été entérinée en séance du 3 novembre 2017 par le Conseil Municipal dans le cadre d'un avenant n°14 signé le 19 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 107 367 000 € HT et à 108 979 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

74. ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 13

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes Antoine Garcia-Diaz, François Fontès et Philippe Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des

locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le

financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de La Mantilla par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017 afin de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2023 pour permettre à la SERM de poursuivre l'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'à cette échéance.

Compte tenu du fait que le parc de stationnement de *La Mantilla*, toujours géré par la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement, ne pourra atteindre en 2023 les conditions de rentabilité permettant d'envisager sa revente à investisseur privé comme initialement envisagé, un avenant n°13 est aujourd'hui proposé afin de prolonger la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2028. D'ici là, la SERM aura pour mission de stabiliser le fonctionnement de ce parc de stationnement, d'adapter ses tarifs et de mettre en œuvre tous moyens nécessaires pour permettre au parking de rentrer dans une phase de maturité pour attirer les investisseurs privés.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 73 937 000 € HT et les recettes perçues à 69 983 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 82 121 000 € HT, en augmentation de 3 333 000 € HT afin de prendre en compte les recettes et dépenses d'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* générées jusqu'en 2028.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement permettant de proroger la concession d'aménagement de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2028 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

75. ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 15

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la

quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil Municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Par Délibération du 3 novembre 2017, un avenant n°13 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017, a permis de décaler en 2019 la participation prévue en 2018.

Un avenant n°14, approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 25 octobre 2018 et signé le 17 décembre 2018 a modifié l'échéancier du versement de la participation de la Ville en décalant sur 2020 cette participation d'équilibre initialement prévue en 2019.

Afin de poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé et répondre, à proximité des lignes de tramway, à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, et en particulier en logements locatifs sociaux, des études de faisabilité opérationnelles et la réalisation de nouveaux programmes doivent être engagées.

Aussi, pour permettre la poursuite de cette opération, la durée de la concession d'aménagement, prévue à ce jour jusqu'en 2020, doit être prolongée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2025. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°15 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 45 051 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 347 000 € HT. €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 491 000 € en dépenses et en recettes, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°15 à la concession d'aménagement permettant de proroger la concession d'aménagement de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

76. ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Avenant n° 12

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne (devenu Georges Charpak) et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future avenue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur étaient les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future avenue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A709, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future avenue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A709,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de l'avenue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recaler dans le temps l'échéancier de versement de

cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a donc confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. En 2014, cette opération a également été lauréate des Victoires du Paysage.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9

prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019. Ce même avenant intègre par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Un dialogue compétitif a été engagé en 2017 pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, sur lequel est envisagée une opération d'aménagement sous forme de ZAC, restant à créer. L'équipe MUTABILIS / SOUL / BETEM a été retenue en 2018. Un programme prévisionnel pour la ZAC de la Baume a été ébauché, avec 100 000 m² SDP au total, dont 20 000 m² de surfaces tertiaires et 80 000 m² de surfaces de logements.

En 2017 ont également été lancées les études d'urbanisation du secteur Mas Combelle situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits seront financés dans le cadre de projets urbains partenariaux (PUP).

Ces études ont permis de préciser les programmes respectifs et d'intégrer ces deux opérations au bilan financier global de la concession.

Par délibération n°V2018-376 du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 11 à la concession d'aménagement portant sur l'extension des missions opérationnelles du concessionnaire sur le secteur nord de la Baume, augmentant la superficie totale de la concession à 51 ha environ, l'extension du périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand (section nord), à la place Christophe Colomb, et partiellement à la copropriété Saint Michel (parcelle DS 461p), l'évolution des missions de l'aménageur permettant d'établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC, l'intégration d'une rémunération complémentaire pour le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle, ainsi que la modification de l'échéancier de versement du montant de participation de la Ville, en baisse de 291 000 € HT.

Le Conseil municipal a également approuvé par cette même délibération les termes d'un avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, portant sur le prolongement des avances annuelles de trésorerie pour les années 2021 et 2022.

Le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle a depuis abouti à l'approbation par le Conseil métropolitain en date du 22 mars 2019 (délibération n° M2019-101) et par le Conseil municipal en date du 27 mars 2019 (délibération n° V2019-77) des termes d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, signée le 21 mai 2019. Par délibération n°M2019-486 en date du 30 septembre 2019, le Conseil métropolitain a, d'une part, instauré un périmètre de conventions de projets urbains partenariaux (PUP) sur le secteur Mas Combelle, et d'autre part, approuvé les termes d'une première convention de PUP tripartite avec VINCI Immobilier / ACM et la SERM (PUP Mas Combelle CDE).

En 2018, les études relatives à la mise en œuvre du sous-secteur 2 de la ZAC Parc Marianne et au projet de ZAC de la Baume se sont également poursuivies.

Aussi, il convient de modifier par avenant n° 12 le texte de la concession d'aménagement afin d'intégrer l'évolution du programme global de l'opération, qui comportera notamment :

- sur la ZAC Port Marianne – Parc Marianne et son extension : 220 000 m² SDP sur 27 hectares, dont environ 2 800 logements et 30 000 m² de surfaces tertiaires et équipements publics ;
- sur la future ZAC de la Baume : 100 000 m² SDP sur 9 hectares pour environ 1 300 logements et 20 000 m² de surfaces tertiaires ;
- sur le secteur Mas Combelle : 250 logements environ sur 0,7 hectare ;

Les aménagements des voiries primaires Raymond Dugrand, Joan Miro, Nina Simone et d'un secteur de 3 hectares situé au sud de Mondial 98 et à l'est de l'avenue Joan Miro, destiné à recevoir des équipements scolaires, des logements et des activités sont également inclus dans ce programme.

Par ailleurs, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.

- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Le projet d'avenant n° 12 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 27 000 € environ.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 87 283 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 86 071 000 € HT.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 140 380 000 €, en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent (+ 299 000 € HT).

La participation d'équilibre de la Ville s'établit à 35 619 000 € HT, sans modification par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 concernant la concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;

- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement permettant d'intégrer l'évolution du programme global de l'opération et d'intégrer une nouvelle mission relative à la conception et la mise en œuvre d'une plateforme de services de proximité de type « portail numérique de quartier » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

77. ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M **Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018** **Avenant n° 2**

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du Conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le Conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte. S'en sont suivis de nombreuses études complémentaires. Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation de 200 000 m² maximum de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements abordables), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics dont une crèche, un groupe scolaire, un internat régional, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique. 60% du quartier sera urbanisé (environ 12,5 hectares), tandis que les 40 %

restants (8,5 hectares) auront vocation à préserver et mettre en valeur les espaces naturels constitués autour du lit de la Lironde et de la transparence hydraulique entre le Lez et la Lironde, garantissant le bon fonctionnement des corridors écologiques vers les quartiers voisins.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet (protection hydraulique du bassin versant de la Lironde, secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge, secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavallade) occupé en partie par les bâtiments de l'internat régional réalisé depuis 2016, lignes électriques haute tension à enfouir, nécessitant d'intervenir en plusieurs phases), la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, dans le cadre d'une concession d'aménagement. Ainsi, par délibération du 19 février 2015, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional perçu par la Ville (171 160 €), portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2018, le projet de la ZAC Port Marianne – République a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), en considération de la délibération du 29 mars 2018 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole émettant un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU, ainsi que de la déclaration de projet approuvée par le Conseil municipal de Montpellier en sa séance du 3 avril 2018.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

En application du vote le 21 février 2019 par le Conseil de la Métropole de Montpellier des nouvelles dispositions du Plan Local de l'Habitat 2019/2024, le concédant a demandé à l'aménageur de modifier au sein de l'opération d'aménagement la répartition entre les différents types de logements, la part du logement social étant ainsi portée à 33%. La perte de charge foncière est cependant compensée par la hausse des hypothèses de charges foncières sur le logement social et sur le logement libre (+ 10 € / m² SDP). La nouvelle ventilation programmatique de la ZAC Port Marianne – République est désormais de 33% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 47% de logements libres, avec une projection actualisée à un total d'environ 1 700 logements.

Le lancement effectif des îlots A et E de la ZAC Port Marianne – République a mis en évidence la nécessité de confier à l'aménageur les missions de portage et de gestion des commerces projetés sur ces deux îlots bordant l'avenue Raymond Dugrand, afin d'assurer l'animation et la mixité commerciale du quartier dès la livraison. Pour ce faire, une prolongation de 5 ans de la durée de la concession d'aménagement par un avenant n° 2 est nécessaire, soit jusqu'en 2035.

Par ailleurs, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire). Le projet d'avenant n° 2 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 117 000 € environ.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 4 239 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 180 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 70 141 000 € HT, en augmentation de 16 598 000 € HT par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation est due principalement en dépenses à l'intégration (dont rémunération de l'aménageur) :

- des nouvelles missions de portage et de gestion des commerces des îlots A et E,
- de la mission de conception et de mise en œuvre d'une plateforme de services numériques,
- et d'un fonds de concours à destination de Montpellier Méditerranée Métropole correspondant à la quote-part de la ZAC Port Marianne – République, en vue de la réalisation d'un réseau de collecte en assainissement avenue Raymond Dugrand, d'un montant de 350 000 € HT maximum.

Cette augmentation est compensée par :

- une augmentation des recettes de loyers, à percevoir dans le cadre de l'exploitation par l'aménageur des commerces des îlots A et E,
- un recours à l'emprunt lié au portage et à la gestion des commerces des îlots A et E, dans la perspective de leur cession ultérieure et des recettes correspondantes,
- une augmentation des charges foncières, tant liée à la bonne commercialisation du lot A1 de l'opération qu'à la hausse des hypothèses de charges foncières futures sur le logement social et le logement libre, permettant d'intégrer les nouvelles dispositions du PLH 2019/2024.

Le montant de la participation d'équilibre à verser par la Ville reste inchangé par rapport à l'exercice précédent (467 000 € HT).

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, joint à la présente, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ZAC Port Marianne – République, permettant de confier à la SA3M les missions de portage et de gestion des commerces des îlots A et E de l'opération jusqu'à la fin de la concession (avant cession au privé), de prolonger en conséquence la durée de la concession de 5 ans, soit jusqu'en 2035, et de confier à la SA3M une mission de conception et de gestion d'une plateforme de services en lien avec d'autres opérations d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

**78. ZAC Port Marianne - Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 hectares, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification du PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4 000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet

2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 47 137 000 € HT pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 47 461 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

79. ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM

Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Avenant n° 7

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'hôtel de ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont André Lévy.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont André Lévy ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles.

L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement. Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Pour donner suite à de nouvelles études menées en 2017 sur le nouveau complexe communal, le coût global de cet équipement, initialement fixé à 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC) a été

réajusté à 6 000 000 €HT (soit 7 200 000 €TTC) : en conséquence, la participation de la Ville correspondant à cet équipement a dû être revue à la baisse. Par conséquent, un avenant n°6 au traité de concession, signé le 17 décembre 2018, a permis de modifier le montant de la participation de la Ville aux équipements publics de la ZAC ainsi que l'échéancier de versement de cette participation jusqu'en 2022.

Cette opération est actuellement en cours de réalisation : aussi, pour permettre sa poursuite, la durée de la concession d'aménagement, prévue à ce jour jusqu'en 2022, doit être prolongée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2027. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°7 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 28 298 000 € pour un montant total de recettes perçues de 32 836 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 46 629 000 €, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°7 à la concession d'aménagement permettant de proroger la concession d'aménagement de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2027.
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

80. ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 1

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier de Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, le projet d'aménagement de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers

voisins, notamment celui de Malbosc ;

- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;

- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;

- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'un nature entre rusticité et domesticité ;

- achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville ;

- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

En vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération et afin d'en améliorer la faisabilité, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un programme d'études complémentaires.

Conformément aux dispositions des articles L 300-3 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier, par décision n°2015/0177 en date du 29 mai 2015, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), devenue S.A.3.M. (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte un ensemble d'études et de mener une procédure de concours afin de désigner l'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC sur la base d'un plan guide.

Par décision du 27 décembre 2016, reçue en Préfecture le 28 décembre 2016, la Ville de Montpellier, a désigné le groupement DEVILLERS & Associés / IMAGINE Architectes / Les ENR (devenus VIZEA) / ALPHAVILLE / ARTELIA lauréat du concours d'urbanisme en vue de la conception et le suivi de la ZAC du Coteau en qualité d'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et au regard de la complexité du projet qui tient notamment aux caractéristiques paysagères et géographiques remarquables de ce secteur et à leur nécessaire préservation, la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre de ce projet, à un opérateur public spécialisé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi par délibération du 22 juin 2017, la Ville a confié cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale.

L'année 2017 a permis à la SA3M d'acquérir le foncier auprès de l'Etablissement Public Foncier.

L'année 2018 a été marquée par l'avancée des études pré-opérationnelles en vue d'aboutir à un dossier de réalisation courant 2020.

L'ajustement du montant des travaux, l'adaptation de la part de logements sociaux prévisionnelle du nouveau PLH, passant de 30 à 33% et l'ajustement des recettes ont conduit à légèrement modifier le montant total du bilan.

Aussi, il est proposé d'augmenter le bilan financier prévisionnel de l'opération, à 187 000 € HT, le portant à 44 855 000 €HT en dépenses et recettes. Cette évolution n'engendre pas de participation de la Ville de Montpellier.

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TAM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Le projet d'avenant n° 1 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de 76 000 €HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté du Coteau qui a été établi au 31 décembre 2018 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC du Coteau du 1er janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver l'avenant n°1 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

**81. ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 9**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher comprenant 2 500 logements, 30 000 m² d'activités et de commerces, un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc de plus de 20 hectares, des voies nouvelles et tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M a acquis auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 pour intégrer une diminution des surfaces cessibles et une augmentation de la part de logement social de 25% à 30%, générant une augmentation de la participation de la Ville de 2 000 000 et portant celle-ci à 38 900 000 €HT.

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 pour allonger la durée de la concession d'aménagement de 5 ans, portant à 20 ans la durée globale de la concession.

Par délibération du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 pour intégrer une augmentation de 800 000 € de la participation d'équilibre de la Ville pour le renforcement du réseau AEP, portant la participation de la Ville à l'opération à 39 700 000 €HT.

L'année 2018 a permis de mener les études nécessaires à la finalisation du dossier de réalisation de la Zac approuvé en juin 2018 et du dossier de demande d'autorisation Environnementale pour les aménagements hydrauliques du parc Montcalm soumis à enquête publique du 20 décembre 2018 au 25 janvier 2019. Elle a également permis de mettre au point le PRO/DCE et de poursuivre l'établissement des fiches de lots de la tranche 1 de l'opération. L'affinement des études et la poursuite de la concertation avec le public ont conduit à une réduction de l'emprise du projet dans le secteur dit « Chasseurs » au profit du parc Montcalm, dont la surface sera augmentée de 1,3 hectare le long du Lantissargues. Par ailleurs, pour se mettre en conformité avec le nouveau Plan local de l'Habitat, la part de logement social passera de 30% à 33%.

Les travaux réalisés en 2018 ont concerné la mise en sécurité et le raccordement de la Halle créative Tropisme qui a ouvert ses portes en janvier 2019, la viabilisation de la phase 1 de la caserne, la construction de l'école associative occitane Dau Chivalet et de la première tranche du groupe scolaire Jeanne Moreau mis en service en septembre 2019, et la maintenance et le gardiennage du site.

En juillet 2018, dans le cadre de la stratégie d'accueil des Industries Culturelles et Créatives, un premier lot a été vendu pour permettre l'implantation de l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA).

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TAM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n° 9 pour un montant de 117 000 € à la concession d'aménagement.

Le nouveau bilan financier de l'opération d'aménagement de l'EAI est en diminution de 1 359 000 €HT en dépenses et en recettes, essentiellement pour intégrer une réduction de l'emprise constructible sur le secteur « Chasseurs » et un ajustement de la part de logement social.

Le bilan présenté s'établit donc à 103 541 000€ HT en dépenses et en recettes, dont 30 261 000 €HT réalisés en dépenses et 17 146 000 €HT réalisés en recettes au 31 décembre 2018.

La participation de la Ville est augmentée de 2 286 000 €HT pour compenser le solde négatif lié à la nouvelle programmation du PLH et à la réduction de l'emprise constructible sur « Chasseurs ». Elle est portée à 41 986 000 €HT, ce qui nécessite l'approbation d'un avenant n°9.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018, joint à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant n°9 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SA3M entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, joints à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

**82. ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018**

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 hectares environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1 900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Le programme global des constructions est de 150 000

m² de Surface De Plancher (SDP) dont 15 000 m² de bureaux et de commerces en rez-de-chaussée. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier. Cette opération a contribué également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 du groupe scolaire Beethoven à proximité, et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. De même, la nouvelle clinique Saint Roch implantée le long de l'avenue du Colonel Pavelet en 2016 participe au dynamisme de ce secteur.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

L'année 2018 a été marquée par la livraison des programmes de logements de la tranche 7 (lot 5F et 5E). Cette dernière tranche intègre deux programmes majeurs dont les travaux se sont poursuivis durant cette année : le lot 1A1 situé à l'entrée de la ZAC comprenant 100 logements libres et aidés, un rez-de-chaussée commercial d'environ 2 000m² (dont des halles privées) et du stationnement mutualisé en sous-sol ouvert aux utilisateurs extérieurs, ainsi qu'une opération de 40 logements dédiée en totalité au logement abordable sur le lot 5D.

Les 7 tranches de la ZAC sont aujourd'hui quasiment livrées, reste un dernier lot à proximité de l'agriparc du Mas Nouguier et les travaux de la tranche 7 sont en cours de finalisation.

La réflexion urbaine s'est poursuivie sur un pôle de bureaux et la construction d'un parking en lieu et place du parking relais les Sabines. Des études techniques seront menées en 2020 en collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 42 221 000 € HT et les recettes perçues à 46 537 000 € HT.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 731 000 € HT, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse de 130 000 € HT s'explique par la prise en compte de l'actualisation du montant des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) restant à réaliser et à l'augmentation de la rémunération aménageur induite.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé.

Le montant des recettes est en hausse grâce à la bonne commercialisation des droits à bâtir.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC des Grisettes, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC des Grisettes, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

83. ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n° 1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et, de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la Maison pour tous Rosa Parks ;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (Maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre Jean Vilar, médiathèque Jean-Jacques Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du Château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts

publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n° 1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier. Suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n° 4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 7 pour proroger

la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

La place Pierre Waldeck Rousseau a été inaugurée en juin 2017, le dernier programme de logements privés ayant été livré le long de la rue de Malbosc.

Par délibération du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 8 pour proroger la concession d'aménagement d'un an jusqu'au 31 décembre 2020 et augmenter la participation de la Ville à l'opération de 300 000 €.

Des sommes sont provisionnées sur 2019 et 2020 pour permettre de finaliser les aménagements d'espaces publics (cheminements piétons, paysagement de la place Pierre Waldeck Rousseau, ...) et de rémunérer l'aménageur, notamment pour les opérations de clôture de l'opération d'aménagement.

Le montant global du bilan qui est présenté est inchangé et s'établit à 54 559 000 € en dépenses et en recettes, dont 54 012 000 € réalisés en dépenses et 54 252 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2018 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

**84. ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8**

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 hectares, est délimité approximativement par le pont de Lattes au nord, la rue Colin à l'est, le boulevard Vieussens au sud et l'avenue de Maurin à l'ouest. Il comprend

notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible, en particulier par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Dès 2015, une nouvelle ambition en matière d'accueil d'entreprises est proposée pour ce quartier, véritable vitrine économique aux portes de la gare centrale.

L'année 2018 a été marquée par l'obtention des permis de construire des lots 3 et 4 ainsi que les lots 7.1, 7.2 et 7.3 et le lancement de l'aménagement du parc René Dumont.

Dans ce cadre, le pôle tertiaire constitué de trois bâtiments linéaires le long des voies ferrées accueillera des entreprises en lien avec la ville intelligente offrant des espaces de co-working, des bureaux et un hôtel innovant. Cet ensemble a fait l'objet d'ateliers architecturaux, rassemblant les porteurs de projet, les architectes et l'Architecte des Bâtiments de France afin d'optimiser l'accueil d'entreprises et la forme urbaine.

De plus, dans le cadre de la politique de transition énergétique, la collectivité souhaite développer un ambitieux programme de production thermique solaire notamment sur le dernier étage du parking Saint Roch avec l'installation de panneaux photovoltaïques.

Au 31 décembre 2018, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 46 167 000 € et les recettes perçues à 39 121 000 €.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 66 924 000€, sans évolution par rapport au bilan précédent.

Le projet de véloparc (pôle service vélos) à proximité immédiate de la gare a été intégré à la concession d'aménagement par avenant n° 7 du 17 décembre 2018, approuvé par délibération du

Conseil municipal du 25 octobre 2018, moyennant le versement d'une participation de 700 000 € HT de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant n° 8 proposé a pour objectif de modifier l'échéancier du versement du montant de cette participation affectée au financement du véloparc.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 8 à la concession d'aménagement modifiant l'échéancier du montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation du véloparc ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions et les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

**85. ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018)**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby Yves du Manoir, équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L. 1523-2, 4°, du Code général des collectivités territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2018, à 84 851 000 € HT en dépenses et 84 851 000 € HT en recettes, dont 75 429 000 € HT réalisés en dépenses et 70 796 000 € HT réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 284 000 € HT en dépenses en raison notamment de l'actualisation des coûts de travaux. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3 600 000 € HT. Elle est soldée depuis 2013.

La convention d'avance de trésorerie, qui court jusqu'au 31 décembre 2018, est inchangée.

Un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 est présenté en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC Ovalie, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Ovalie du 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

86. Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018-

Avenant n° 12 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2018)

Dans le cadre du premier Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré, dans les années qui ont suivi, en partenariat avec l'Etat - ANRU, les autres collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a ainsi été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agissait d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier (Petit Bard - Pergola), devant permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville,
- de rénover complètement l'habitat dans le sous-secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés)
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement

d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ont été ouvertes dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une refaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en

fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions, liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2016, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

En 2017, dans un avenant n°10, la concession d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021, intégrant l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

En 2018, l'avenant n°11 intégrait une augmentation de la participation de la Ville, pour permettre la finalisation du programme.

Pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants tout en prenant en compte la modification du programme de reconfiguration de l'offre commerciale et les nouveaux calendriers de travaux et de cessions, il est proposé un avenant n°12 pour proroger la durée de la concession d'aménagement de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2024. Le montant de la participation d'équilibre de la Ville demeure inchangé et son échéancier doit être modifié.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et recettes de 458 000 € : il s'établit à 72 198 000 € en dépenses et en recettes, dont 66 342 000 € réalisés en dépenses et 55 913 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la Ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2021 en portant le total à 47 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2018 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2018, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°12 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.

**87. Quartier de la Pompignane - Renouvellement urbain - Concession d'aménagement
Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (entreprises IBM, Dell,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Pour ce faire, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Un dialogue compétitif a également été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à l'issue duquel le cabinet d'urbaniste CASTRO/DENISSOF et Associés, associé au paysagiste PRAXYS et au bureau d'études BERIM a été désigné comme architecte en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;

- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré le bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016. Elle porte sur les secteurs du quartier susceptibles de connaître une mutation conséquente.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil Municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil Métropolitain le 21 juillet 2016. Un avenant n° 1 à cette convention a été approuvé depuis en Conseil municipal le 17 juillet 2018 et en Conseil métropolitain le 19 juillet 2018, afin d'adapter le périmètre et les modalités financières d'intervention sur l'espace public de la Ville ou son aménageur, tenant compte de l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

En conséquence, par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil métropolitain a instauré un périmètre de convention de projets urbains partenariaux (PUP) sur le secteur dit Pinville Nord, au nord du plateau de la Pompignane, en vue de la signature de conventions de PUP avec les constructeurs intervenant sur ce secteur et dans le but de participer aux équipements publics rendus nécessaires par ces opérations de construction, dans la mesure où aucun périmètre de zone d'aménagement concerté n'est envisagé sur ce secteur. Les conventions de PUP tripartites sont signées entre la Métropole, les constructeurs et l'aménageur, pour le compte de la Ville de Montpellier.

La SA3M a poursuivi parallèlement avec l'équipe de maîtrise d'œuvre les études de définition du projet de renouvellement urbain qui table désormais en divers secteurs du quartier sur un programme d'environ 2 500 logements nouveaux et environ 5 000 m² de surfaces tertiaires, des équipements de proximité, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, ... en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation, voire le développement de l'activité économique située notamment sur le plateau.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2018, un avenant n° 1 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de prolonger sa durée de 5 ans, soit un total de 15 années (jusqu'en novembre 2031) dans le but d'optimiser la planification des opérations dans le temps. L'avenant n° 1 a également permis d'adapter le périmètre de la concession à l'évolution globale du

projet de renouvellement urbain.

L'approbation par le Conseil métropolitain le 21 février 2019 du Programme Local de l'Habitat 2019/2024 a impliqué au sein de la concession une prise en considération des objectifs de renforcement de l'offre en logement social, tout en considérant les contraintes tant économiques que sociales propres à ce territoire et à ce projet de renouvellement urbain.

Depuis, deux projets d'opérations d'aménagement, l'une d'initiative publique et l'autre générée par un projet d'initiative privée, se développent sur des secteurs ciblés :

- le projet de zone d'aménagement concerté de la Pompignane, d'une superficie d'environ 12 hectares, sur le secteur du cœur de quartier de la Pompignane et sur la frange Ouest du plateau de la Pompignane,
- le projet immobilier des Hauts de Jausserand, auquel la Ville de Montpellier a souhaité donner un cadre en l'intégrant dans le projet global de renouvellement de la Pompignane par la création d'une opération d'aménagement, d'une superficie de 9 hectares environ, située au nord du quartier, entre le campus technologique de la Pompignane, la rue de Salaison et la rue de Pinville.

Ces deux opérations d'aménagement doivent permettre d'engager activement le processus de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, au sein de la concession d'aménagement.

Par ailleurs, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m² à construire).

Le projet d'avenant n° 2 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 114 000 € environ.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 11 078 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 2 495 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 55 616 000 € HT, en diminution de 1 349 000 € HT par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due principalement, en recettes, à la prise en considération du nouveau Programme Local de L'Habitat 2019/2024, avec un renforcement de l'offre en logements sociaux impactant à la baisse le niveau de charges foncières attendues. Elle est compensée par une diminution des dépenses, dont notamment l'optimisation des besoins d'emprunt, ainsi qu'un ajustement du poste « Acquisitions » lié à l'aboutissement favorable en 2018 des négociations relatives à l'achat d'un terrain situé rue de Pinville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- de prendre acte du document joint établi par la SA3M, identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Pompignane du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, intégrant de nouvelles missions relatives à la conception et la mise en œuvre d'une plateforme de services de proximité de type « portail numérique de quartier » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

88. ZAC de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 3

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4^{ème} ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier.

Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant une nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et un étalement du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

Les études menées ces dernières années et le travail engagé avec les acteurs de terrain (propriétaires, promoteurs, ...) ont permis le démarrage des premières de construction fin 2017-début 2018, avec des programmes mixtes comprenant du logement et une part significative d'activités sur l'ilot test, à l'angle de la rue de l'Industrie et de la rue du Lantissargues.

Ces opérations ont permis notamment de valider une stratégie et une méthode devant permettre de finaliser les études aboutissant à un dossier de réalisation.

Aussi, le bilan de l'opération jusqu'alors inscrit dans le CRAC avait été défini sur la base des études préalables. Les études réalisées ont permis d'affiner le programme de l'opération et ainsi ajuster et consolider le bilan.

Les principaux éléments d'évolution du bilan sont les suivants :

- la baisse du programme de construction (et des recettes afférentes), ajusté à 7 500 logements, pour mieux tenir compte des activités qui seront maintenues sur place (Marché d'Intérêt National...) ;
- l'ajustement du programme de travaux pour tenir compte de l'évolution du programme de construction, et des impératifs environnementaux (augmentation de la part des modes doux et espaces non imperméabilisés, ...) ;
- l'augmentation de la part globale d'activité pour mieux tenir compte des besoins du territoire ;
- la prise en compte du nouveau PLH (2019-2024) comprenant notamment une augmentation significative de la part de logements sociaux ;
- l'intégration de la construction d'une nouvelle cuisine centrale pour un montant total de 27 305 000 € HT.

A ce titre, le bilan de l'année 2018 fait apparaître une dépense de 717 000 € HT couvrant principalement la rémunération de l'aménageur, les études, les acquisitions foncières et les frais financiers de portage. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à

9 386 000 € HT.

Aussi, au 31 décembre 2018, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, s'établit donc à 203 261 000 € H.T. en dépenses et recettes, soit en baisse de 62 939 000 € HT par rapport au CRAC de l'année précédente.

Le montant de la participation de la Collectivité est augmenté du montant de la cuisine centrale, et porté à 50 505 000 € HT.

Un avenant n°3 à la concession d'aménagement est nécessaire afin notamment de prendre acte de l'évolution du programme de l'opération et de la concession ainsi que du nouvel échéancier des participations de la collectivité intégrant la cuisine centrale.

En 2019, le permis de construire d'un groupe scolaire de 15 classes a été accordé., en vue d'une ouverture en septembre 2021.

Ces différentes étapes permettent d'envisager de poursuivre la construction de nouveaux logements et donc une accélération de la mutation du site de la Restanque dans les prochaines années.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la ZAC de la Restanque établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concessionnaire d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement modifiant le programme de la concession, le montant de la participation et l'échéancier de versement de la participation d'équilibre par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

89. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier - Mandat Ville/SA3M

**Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat**

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du

bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Par délibération du 25 octobre 2018, la Ville a approuvé l'avenant n°3 au mandat, avec pour objet d'approuver le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., de préciser la durée de la convention de mandat et de porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Depuis fin 2016, l'ensemble du site fait l'objet d'une occupation illicite, pour laquelle le Tribunal Administratif a ordonné le 12 juillet 2018 l'expulsion des occupants, avec un délai de deux mois. En l'absence de mise en œuvre de cette décision, le bilan prévisionnel est maintenu à 10 000 K€ TTC ; le calendrier de versement de l'avance est modifié par rapport à l'avenant n° 3, comme suit :

- 100 000 € perçus en 2016
- 300 000 € perçus en 2018
- 400 000 € prévus en 2019, à verser dès réception par le maître d'ouvrage de l'Ordre de Service notifiant le redémarrage de l'opération.
- 200 000 € prévus en 2020, à verser l'année suivant la réception par le maître d'ouvrage de l'Ordre de Service notifiant le redémarrage de l'opération.

La modification de l'échéancier de versement de l'avance sera actée dans le cadre de l'avenant n°4 à la convention de mandat.

Le bilan du présent CRAC 2018 est conforme au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017. Il est arrêté à 10 000 K€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- d'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ;
- d'approuver l'avenant n°4 au mandat précité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR,

Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)
Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

90. Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Contrat de mandat public

Les nouvelles halles Laissac ont été conçues en concertation avec les habitants et commerçants à chaque étape du projet de construction. Elles font désormais partie de la stratégie commerciale mise en œuvre en cœur de ville, en cohérence avec les travaux de la Grand Rue Jean Moulin inaugurée le 31 août 2019, mais également en lien avec l'attractivité retrouvée du boulevard du Jeu de Paume ou encore la rue du faubourg du Courreau qui a pris tout son essor dans un environnement renouvelé. Cet équipement structurant, conçu comme le véritable pivot d'un circuit commercial, trouve pleinement sa place au cœur d'un secteur en plein renouveau. Il contribue à l'attractivité du centre-ville, centre de la Métropole entre la Gare Saint-Roch, le MoCo - Montpellier Contemporain, les faubourgs à la vie de quartier intense et l'Écusson au patrimoine architectural emblématique.

Cette opération comprend les travaux de construction des nouvelles halles en coordination avec l'aménagement des espaces publics alentours.

Par délibération du Conseil municipal en date du 28 janvier 2016, il a été approuvé la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Commune. Par délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2016, un mandat a été confié à la SA3M pour une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, pour un montant de 9 376 000 € TTC.

Par délibération du Conseil municipal en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°1 a modifié les modalités de financement et de règlement des dépenses engagées par la SA3M au nom et pour le compte du mandant. Par délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2018, l'avenant n°2 a acté la correction de date de réception de l'ouvrage (1^{er} trimestre 2019 au lieu de 1^{er} trimestre 2018) et du total du bilan ajusté à 9 352 000 € TTC. Conformément au planning, le 1^{er} décembre 2018, les halles Laissac ont été inaugurées. Les travaux de la place sont effectués en 2019. Le bilan prévisionnel s'inscrit dans l'épure du mandat notifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Halles Laissac » établi au 31 décembre 2018, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Dernière affaire de l'ordre du jour. Il s'agit de la réalisation des nouvelles Halles Laissac. Je ne prends pas part au vote. Monsieur LÉVITA. Madame BOUALLAGA puis Monsieur LÉVITA.

Madame BOUALLAGA : C'est la dernière affaire et la dernière fois que je m'exprimerai. Du coup, j'avais une question à vous poser. Ça concerne bien cette affaire. Je me posais une question sur les Halles de la Paillade. Il serait intéressant de faire entrer un peu l'écologie car vous la faites rentrer au centre-ville mais il serait bien de mettre des panneaux solaires aussi à la Paillade. Pourquoi vous n'en mettez pas là-bas ? Les Pailladins sont punis parce qu'ils n'ont pas voté pour vous mais pour Jean-Pierre MOURE en 2014 ? Il serait intéressant que l'écologie prenne le pouvoir et le dessus aussi dans les quartiers prioritaires. Peut-être allez-vous me dire que c'est prévu. Si c'est le cas, tant mieux. Mais, je constate tout de même que vous avez favorisé le centre-ville et que les quartiers prioritaires, eux, ont juste un petit maquillage de façade, une petite toile qu'on tire par-ci par-là en leur disant qu'on a refait vos petites Halles. Du reste, il n'y a pas grand-chose qui a changé : le parking va être fermé. Voilà, je me posais la question sur l'écologie.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, la Halle de la Paillade, qui a été réalisée par l'excellent architecte montpelliérain Jean-Luc LAURIOL, l'a été de façon écologique dès sa construction puisqu'elle a été réalisée avec des toiles tendues et deux parvis.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Ne me dites pas cela, vous ne connaissez pas le dossier.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Non mais ce n'est pas possible !

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Vous me posez la question sur l'écologie, je vais vous répondre.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : L'infrastructure...

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Mais, vous ne comprenez rien ! L'infrastructure des Halles de la Paillade a été réalisée d'emblée pour être faite avec ces toiles tendues qui laissent passer l'air volontairement. Ne dites pas non.

Madame BOUALLAGA (hors micro) : C'est du pipeau.

Monsieur le Maire : Vous traitez Monsieur LAURIOL d'imbécile. Ça va lui faire plaisir !

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Oui, c'est ça. Monsieur LÉVITA.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Vous ne connaissez pas le dossier.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Vous ne connaissez pas le dossier. Vous faites du bruit. Vous ne parlez pas, vous faites du bruit.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur LÉVITA : Mes chers collègues, je voulais juste attirer votre attention sur le fait que pour les Halles Laissac, nous avons prévu une dépense de 9 376 000 €, ce qui ne vous a pas échappé, et qu'elles ont été réalisées avec un bilan de 9 352 000 €. Grâces soient rendues à vos services ainsi qu'à ceux de la SA3M.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : La toile de la Paillade, c'est pratiquement un million d'euros. Monsieur COUR.

Monsieur COUR : Monsieur LÉVITA, il a fallu, avant, détruire les anciennes Halles etc. Donc, tout compris, on arrive à 14,5 millions. Il faut compter l'ensemble.

Monsieur LÉVITA : Monsieur COUR, vous n'avez jamais rien compris. J'ai dit la réalisation. Je suis chargé de vous dire : la réalisation des Halles Laissac. Il n'est pas question de faire la totalité. La totalité...

Monsieur le Maire : Monsieur LÉVITA, en français, la réalisation, dans l'esprit de tout le monde, c'est effectivement quand vous faites les travaux totaux. Sinon, c'est facile. Vous avez tendance à diminuer quand ça vous arrange et à augmenter quand ça vous arrange.

Monsieur le Maire : Le total du projet, c'est 9 millions d'euros et la place c'est 1,5 million ? Monsieur NURIT, c'est combien ?

Monsieur COUR : 1,8 million et 4 millions et des poussières pour le détruire. Et alors, vous ne connaissez pas les chiffres !

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

Monsieur le Maire : Merci chers collègues. Écoutez-moi : nous aurons le dernier Conseil municipal au mois de décembre puisque, peut-être, il n'y en aura pas avant mars puisque nous voterons le budget après. La prochaine fois, il y aura donc un petit repas amical comme nous avons coutume de le faire après le Conseil municipal pour fêter la fin de l'année. Ce coup-ci, ce sera la fin du mandat. Vous pouvez l'annoncer sur Facebook, Monsieur LARUE. Bonne soirée à tous. Merci.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20 h 17.



Conseil municipal du 21 novembre 2019

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N°VD2019-336 - Direction Sports et Jeunesse

Contrat de prestations de service

Club de haut niveau Handball SAS MONTPELLIER HANDBALL

Championnat de France et d'Europe

Saison 2019-2020

N° V9C0014DS-2

Objet : La Ville décide d'acquérir auprès de la SAS Montpellier Handball des prestations de service pour les rencontres de Championnat de France et d'Europe de Handball pour un montant de 121 061.80 € HT

N°VD2019-379 - Direction de l'Education

Décision relative au marché 6D0050 Construction du groupe scolaire Croix Lavit Benoîte Groult

Avenant n°3 du lot 11

Objet : Avenant d'augmentation de 10.50% pour le lot 11.

Ce marché a été attribué à la société SPI Industrie et Tertiaire. Des modifications ont entraîné une augmentation pour les motifs suivants :

- normes d'hygiène et sécurité concernant la mise en place d'équipement adaptés dans les offices ;
- mise en place d'un plan particulier de mise en sécurité face aux risques majeurs ;

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 31 508.39 € HT soit un montant total du contrat porté pour ce lot à 331 546.45€ HT.

N°VD2019-395 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Veyrassy - Mandat d'études Ville/SA3M

Objet : Dans le cadre de sa politique de production diversifiée de logements, la Ville de Montpellier envisage la réalisation d'un quartier mixte à dominante de logements sur le secteur de Veyrassy (6 ha).

Pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et pour cela de confier un mandat d'études à la SA3M. Le montant des études de tiers est estimé à 155 000 euros HT, et la rémunération du mandataire à 50 000 euros HT (84 000 euros TTC). La durée du mandat est de 24 mois.

N°VD2019-402 - Direction de l'Education

Construction du groupe scolaire croix Lavit (Benoite Groult)

Marché n° 6D0050

Augmentation du montant du marché et de prolongation du délai pour le lot 12

Avenant n° 3

Objet : Dans le cadre de la construction du groupe scolaire (Malbosc - Croix Lavit) Benoite Groult, le lot n° 12 – chauffage ventilation plomberie sanitaire- du marché 6D0050 a été attribué par décision VD/2017/343 en date du 27 novembre 2017 à l'entreprise Engie Axima.

Des modifications programmatiques sont intervenues répondant à la politique alimentaire et de nettoyage des écoles de la Ville de Montpellier, ces éléments entraînent des sujétions techniques imprévues et une augmentation de 1 600,50 € HT soit une augmentation de 0,31% du contrat initial.

Un arrêt de chantier, de trois semaines, imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade. Les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires

de travailler dans des conditions optimales et ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier. Par conséquent, certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019.

Des interventions décalées, des entreprises de voirie, réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier. Ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019.

En conséquence, il est nécessaire de signer un avenant n° 3 d'augmentation et de prolongation de la durée du marché pour le lot 12 portant la date de fin du marché au 1er décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

N°VD2019-410 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Attribution du marché "Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle) de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de la Ville de Montpellier"

N° G8B0029RH

Objet : Certains handicaps nécessitent, le recours à une auxiliaire de vie qui accompagne l'agent dans ses actes professionnels et actes personnels pendant son temps de travail. Afin de faciliter le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de la Ville de Montpellier se sont groupés pour lancer un accord cadre de "Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle)".

Au terme de la procédure et de l'analyse, il a été décidé d'attribuer le marché G8B0029RH à SAP SO'LIFES, 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER, pour un montant maximum annuel de 44 500€ H.T. pour une durée de 12 mois à compter de sa notification renouvelable 1 fois par tacite reconduction

N°VD2019-422 - Direction Architecture et Immobilier

Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville

Avenant n° 1

Objet : Par décision n°VD2018-311 du 7 août 2018, le marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid a été attribué au groupement ENGIE AXIMA/INEO MP LR/FPI, dont le mandataire est ENGIE AXIMA, pour un montant total de 426 264,74 € H.T (toutes tranches confondues). Que le marché se décompose en tranches. Il convient d'intégrer des travaux supplémentaires, nécessaires à la bonne exécution du marché et imprévisibles au lancement de la consultation. Il s'agit de la réalisation du système de chauffage et climatisation dans deux bureaux situés en R+5 de l'ancien Hôtel de Ville à intégrer dans le périmètre de la tranche optionnelle 2 du marché. Ces bureaux n'étaient pas initialement intégrés à la réalisation du nouveau réseau de chauffage et climatisation, car équipés de façon autonome. Cela a pour conséquence de modifier le montant initial du marché initial par un avenant n°1, dans la mesure où il faut prendre en compte la modification des travaux. Que le montant du marché initial est donc porté de 426 264,74 € H.T à 431 285,92 € H.T. (toutes tranches confondues), soit une augmentation de 1.18 % du marché. La modification du marché, opérée par le présent avenant, est fondée sur l'article 139 (3° et 6°) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

N°VD2019-429 - Direction Événementiel - Protocole

Décision relative au marché n° 7D0014 - lot 11 - "Electricité - courant forts et faibles" - Avenant n° 2

Objet : La Ville décide d'autoriser la signature d'un avenant n° 2 du prestataire TECH ELEC SUD du marché 7D0014 - lot 11 "Electricité" -courants forts et faibles - des locaux du protocole, est nécessaire suite à des éléments précités des sujétions techniques imprévues et une augmentation du marché initial du marché de 2 435.63 € HT portant le marché à 114 580.41 € HT soit une d'augmentation de 2.17 % du marché retenu, la durée du marché reste inchangé.

N°VD2019-430 - Direction Événementiel - Protocole

Décision relative au marché n° 7D0014

Locaux Technique du Protocole - Construction de bureaux et hangars SANITHERMIC "Plomberie - Chauffage -Ventilation - Sanitaires" - lot 12 Avenant n° 2

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n° 2 du marché 7D0014 de l'entreprise SANITHERMIC

- lot 12 "Plomberie-Chauffage-Ventilation-Sanitaires" d'un montant de 965.44 € HT soit un pourcentage de 0.50 % suite aux modifications programmatiques intervenues pour les nouveaux besoins du service Protocole de la Ville, la durée du marché reste inchangé.

N°VD2019-431 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice " Requête n°1903836-1 TA - SARL L'OISEAU BLEU"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903836-1 le 30 juillet 2019 par la SARL L'Oiseau bleu et autres contre l'arrêté n° PC 34 172 14 V0223 M01 accordant permis de construire valant permis de démolir pour la création de 30 logements et d'un local d'activité sis au 13 rue Boussairolles et au 17 rue Alfred Bruyas.

N°VD2019-438 - Mission Grand Coeur

Décision relative à la restauration des corps de garde du Peyrou

Autorisation de signature d'avenants au marché 7D0043

Objet : Avenants ayant pour objet d'augmenter le montant des contrats des entreprises SELE, GSD ECHAFAUDAGE, ATELIER JEAN-LOUP BOUVIER et ATELIERS DRUILHET FLAVIN, titulaires du marché 7D0043, pour la réalisation de travaux supplémentaires devenus nécessaires en cours de chantier.

N°VD2019-446 - Direction des Relations aux Publics

Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ou sans famille 2019 - V9B0078RP

Objet : Le Maire doit organiser décemment les obsèques des personnes dépourvues de ressources ou sans famille connue, sans distinction de culte et de croyance. Le Maire assure sur le territoire de la commune l'inhumation ou la crémation.

N°VD2019-463 - Direction des Relations aux Publics

Attribution MAPA N°V9B0074RP - Reliure des registres d'Etat Civil

Objet : La Ville de Montpellier propose d'attribuer le marché reliure des registres d'Etat Civil, afin de permettre d'utiliser les registres de naissances, de mariage et de décès dans des conditions optimales et de sécuriser les feuilles mobiles, à l'entreprise de Chat pour un montant de 28 000 euros H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 3 fois.

N°VD2019-464 - Direction de l'Education

Autorisation de signature - convention de mise à disposition de locaux scolaires pour le déploiement de l'IDEAS BOX, bibliothèque en kit et mobile de la Direction des Médiathèques et du Livre de la Métropole - Année 2019 - Jean ZAY

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de déploiement de l'offre culturelle au plus près des territoires de la métropole et en particulier des zones d'éducation prioritaires et que le réseau des médiathèques dispose d'un outil de déploiement mobile « IDEAS BOX ». Une convention de mise à disposition à titre gratuit doit être mise en place afin de permettre la réalisation de ce projet sur l'Ecole JEAN ZAY.

N°VD2019-465 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association "Ekhô" pour les 5 juillet, 29-30 et 31 août 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "Ekhô" pour les 5 juillet, 29-30 et 31 août 2019, moyennant une redevance de 225€.

N°VD2019-466 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association "Fiamme musicali" pour les 13 octobre et 17 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Fiamme musicali" pour les 13 octobre et 17 novembre 2019, moyennant une redevance de 60€.

N°VD2019-468 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Plan objet 2019

Conservation, restauration et valorisation des églises Notre-Dame-des-Tables et Chapelle-Saint-Charles

n° V9B0045DC et V9A1534DC

Attribution des marchés et autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture

Objet : Les lots 3, 4 et 5 du marché V9B0045DC ont été attribués par décision n° VD2019-309, pour des montants respectifs de 3288€ HT, 3520€ HT et 20495.10€ HT. Les lots 1 et 5 ont été déclarés sans suite, le lot 2 infructueux.

Un nouveau marché a été relancé (V9A1534DC) pour les lots déclarés sans suite: le lot 1 est attribué à Sophie Vergne pour un montant de 13 800 € HT, le lot 2 est déclaré sans suite

Le montant total des marchés attribués dans le cadre de cette opération s'élève ainsi à 41 103.10€ HT, il est proposé de déposer une demande de subvention auprès de la DRAC d'un montant équivalent à 40% de ces travaux.

N°VD2019-469 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Procédure d'expertise - Tribunal de commerce - LABASTERE et Autres"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP PARME Avocats près le Tribunal de Commerce de Montpellier dans la procédure d'expertise tendant à établir les causes et origines des désordres affectant les brise-soleil de l'hôtel de Ville de Montpellier.

N°VD2019-470 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904430-1 TA - Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904430-1 le 20 août 2019 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse sollicitant l'annulation de l'arrêté n°DP341721900367 en date du 4 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM relatif à la pose d'un portail avec portillon en bordure de l'avenue du Pont Trinquat.

N°VD2019-471 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chœur symphonique de Montpellier" pour le 9 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur symphonique de Montpellier" pour le 9 novembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-472 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°19MA03683 CAA - SCI AIGUELONGUE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA03683 le 5 août 2019 par la SCI AIGUELONGUE tendant à l'annulation du jugement du tribunal Administratif de Montpellier n°1800671 du 5 juin 2019 refusant d'annuler l'opposition à la déclaration préalable prise par Monsieur le Maire de Montpellier le 11 août 2017 pour des travaux projetés sur l'immeuble sis 39 Boulevard Jeu de Paume à Montpellier.

N°VD2019-473 - Direction Sports et Jeunesse

Conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux pour l'organisation d'activités physiques et sportives à l'Ecole Élémentaire

Académie de Montpellier - Ville de Montpellier 2019-2020

Objet : La Ville décide de passer une convention avec l'académie de Montpellier pour l'année scolaire 2019-2020, afin de définir les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville pendant les temps scolaires en Education Physique et Sportive.

N°VD2019-474 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Indivision BILLET - TGI Juge de la liberté et de la détention"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et

Associés" près le Juge de la liberté et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à obtenir l'accès à la propriété de l'indivision Billet sise à Montpellier de façon à pouvoir réaliser les travaux de débroussaillage d'office.

N°VD2019-475 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904431-1 TA - SCI DGLD"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1904431-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2019 par la SCI DGLD sollicitant l'annulation de l'arrêté n°PC3417218V0278 en date du 24/01/2019 par lequel Monsieur le Maire a délivré un Permis de Construire à la SCI MILETTE Immobilier sis 480 avenue des Etats du Languedoc.

N°VD2019-476 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "SCI CENTRE MEDICAL MALBOSC - TGI Montpellier"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "PARME" près le Tribunal de Grande instance de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 15-07483 par la SCI Centre Médical Malbosc tendant à la condamnation de la Ville consécutivement aux désordres affectant le bâtiment du Centre Médical.

N°VD2019-478 - Direction de l'Education

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une nouvelle école primaire à Port Marianne
Avenant n° 2**

Coût de réalisation des travaux

Marché n° 7D0003

Objet : Un avenant n° 2 est nécessaire pour fixer le coût de réalisation des travaux pour la réalisation du projet.

Le coût s'élève à 6 452 518.13€ HT. La maîtrise d'œuvre s'engage à respecter ce montant sous réserve de sanctions prévues à l'article 17 du CCAP.

N°VD2019-479 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Référé expertise - Ville de Montpellier c/ Société MASSILIA ETANCHEITE/SA BUREAU VERITAS/SOCIETE SMABTP

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "PARME" près le Tribunal de Grande instance de Montpellier dans le cadre de l'expertise n°RG18/31225 engagée par la Ville consécutivement à des malfaçons affectant les vestiaires sur le domaine dit de Grammont.

N°VD2019-480 - Direction de l'Education

Décision relative au Marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 1 : Gros Œuvre - Avenant n° 1

Objet : Le lot 1 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Gros Œuvre a été attribué à l'entreprise LE MARCORY. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 19 059,83 € HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 1.74 % du contrat initial. Cet avenant porte le nouveau montant du marché à 1 114 059,83 € HT.

N°VD2019-481 - Direction de l'Education

Décision relative au Marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 2 : Couverture

Avenant n° 1

Objet : Le lot 2 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Couverture a été attribué à l'entreprise STRUCTURE BOIS/INEO MIDI PYRENEES LR. En raison de sujétions techniques imprévues visées à l'avenant n°1 d'un montant de 4 608,68 € HT, il est nécessaire de signer un avenant n°1 représentant une augmentation de 1.96 % du contrat initial.

N°VD2019-482 - Direction de l'Education

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 3 : Menuiseries extérieures

Avenant n° 1 - Marché n° 8D0015/3

Objet : Le lot 3, Menuiseries extérieures du marché n°8D0015/3 Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Montpellier, Quartier Celleneuve a été attribué à l'entreprise BARSALOU. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 20 705 € HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 6.56 % du contrat initial.

N°VD2019-483 - Direction de l'Education

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 5 : Cloisons - doublages - faux plafonds

Avenant n° 1

Marché n° 8D0015

Objet : Le lot 5 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Cloisons doublages faux-plafonds a été attribué à l'entreprise EP3. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 24 752€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 14.65 % du contrat initial.

N°VD2019-484 - Direction de l'Education

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 7 : Revêtement de sols durs - faïences

Avenant n° 1 - Marché n° 8D0015

Objet : Le lot 7: Revêtement de sols durs - faïences du marché n°8D0015 - Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Montpellier, Quartier Celleneuve a été attribué à l'entreprise Revêtement du Sud PROCERAM. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n°1 d'un montant de 7 619.20€ HT, il est nécessaire de signer l'avenant n°1 représentant une augmentation de 6.95% du contrat initial.

N°VD2019-485 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 8 : Peinture - revêtement de sols souples

Avenant n° 1

Objet : Le lot 8 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Peinture Revêtements de sols souples a été attribué à l'entreprise SPC Revêtement. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n°1 d'un montant de 3105€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n°1 représentant un montant d'augmentation de 3.88% du contrat initial

N°VD2019-486 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n° 8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 9 : Appareil élévateur

Avenant n° 1

Objet : Le lot 9 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Appareil élévateur a été attribué à l'entreprise NSA. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 720€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 3.16% du contrat initial

N°VD2019-487 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 10 : Chauffage - ventilation - plomberie

Avenant n° 1

Objet : Le lot 10 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

intitulé Chauffage, ventilation, plomberie a été attribué à l'entreprise V20. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 2 985.37€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 1.50% du contrat initial

N°VD2019-488 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°8D0015

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 11 : Electricité - courants forts et faibles

Avenant n°1

Objet : Le lot 11 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé Electricité – courants forts et faibles a été attribué à l'entreprise TEC ELEC SUD. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n°1 d'un montant en moins-value de 302.28€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n°1 représentant un montant en moins-value de 0.17% du contrat initial

N°VD2019-489 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°8D0015 1/2

Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier

Lot 12 : VRD

Objet : Le lot 12 du marché Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier intitulé VRD a été attribué à l'entreprise ASTRUC. En raison de sujétions techniques imprévues, visées à l'avenant n° 1 d'un montant de 3 919.50€ HT, il est nécessaire de signer un avenant n° 1 représentant un montant d'augmentation de 3.51% du contrat initial

N°VD2019-490 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n° V8D0029I

Abroge et remplace la décision n° VD2019-020

Missions de contrôles techniques et vérifications périodiques

Objet : Abroge et remplace la décision n° VD2019-020 marché n° V8D0029AI Missions de contrôles techniques et de vérifications périodiques; Un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 25-I-1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016; il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Le marché est alloué en 2 lots désignés ci-dessous : Lot 1 : Missions de contrôles techniques / Attributaire : QUALICONSLUT Lot 2 : Missions de vérifications périodiques / Attributaire : BUREAU VERITAS. L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification, l'accord peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

L'article 2 précise les imputations budgétaires à la demande de la Trésorerie.

N°VD2019-492 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904731-3 - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1904731-3 le 6 septembre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision du 22 juillet 2019 le plaçant en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 5 janvier 2019.

N°VD2019-493 - Direction des Relations aux Publics

Rétrocession d'une concession quinzenaire située au cimetière Saint Lazare Acte n° 45334

Objet : Madame ROUAINI a acquis une concession d'un montant de 517€ le 21 mars 2016 pour son fils inhumé en terrain commun. Or, cette opération n'a pas pu se faire pour des raisons personnelles. En conséquence, un montant de 400€ sera remboursé.

N°VD2019-494 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1904734-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1904734-3 le 6 septembre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier contre la décision du 22 juillet 2019 le plaçant en congés de maladie ordinaire au-delà de 6 mois.

N°VD2019-495 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n° 1904631-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1904631-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 août 2019 par un agent de la Ville contre la décision de la commune de Montpellier du 10 juillet 2019 l'informant de ne pas renouveler son engagement d'adjoint technique contractuel.

N°VD2019-496 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n° 1901794-4 TA - SARL TEISSIER BP"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats PARME près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901794-4 le 10 avril 2019 par la SARL TEISSIER BP tendant à l'annulation de la décision de la Ville de refuser la demande d'extension de la terrasse de la SARL sise rue Saint Guilhem.

N°VD2019-497 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à l'occupation de salles

Palais Universitaire Sportif Veyrassi

Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier

Convention saison sportive 2019 - 2020

Objet : La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 16 septembre 2019 au 26 juin 2020, pour un montant de 17 376.72 € T.T.C.

N°VD2019-498 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un marché public

Missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric

V9B0009AI

Objet : La Ville de Montpellier a besoin de réaliser des missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric. Une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0009AI. Le marché a été attribué au groupement dont la SARL CARDO Architecture et Paysage est mandataire (5 bis rue des Galons 92190 MEUDON) regroupant AVRIL EN MAI (Paysagiste, Urbaniste) - Atelier Caroline SERRA (Architecte du Patrimoine) - SARL TEMAH (Programmist) - Véronique MURE (Botaniste) - SAS CHLOROPHYL'ASSISTANCE (écologie et pédologie) - BET Brizot Masse Ingénierie (bureau études techniques) et Laurent TAILLANDIER SARL (Economiste) qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 89 698,00 € HT au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire.

N°VD2019-499 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 5 octobre et 1er décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 5 octobre et 1er décembre 2019 moyennant une redevance de 90€.

N°VD2019-500 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Pour un sourire d'enfant" pour le 1er décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Pour un sourire d'enfant" pour le 1er décembre 2019 moyennant une redevance de 60€.

N°VD2019-501 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 13 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier pour le 13 octobre 2019 moyennant une redevance de 15€

N°VD2019-502 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'accord-cadre de prestations

Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents, sans montant minimum ni maximum, pour la mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit au groupement SATHY/SARL ALTO STEP/TN+ PAYSAGISTES ASSOCIES

N°VD2019-503 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs pour l'association "Jordelan" pour le 29 septembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association Jordelan pour le 29 septembre 2019, moyennant une redevance de 90€.

N°VD2019-504 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Jordelan" pour le 6 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour le 6 octobre 2019, moyennant une redevance de 30€

N°VD2019-505 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à l'attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V9D0011ST

Surveillance - Filtrage et Gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier

Autorisation à signer le marché

Objet : Il s'agit de l'attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V9D0011ST concernant la surveillance, le filtrage et le gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier selon un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une valeur estimée annuelle de 200 000,00 Euros H.T. à la société Agence 34 Sécurité sise 34970 Lattes sur une durée potentielle de 4 ans.

N°VD2019-506 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la mise à disposition de la Villa 480 avenue du Pic St Loup

Convention de location Ville / Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier

Autorisation de signer la convention

Objet : Mise à disposition de la villa située au 480 avenue du Pic St Loup à la BRI, à titre gratuit, pour trois ans maximum.

N°VD2019-509 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à une attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V9B0072ST

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Modernisation du Plan Communal de Sauvegarde et formation des acteurs à la gestion de crise

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de la procédure adaptée ouverte n° V9B0072ST concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la Modernisation du Plan Communal de Sauvegarde et la formation des acteurs à la gestion de crise au bureau d'études RISCRISES sis 30100 Ales pour un montant de 69 750,00 Euros H.T. sur une durée de 36 mois.

N°VD2019-511 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Rotary Club de la Grande Motte" pour le 27 septembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Rotary Club de la Grande Motte", pour le 27 septembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-512 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "A portée d'arts" pour les 26 et 27 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "A portée d'arts" pour les 26 et 27 octobre 2019, moyennant une redevance de 300€

N°VD2019-513 - Direction des Finances

Emprunt de vingt millions d'euros auprès de la Société Générale

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont la Société Générale pour 20 M€, se scindant en deux contrats de 10 M€.

N°VD2019-514 - Direction des Finances (VM)

Décision relative aux régies comptables

Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Service Police Municipale

Régie de recettes et d'avances "Zone Piétonne"

Diminution du montant maximum de l'avance

Objet : Qu'au vu du montant des dépenses effectuées par la régie, il convient de diminuer le montant de l'avance.

N°VD2019-515 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'Accord Cadre n° 6D0015

Signature d'un avenant de prolongation pour l'Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire '

Objet : L'accord cadre n° 6D0015 « Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau et scolaire » AVENANT de prolongation au lot n° 1 (Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau) pour la société LYRECO. C'est un groupement de commande, la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, donc il est nécessaire de de prolonger la décision à l'attributaire LYRECO, pour 4 mois pour un montant estimatif de 100 000 € H.

N°VD2019-516 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont le Crédit Agricole CIB pour 10 M€.

N°VD2019-519 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès d'Arkea

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont Arkea pour 10 M€.

N°VD2019-520 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de cinq millions d'euros auprès de la Banque Postale

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont la Banque Postale pour 5 M€.

N°VD2019-521 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont la Caisse des Dépôts et

Consignations pour 5M€

N°VD2019-522 - Direction des Finances (VM)

Décision relative aux régies comptables

Direction de la Culture et du Patrimoine

Modification de la régie de recettes Parcours Muséographique

Diminution du montant de l'encaisse autorisée

Objet : Au vu de la diminution des recettes moyennes encaissées par la régie, il convient de réduire le montant de l'encaisse autorisée.

N°VD2019-523 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "L'accroch'Choeur" pour les 19 octobre et 6 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "L'accroch'Choeur" pour les 19 octobre et 6 décembre 2019, moyennant une redevance de 60€

N°VD2019-524 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "L'accroch'Choeur" pour le 8 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "L'accroch'Choeur" pour le 8 décembre 2019, moyennant une redevance de 30€

N°VD2019-525 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Jordelan" pour le 21 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour le 21 décembre 2019, moyennant une redevance de 90€

N°VD2019-526 - Direction des Finances (VM)

Décision relative aux régies comptables

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Service Gestion des Moyens Communs

Modification de la régie de recettes "Les Terrasses et Etalages"

Objet : Pour permettre les remboursements aux commerçants suite à un trop perçu, il est nécessaire de transformer la régie de recettes en régie mixte.

N°VD2019-527 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'annulation de la décision n°VD2019-499 concernant la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier"

Objet : La décision VD2019-499 relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" est annulée. En effet, il existe déjà la même décision portant le n°VD2019-397.

N°VD2019-530 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la Convention de participation entre la Ville de Montpellier / la Société COGEDIM/la SA3M :

ZAC de la Restanque - parcelle OO31

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la société COGEDIM et SA3M pour la construction d'un immeuble collectif composé de logements et de locaux de commerces/d'activités situé 730-838 av. des Près d'Arènes. Le montant total de cette convention s'élève à 1 103 715 €.

N°VD2019-531 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété Jean-Gayola - lot 11 - 7 rue Boussairolles- Exercice du droit de préemption

Objet : A la suite de la DIA portant sur la propriété du lot 11 appartenant à M. JEAN et MMe GAYOLA,

sisé 7 rue Boussairolles, il est proposé de préempter ce bien. En effet, dans le cadre de la concession Grand Coeur, la SA3M est propriétaire de la quasi totalité des lots de cette copropriété qui nécessite de lourds travaux de réhabilitation. Après restructuration, l'objectif est de pouvoir proposer des logements répondant aux normes d'habitabilité avec possibilité de loyer maîtrisé / conventionné.

N°VD2019-532 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au marché n° 6B0157

Achat d'aliments- viande fraîche et œufs pour les animaux du parc zoologique de Lunaret

Avenant N°1- Autorisation de signer l'avenant

Objet : Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat de 10% (MAPA2 n° 6B0157) afin de couvrir les besoins croissants de consommation de viande en 2019/2020, conséquence de la naissance de 10 guépards entre 2018 et 2019.

L'avenant autorise une augmentation du marché de 8000 € HT sur la totalité du marché (4 ans) portant ainsi le montant maximum hors taxe du dit marché à la somme de 88 000 € HT.

N°VD2019-535 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition de solutions de gestion de l'occupation du domaine public

Marché n° V9B0092RI

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de solutions de gestion de l'occupation du domaine public et de prestations associées pour un montant maximum de 70 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°VD2019-536 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative à l'attribution du Marché n°V9D0035UV - Location, pose et dépose de décoration lumineuses et illumination de Noël 2019 - Marché subséquent n°2

Objet : Le présent marché subséquent concerne la location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2019, il est issu de l'accord-cadre n°8D0005801000.

Il s'agit d'un marché de Fournitures et Services sans allotissement, ni tranches.

Son estimation est de 400 000 € HT et sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor (prévue fin janvier 2020).

L'offre du groupement Blachere illuminations/Citeos Travesset, Zone Industrielle des Bourguignons, 84400 APT, d'un montant forfaitaire de 400 353,87 € est l'offre économiquement avantageuse.

N°VD2019-541 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative pour une Convention de Partenariat entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier

Objet : Convention de Partenariat entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour le prêt de matériels pédagogiques handisports pendant la manifestation Handi'Com du 12 au 15 novembre 2019 en Mairie (salle des Rencontres).

N°VD2019-542 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à la mise à disposition

du Gymnase "Georges Frêche" à titre gratuit

au profit du Lycée "Georges Frêche"

Ville de Montpellier - Région Occitanie - Lycée "Georges Frêche"

Objet : DSJ : La Ville décide de formaliser avec la Région Occitanie et le Lycée "Georges Frêche", une convention de mise à disposition à titre gratuit du gymnase "Georges Frêche" cofinancé par la Région Occitanie, qui prend effet dès la rentrée scolaire 2019-2020 pour une durée de 8 ans, renouvelable par reconduction express.

N°VD2019-545 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Coralen" pour le 14 décembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Coralen" pour le 14 décembre 2019, moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-550 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "What the Fest" pour les 30-31 octobre et 1er novembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "What the Fest" pour les 30-31 octobre et 1er novembre 2019, moyennant une redevance de 240€.

N°VD2019-552 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Jordelan" pour les 28 octobre, 11 novembre et 16 décembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour les 28 octobre, 11 novembre et 16 décembre 2019, moyennant une redevance de 90€.

Monsieur le Maire, chers collègues,

C'est à mes concitoyens Montpelliérains que je m'adresse aujourd'hui.

L'arrêté qui vote aujourd'hui le retrait de ma délégation est totalement normal et légal et bien sûr je ne le conteste pas, mais il me semble nécessaire d'exposer les raisons qui m'ont amenée à prendre la décision de quitter la majorité.

En 2014, je me suis présentée à vous, avec une vision idéale de ce que doit être la politique, j'y ai cru et veux y croire encore :

- Parce que la politique pour moi est de vous servir, et non de se servir ;
- la politique pour moi c'est de vous concerter et non de vous en donner l'impression ;
- la politique est de vous informer et non de vous balader ;
- la politique c'est de co-construire et non de s'auto-convaincre ;
- la politique, c'est de répondre à de vrais problèmes actuels et réels comme l'emploi, le logement, la sécurité, l'environnement et non d'être sans cesse dans la posture ;
- la politique c'est le débat et encore plus au sein d'une majorité et non des questions primordiales balayées en 5 minutes au détriment d'un agenda aux allures presque touristiques ;
- la politique c'est le partage du pouvoir et non un entre soi entre le maire et son cabinet ;
- la politique c'est une remise en question sans cesse et non un maquillage de façade ;
- la politique c'est de respecter les interdits que l'on a jadis déplorés et non de les braver sans scrupules aux profit de ses propres stratégies et intérêts ;
- la politique c'est de respecter ceux qui vous ont portés et non de les bafouer ;
- la politique c'est tout ça mais tant d'autres choses encore...
- la politique c'est surtout et avant tout d'avoir du respect pour soi et pour les autres ;
- la politique c'est toujours d'être animé par l'humilité et ne jamais, jamais, oublier qui nous sommes.

Nombreuses de ces valeurs se sont perdues ou n'ont jamais existé au sein de l'équipe menée par le maire sortant.

Monsieur le Maire a choisi une politique basée sur sa communication et son image, et il l'a choisie seul.

Vous n'avez jamais entendu aucune personne de la majorité le contester, car celui qui s'y aventure se voyait couper les ailes ou pire la tête.

J'aurais donc pu rester et me taire et j'ai essayé d'y croire mais continuer serait me mentir, vous mentir.

J'ai décidé en mon âme et conscience de reprendre ma liberté, je choisis de rester fidèle aux engagements que nous avons pris auprès des Montpelliérains.

J'ai été au bout de ma patience, ce n'était plus acceptable j'avais besoin d'avancer.

Je me suis beaucoup investie, limitée à la hauteur de ce qui m'a été autorisé de faire, aujourd'hui dans l'incapacité d'œuvrer pour les Montpelliérains au sein de votre équipe, je m'en vais.

Mon idéal de ce que doit être la politique reste intact et je continuerai d'y croire et de le faire vivre.

Continuer d'agir ce pourquoi je me suis engagée à redonner envie aux gens de faire confiance à la classe politique, et surtout s'occuper de l'avenir et de ce que l'on va léguer à nos futures générations, c'est pour cela que je me suis engagée.

Saint-Exupéry disait « fais de ta vie un rêve et ton rêve une réalité »

Je veux continuer de rêver une réalité avec vous les Montpelliérains un Montpellier humain, un Montpellier solidaire, qui préserve le bien-être de ses habitants tout en se souciant des enjeux actuels et en innovant !!

Ensembles, chers Montpelliérains, nous devons refaire de Montpellier une ville où la participation citoyenne sera centrale et où les décisions seront dictées par l'ensemble des habitants et non par une seule personne, ensemble restaurons un climat de confiance et de paix. N'oublions jamais que la démocratie c'est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.

Merci Monsieur le Maire de prendre acte de cette décision qui rompt toute collaboration entre nous.

Merci à vous mes chers concitoyens de me soutenir et d'avoir toujours cru en moi et de me faire confiance.

Sabria BOUALLAGA